

هنا هو العالم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13231 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- JEUDI 13 AOUT 1987

SERVICES

Abonnements	15
Publicité	14
Services	14
Publicité	15
Publicité	14
Publicité	15
Publicité	15
Publicité	13

MINITEL

Le parti unique en lune contre la suite de la personnalité

URSS

es milliers d'enfants abandonnés

Les milliers d'enfants abandonnés en URSS, dont beaucoup sont atteints de maladies graves, ont été abandonnés par leurs parents, souvent à cause de la famine et de la guerre civile.

La famine et la guerre civile ont entraîné la mort de millions de personnes en URSS. Les milliers d'enfants abandonnés sont une conséquence directe de cette catastrophe.

La courtoisie des Français. M. Jean-Marie Le Pen, député de la Seine-Saint-Denis, a été reçu par le président de la République.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Les débordements du conflit afghan

Les nouvelles les plus récentes sur le conflit afghan soulignent à quel point, face de négociations, la guerre ruine le pays et menace, de plus en plus, la stabilité de la région. L'explosion de trois bombes, le mardi 11 août, dans une localité pakistanaise proche de la frontière entre les deux pays qui accueille de nombreux réfugiés afghans, a fait au moins quinze morts et une soixantaine de blessés. Au même moment, des diplomates occidentaux signalaient que de très durs combats, qui se déroulent depuis le début du mois aux portes mêmes de Kaboul, avaient provoqué un afflux de réfugiés dans la capitale afghane.

En théorie, les deux grandes puissances pourraient réduire cette guerre à peu de chose. En échange d'un retrait militaire soviétique, les États-Unis mettraient fin à leurs livraisons d'armes à la résistance. Rien ne dit, certes, que, dans cette hypothèse, les Afghans trouveraient un terrain d'entente ; toutefois, les tensions évitables entre parties, dans ou tribus n'auraient plus qu'une importance mineure et ne suffiraient sans doute pas à empêcher le retour de la paix. Les réfugiés installés au Pakistan et en Iran. En outre, les autorités de Kaboul, quelles qu'elles soient, seraient contraintes de cohabiter avec leurs deux principaux voisins, l'Union soviétique et le Pakistan.

Mais, en pratique, l'URSS ne semble pas avoir renoncé à son ambition de maintenir par la force ses protégés au pouvoir à Kaboul, ce qui explique l'échec des propositions de paix alignées depuis décembre dernier. Du coup, les Américains continuent d'alimenter la résistance avec des armes modernes, notamment des missiles sol-air très efficaces. Les combats se poursuivent avec une égale intensité et plus de quatre millions d'Afghans sont exilés en Iran, et surtout au Pakistan, où leur nombre pose de sérieux problèmes, notamment en raison de la présence clandestine de possesseurs de bombes aux ordres de Kaboul.

Le régime de l'islamisme, qui a déjà ses propres difficultés, tout en étant en proie à l'insécurité croissante de la présence des réfugiés en Afghanistan, ne peut pas se permettre de se lancer dans une aventure nucléaire.

Cette question, à son tour, ne fait qu'alimenter les tensions déjà existantes entre l'Inde et les États-Unis. D'autre part, la guerre d'Afghanistan demeure un obstacle majeur dans les négociations entre Chinois et Soviétiques qui viennent de reprendre à Pékin.

Ainsi, plus de huit ans après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, la stabilité de la région se trouve-t-elle toujours en cause. La « transparence » encouragée par M. Gorbatchev a, certes, révélé le coût humain du conflit pour l'URSS. Mais rien n'indique, pour l'instant, que Moscou envisage un « retrait honorable », seul susceptible de calmer le jeu dans une région où les foyers de tension ne manquent pas.

(Lire nos informations page 3.)

La tension dans le golfe arabo-persique Washington accueille avec soulagement l'envoi par Paris et Londres de dragueurs de mines

Washington a accueilli avec satisfaction et soulagement la décision des gouvernements de Londres et de Paris annoncée le mardi 11 août d'envoyer des dragueurs de mines respectivement dans le Golfe et dans l'océan Indien. M. André Giraud, ministre de la défense, a tenu à préciser qu'il n'y avait pas eu de ce propos

de concertation avec Washington. Londres, de son côté, s'est efforcé de minimiser la portée de son engagement.

D'autre part, l'Iran a finalement donné une réponse à l'ONU qui ne constitue ni un rejet ni une acceptation de la résolution du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu dans le conflit avec l'Irak.

La réponse dilatoire de Téhéran à l'ONU

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

C'est en pleine séance de consultations du Conseil de sécurité, destinée à prendre note de l'absence de réponse de la part de Téhéran à la résolution 598, que la mission iranienne a annoncé, le mardi 11 août, par téléphone au secrétaire général de l'ONU l'arrivée du télégramme contenant la réponse « détaillée et officielle » à l'ordre de cessez-le-feu donné par le Conseil le 20 juillet dernier. Articulée en dix-neuf points, l'argumentation iranienne s'appuie essentiellement sur deux assertions : 1) en refusant de condamner l'Irak pour avoir com-

mené la guerre, le Conseil de sécurité s'est rendu complice de Bagdad et de ses amis, dont les États-Unis ; 2) la résolution est déséquilibrée en faveur de l'Irak et constitue un prétexte à l'approfondissement des tensions dans la région du Golfe. Longue et confuse dans la forme, la réponse est néanmoins claire sur le fond : « Il appartient à la République islamique d'Iran de décider de quelle manière la guerre prendra fin. »

Evitant soigneusement d'évoquer le cessez-le-feu, les auteurs de la réponse insistent, dès le premier paragraphe, sur le rôle joué, selon eux, par les États-Unis, accusés d'avoir entièrement ins-

piré la résolution 598 dans le but de faciliter leur intervention dans la région. Déplorant que la résolution ait été élaborée « en dehors de tout contact avec l'Iran », Téhéran estime que « le Conseil de sécurité est devenu partie prenante au conflit et ne pourra donc pas jouer un rôle positif dans la recherche de la paix ». En revanche, le secrétaire général mérite la confiance de l'Iran, car « seul [son] plan en huit points, rendu public en mars 1985, constitue actuellement une base appropriée pour les efforts de paix, et l'Iran est prêt à continuer de coopérer avec lui ».

CHARLES LESCANT.
(Lire la suite page 4.)

L'étonnant soutien de Wahid Gordji à ces « Livres de chez nous »

Le flirt de l'extrême droite avec l'Iran

La librairie parisienne Ognios, spécialisée dans la diffusion de livres d'extrême droite, a bénéficié, en mai dernier, de l'aide financière de Wahid Gordji, le numéro deux de l'ambassade d'Iran que le juge Gilles Boulogne souhaite toujours entendre. Ce geste dévoile de surprenantes convergences entre la révolution islamique intégriste et l'extrême droite intellectuelle européenne, qui ne manquera pas de choquer les musulmans attachés aux valeurs démocratiques.

La librairie Ognios a pignon sur rue. Situé au cœur de Paris, dans le premier arrondissement, « près de la statue de Jeanne d'Arc », comme son catalogue se plaît à le souligner, ce principal centre de diffusion de la pensée d'extrême droite, dans toutes ses variantes, ne se différencie pas d'une librairie ordinaire. Donnant de plain-pied sur la rue, le local

est étroit mais fonctionnel, plaisant sinon luxueux.

Sur un présentoir, la famille d'adoption d'Ognios, diffusion est seule, mais tout entière, représentée : National Hebdo, organe du Front national, cotoie Eléments, revue du GRECE, les royalistes se mêlent aux nationalistes révolutionnaires. Debout les parus, organe de l'Union nationale des parachutistes, effleure U Ribombu, journal nationaliste corse, proche du FLNC. Police et sécurité, bulletin fort extrémiste de la FPIP, syndicat de policiers minoritaire, n'est pas loin de l'autre revue Totalité, sous-titrée Révolution et Tradition...

Sur les rayons, la littérature authentique croise la propagande la plus grossière, la recherche historique le pire délire, avec un penchant particulier pour la seconde guerre mondiale, la collaboration et le III^e Reich.

EDWY PLENEL.
(Lire la suite page 14.)



L'ENQUÊTE : les tensions dans le Pacifique sud

Nuées d'orage sur le Vanuatu

PORT-VILA de notre envoyé spécial

Soirée de fin de semaine à la terrasse de l'hôtel Rossi, face à la baie. L'établissement porte encore le nom des anciens propriétaires, une des grandes familles coloniales de ce qui fut les Nouvelles-Hébrides. La clientèle, exclusivement mélanésienne, prend le frais, écoute un chanteur égrener des mélodies mélanésiennes. Au délabrement des lieux correspond le manque évident de ressources des consommateurs. La boisson se dégrade avec parcimonie. « Le plus grave, reconnaît un client néo-vanuatien (citoyen du Vanuatu), c'est le manque de touristes. De fait, ceux-ci brillent par leur absence... »

Le tourisme était un des atouts du Vanuatu lorsque le condominium franco-britannique, établi en 1906, accéda, dans la douleur, à l'indépendance en 1980. Sept ans plus tard, ce secteur, comme le reste de l'économie, périclita.

Et les fréquentations soviétiques et libyennes de Port-Vila ne peu propices à susciter la sympathie des pays occidentaux pourvoyeurs d'aide... même si l'imprévisible Père Walter Lini, le premier ministre, irrité par le portrait qui est fait de son pays — un nouveau bastion marxiste-léniniste, — s'évertue à clamer : « Nous sommes un pays chrétien. » De fait, le Vanuatu est devenu, pour les gouvernements occidentaux de la région, un pays à problèmes.

En parvenant à l'indépendance, le Vanuatu semblait relativement bien parti. Loin d'être idéal, l'infrastructure laissée par les deux puissances coloniales faisait pourtant bon effet. Jusqu'en 1984, la situation pouvait prêter à l'optimisme. Le tourisme allait bon train, assurant 20 % des revenus en devises du pays. La principale culture d'exportation (pour sa noix décortiquée, le coprah), le cocotier enregistrait une récolte record. Enfin le

paradis fiscal, permettant à quantité de capitaux de la région d'échapper à l'impôt, quitte à dormir quelques mois à Port-Vila, permettant de combler les trous du budget.

Ce « centre financier international » est la seule de ces trois sources de revenus à prospérer : il assure 10 % du PNB. Le Vanuatu, aujourd'hui, est un pays assisté qui, pour reprendre les termes d'un rapport diplomatique, ne peut « concevoir une opération que si elle repose sur un financement extérieur ».

A l'origine du malaise économique, on trouve l'effondrement des cours du coprah et du cacao — l'autre culture exportée, — qui a provoqué une chute spectaculaire (de l'ordre de 80 %) des exportations agricoles dans le revenu national. Quant au tourisme, il est victime du glissement du dollar australien, qui le prive d'une bonne partie de sa clientèle.

FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 7.)

Le mauvais fonctionnement des stations thermales

Un rapport de l'inspection générale des affaires sociales qui suscite quelques remous.

PAGE 15

Militaires en Argentine

Alors que la situation économique se dégrade, l'armée affirme ses prétentions.

PAGE 5

Un entretien avec M. Jérôme Monod

Le président de la Lyonnaise des eaux déclare vouloir investir en Europe « plus que partout ailleurs ».

PAGE 18

La déréglementation aérienne à l'épreuve

Les incidents se multiplient aux États-Unis, où les « presque-collisions » ont beaucoup augmenté.

PAGE 17

Concordances des temps

Le tsar, Gorbatchev et le désarmement.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les collectionneurs

Le collectionneur, affirme André Chastel, est toujours le personnage central du monde des arts. L'historien Krzysztof Pomian, qui vient de consacrer un essai à cette passion vieille comme l'homme, pousse plus loin encore le paradoxe : « S'il devait se manifester demain un changement profond dans notre attitude vis-à-vis de l'art, je suis sûr qu'il est déjà enregistré par les collectionneurs d'aujourd'hui. »

Qui sont donc ces précieux « sismographes » ? Collectionne-t-on de la même manière sous des climats différents ? Au Japon,

les sociétés industrielles et financières ont pris la relève des individus. Les Américains semblent hésiter entre le devoir civique, la froide spéculation et une sympathie boulimique. En Suisse, les héritiers des dernières grandes fortunes européennes constituent discrètement de véritables musées privés, tandis que le goût du secret des Français rend difficile l'établissement d'un inventaire. En URSS, enfin, on peut parier que les collectionneurs seront, comme par le passé, les futurs pourvoyeurs de l'Ermitage et du musée Pouchkine.

Pages 9 à 11

Le Monde dossiers et documents

LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à travers les articles les plus significatifs du Monde. La chronologie des événements. Le portrait des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

PRX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

ésarmement



Une menace écopieuse

TCHAD : le sort de la bande d'Aozou
« La France n'a pas l'intention de se laisser entraîner dans un affrontement avec la Libye »
déclare M. Pasqua

La situation au nord du Tchad demeure difficile à évaluer alors que la Libye, selon le commandement militaire tchadien, intensifie le mardi 11 avril, ses bombardements aériens sur Faya-Largeau, Ounianga Kébir et Ouadi-Doum, qui était la principale base militaire libyenne au Tchad avant sa reconquête par les troupes du président Hissène Habré en mars dernier. Aucun bilan de ces bombardements n'a été donné mais, effectués à haute altitude, ils ne semblent pas très meurtriers.

En revanche, N'Djamena a fourni mardi un nouveau bilan des victimes des affrontements autour d'Aozou, qui porte le nombre de morts libyens à six cent cinquante. Cent quarante-sept militaires, dont huit officiers, seraient, d'autre part, été faits prisonniers.

De source tchadienne, on indique que ce sont huit postes avancés de défense d'Aozou-village et Aozou-base qui ont été détruits. La perte de ces postes avancés rendrait d'autant plus vulnérable cette base que, comme Ouadi-Doum, elle est édifiée en plein désert. Deux bases libyennes, Ouenat et Maaten-Sarar, sont encore non loin de la frontière, elles aussi en plein désert. Sur le plan militaire, l'attaque tchadienne, dit-on, aurait été consécutive à un accrochage entre des FANT (Forces armées nationales tchadiennes) et une patrouille d'écumeurs libyens en mission de reconnaissance sur l'axe Aozou-Bardai à hauteur d'Oumchi (50 km d'Aozou). Les Tchadiens, « en position défensive offensive », dans la région, auraient ainsi profité de l'occasion offerte de poursuivre la patrouille pour détruire les postes environnants et s'emparer d'Aozou-village.

Cette stratégie continue toutefois d'être sévèrement critiquée à Paris, où le ministre de la défense, M. Giraud, a affirmé mardi : « Comme l'a indiqué le président de la République, les événements qui se sont produits récemment sont le fait d'une initiative du gouvernement tchadien qui ne revient qu'à lui-même. Nous n'avons pas l'intention de nous mêler de cette affaire qui est exclusivement tchadienne. » Répondant à un journaliste qui lui demandait si les bombardements sur

la localité d'Aozou et sur Faya-Largeau, où stationnent des militaires français, étaient susceptibles d'entraîner une riposte française, M. Giraud a été catégorique : « Assurément pas. Il faudrait que le colonel Kadhaïf en fasse davantage sur le plan militaire, au sud du 16° parallèle par exemple, pour que l'on réplique », a toutefois ajouté le ministre de la défense.

Interrogé sur Radio-France internationale, M. Pasqua, ministre de l'intérieur, a été encore plus ferme en déclarant que la France n'avait pas l'intention de se « laisser entraîner dans un processus d'affrontement avec la Libye sur la bande d'Aozou ». Le ministre a précisé : « La position tchadienne est parfaitement informée. S'il a voulu essayer de mettre notre pays devant le fait accompli, il a eu tort. Nous ne nous laisserons pas entraîner dans cette affaire. » Nous avons apporté notre soutien au gouvernement légitime du Tchad pour l'aider à récupérer l'intégralité de son territoire. En ce qui concerne la bande d'Aozou, elle fait l'objet de contestations depuis des décennies », a-t-il rappelé.

Pour M. Pasqua, « il est évident que de même que lorsque les Libyens ont voulu régler l'affaire par les armes, ça n'a pas tourné à leur avantage ». « Aujourd'hui, je crois, a-t-il poursuivi, que les Tchadiens ont tort de vouloir résoudre ce problème par la force, car c'est le président Bongo qui a une démarche légitime lorsqu'il invite les deux pays à se soumettre à un arbitrage international ».

La légitimité de la revendication
C'est bien sur ce problème de la légitimité de la revendication tchadienne sur la bande d'Aozou que le bât blesse entre N'Djamena et Paris. Il est vrai que dans la capitale française, les positions sur Aozou ont été et sont pour le moins fluctuantes. Le 16 décembre 1984, M. Mitterrand déclarait sans aucune ambiguïté en montrant Aozou sur une carte : « Cette petite zone là c'est la zone conquise par la Libye en 1972-1973 ».

et qui appartient toujours au Tchad sur le plan international, mais qu'on oublie généralement. Dans les débats on fait comme si cela n'avait pas eu lieu, mais moi j'y pense toujours, je dénonce cette occupation là. » Mais quelques mois plus tard M. Heru déclarait : « La bande d'Aozou est hors du Tchad, tout le monde en est d'accord même le président Hissène Habré ». Ce mercredi, dans un entretien avec Le Matin, l'ancien ministre de la défense, réaffirme : « On ne peut pas affirmer aujourd'hui que ce territoire est tchadien ou libyen. M. Chirac, quant à lui aurait essayé d'entendre au ministre congolais des affaires étrangères, qu'il recevait au début de l'année dans le cadre des efforts de l'OUA pour régler ce problème, que cette bande pourrait être abandonnée au colonel Kadhaïf comme « marge de sécurité » à sa frontière sud.

Ces interprétations satisfont d'autant moins N'Djamena que les Tchadiens ne comprennent pas que la France, ancienne puissance coloniale, refuse d'admettre ce qu'elle a elle-même décidé, le rattachement d'Aozou au Tchad. Pourquoi, dit-on notamment, devrait-on soumettre à une instance internationale un droit de regard sur un territoire qui vous appartient. Le problème est que Tripoli fait le même raisonnement. Dans ces conditions, M. Hissène Habré n'avait-il pas raison de son point de vue de forcer militairement les choses, incertain qu'il est de l'appui diplomatique de Paris, pour autant juridiquement engagé de par son passé colonial.

Recevant les ambassadeurs accrédités à N'Djamena pour leur expliquer la situation, M. Ahmed Korom, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a, d'autre part, habilement fait mention de Aozou « situé à 100 kilomètres au sud de la frontière héritée de la colonisation ». Un dogme de la charte de l'OUA que les Tchadiens voudraient voir respecter. On déclare, à cet égard, de source tchadienne, que la proposition du président Bongo de recourir au règlement de l'OUA, pour résoudre d'urgence le problème d'Aozou, n'est pas contraire aux vœux de N'Djamena. « Un pied dans la

place », les Tchadiens multiplient en effet les déclarations de bonne volonté pour régler le problème par la négociation. Mais pour négocier, encore faut-il être deux. Or, la Libye a rejeté mardi toute idée de dialogue avec le Tchad sur ce différend. Selon l'agence officielle libyenne JANA, « il n'est pas question de dialoguer avec le gouvernement tchadien, des agents qui ne savent qu'exécuter les ordres de leurs maîtres ».

A Tripoli le colonel Kadhaïf a reçu mardi le président Burkinabé, le capitaine Sankara, invité par le président de l'OUA, M. Kenneth Kaunda, à entreprendre des démarches auprès du dirigeant libyen. A l'issue de cet entretien, le porte-parole du ministre libyen des affaires étrangères a déclaré que son pays « apprécie les efforts de paix entrepris par le capitaine Sankara et respecte les résolutions de l'OUA ». Il a ajouté que la Libye est « exaspérée par l'agression tchadienne » et saura comment riposter. L'Egypte a demandé au comité ad hoc de l'OUA « d'intervenir rapidement pour mettre fin aux opérations militaires dans l'extrême nord du Tchad ».

Enfin, à Alger, dans une déclaration à RFI, l'ancien président Goukouni Oueddei a estimé qu'après le remaniement ministériel tchadien (le Monde du 12 août), « les chances de pourparlers pour une réconciliation nationale sont très maigres ». « L'étape franchie par les FANT m'amène à dire, a-t-il poursuivi, que la seule chose qui reste entre nous et N'Djamena est l'affrontement ». Concernant la récente attaque tchadienne sur Aozou, M. Goukouni Oueddei a dit : « Etant Tchadien, je ne condamnerai pas M. Habré d'avoir attaqué la bande d'Aozou, mais la façon dont il a attaqué la bande d'Aozou me conduit à m'opposer à ce qu'il a fait. D'abord, il faut que le problème interne tchadien soit réglé, et ensuite la Libye sera obligée d'accepter de recourir à des moyens pacifiques pour résoudre ce problème ».

F. C.

● M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron et président de l'association France-Tchad, a affirmé, le mardi 11 août au micro de Sud-Radio, que la reconquête d'Aozou « était la conséquence d'un Etat africain qui veut retrouver son indépendance ». « Ce n'est pas, a-t-il ajouté, la guerre d'un pays occidental contre la Libye, mais la guerre d'un Etat africain qui veut retrouver son indépendance et l'intégralité de son territoire ».

M. Godfrain a également fait observer, à propos des accords franco-tchadiens, que « le Tchad est tenu par ces accords de donner au gouvernement français toute information avant de s'engager dans une opération militaire, ce qu'il aurait dû ou dû faire ».

M. Lee a, d'autre part, mis en garde contre l'intervention d'« éléments radicaux, animés d'intentions impures » dans les conflits. Par cette expression, les autorités sud-coréennes désignent généralement des opposants supposés être communistes. Ces « éléments radicaux » peuvent aussi être les anciens étudiants qui, au cours de ces deux dernières années, ont commencé à travailler en usine dans le but de mobiliser et d'organiser les ouvriers. A Changwon, des affrontements violents ont eu lieu ces deux derniers jours entre grévistes et forces de l'ordre : douze personnes ont été blessées et six cars de police brûlés.

Le patronat est prêt à adopter une attitude conciliante, a déclaré mardi au quotidien japonais Nihon Keizai, le vice-président du patronat sud-coréen, qui a précisé que le mouvement de grève touche essentiellement les grandes entreprises et que les principales revendications concernent les salaires, la suppression des heures supplémentaires et la reconnaissance des droits des travailleurs, parmi lesquels la création de syndicats indépendants.

Il existe actuellement seize fédérations syndicales en Corée du Sud, qui rassemblent huit cent trente mille travailleurs. Mais la grande majorité de ces syndicats sont étroitement contrôlés par le patronat. En outre, la mise en pratique des droits syndicaux, théoriquement reconnus par la Constitution, est pratiquement très difficile.

Il est ainsi à peu près impossible de faire grève sans enfreindre la loi : en effet, ce sont les autorités qui décident si une revendication est légitime ou non. Ensuite, on doit passer par des procédures de conciliation, de médiation et d'arbitrage qui « verrouillent » le processus.

Antant dire que le mouvement de grève qui se développe actuellement n'a pas respecté ces procédures et a pris un caractère spontané, voire « sauvage », auquel les autorités ne sont guère préparées.

PHILIPPE PONS.

AFRIQUE DU SUD

La grève des mineurs a fait une première victime

Johannesburg (AFP, Reuter). — La découverte, le mardi 11 août dans l'après-midi, du cadavre d'un mineur « apparemment assassiné », selon la Compagnie propriétaire des mines — parce qu'il ne se serait pas joint à la grève, constituait la seule information nouvelle, mercredi en fin de matinée, au sujet de l'arrêt de travail qui paralyse les mines de charbon et d'or sud-africaines depuis dimanche.

Ce mineur, âgé de trente-six ans, a été trouvé mort dans son lit à l'intérieur d'un baraquement de la mine de charbon de Blinkpan, dans la région de Witbank, à environ 200 kilomètres à l'est de Johannesburg. Le communiqué publié par la Gencor — deuxième groupe minier du pays — précise que la victime — la première de ce conflit alors que la seule grève d'ampleur nationale organisée précédemment par le Syndicat national des mineurs noirs (NUM) s'était soldée par dix morts — « faisait partie du petit nombre de mineurs qui avaient continué à travailler ».

Aucun responsable du NUM n'a encore confirmé ou infirmé cette affirmation. Le secrétaire général du syndicat, M. Cyril Ramaphosa, avait toutefois répondu lundi aux accusations du patronat selon les-

quelles le NUM aurait eu recours à la violence pour contraindre certains mineurs à cesser le travail. « Comment est-il possible d'intimider 340 000 ouvriers ? », avait-il déclaré.

Le NUM continue, en effet, à maintenir son chiffre de 340 000 grévistes, alors que le patronat s'en tient à un nombre de grévistes de 220 000.

Selon des informations, non confirmées par le patronat, « plusieurs » mines offriraient des primes conséquentes à leurs employés blancs acceptant de suppléer les mineurs noirs en grève. Les mineurs blancs étant toutefois dix fois moins nombreux environ que les mineurs noirs (50 000 Blancs, dont une bonne part de cadres, contre 550 000 Noirs), il est exclu qu'ils puissent maintenir à eux seuls la production à son niveau normal. Le patronat a pour le moment refusé de fournir la moindre estimation de l'impact de la grève sur la production d'or et de charbon. Le gouvernement, de son côté, continue de proclamer sa « neutralité » dans un conflit qui, en l'état actuel des choses, semble devoir durer, syndicat et patronat campant sur leurs positions.

Diplomatie

L'URSS confirme le déploiement de missiles à lanceurs mobiles

M. Viktor Karpov, chef du département du désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères, a confirmé, le mardi 11 août à Moscou, que l'URSS avait commencé à remplacer ses missiles balistiques intercontinentaux enterrés dans des silos par des missiles pouvant être tirés à partir de lanceurs mobiles.

« Accroître la stabilité stratégique »

La principale caractéristique de ces missiles est leur mobilité sur rails, qui rend plus difficile le repérage. Cette mobilité, a ajouté M. Karpov, constitue « une garantie qu'ils survivront à une attaque si une attaque est lancée sur notre territoire ». Elle « contribue à accroître la stabilité stratégique », ce qui est, selon le responsable soviétique, « parfaitement conforme » aux dispositions de SALT-2. « Les Etats-Unis, en revanche, ont renoncé le 27 mai 1986, dans une déclaration du président Ronald Reagan, à respecter les limites fixées par ce traité et les ont dépassées en novembre dernier », a ajouté M. Karpov dans une allusion à la décision américaine d'équiper un cent trente et unième bombardier B-52 de missiles nucléaires. — (AFP, Reuter, UPI.)

Asie

CORÉE DU SUD : l'agitation sociale

Le gouvernement menace d'intervenir face à l'extension des mouvements sociaux

TOKYO de notre correspondant

Après avoir repris le travail vingt-quatre heures, les usines de Hyundai Motor, premier constructeur d'automobiles sud-coréen, ont dû fermer pour une durée indéterminée, le mardi 11 août, en raison d'une reprise de l'agitation dans une vingtaine d'ateliers et du manque de pièces détachées. De même, Daewoo, deuxième constructeur, a été contraint de fermer ses usines d'Incheon, à une quarantaine de kilomètres de Séoul, en raison de la poursuite des grèves. Kia Motor a fait de même.

La paralysie des constructeurs d'automobiles s'ajoute à celle des chantiers navals (de Hyundai à Ulsan, où vingt-cinq mille ouvriers font grève, et de Daewoo, sur l'île de Koje, près de Pusan, où huit mille grévistes occupent les locaux de la direction) et à celle de grandes

entreprises textiles comme Kukje, à Pusan. Le ministre du travail, M. Lee Hunk, a annoncé que le gouvernement pourrait être contraint d'intervenir si aucune solution à l'animosité n'était trouvée entre patronat et ouvriers et « si le mouvement de grève devenait incontrôlable, menaçant la vie de la nation ».

Depuis le début de la semaine, une centaine de nouvelles entreprises ont été touchées par l'agitation ouvrière, dont des usines de Lucky Goldstar et Samsung (électronique). M. Lee a annoncé que le mouvement de grève avait déjà coûté à la Corée du Sud 130 millions de dollars de pertes en termes de production et 55 millions en termes d'exportation. Le ministre a ajouté que si certaines demandes des grévistes étaient « raisonnables » et devaient être satisfaites, d'autres étaient exagérées et « risquaient de compromettre la compétitivité de l'économie ».

PAKISTAN : près de la frontière afghane
Les explosions de trois bombes font 15 morts et 60 blessés

NEW-DELHI de notre correspondant

Trois bombes à retardement ont explosé, le mardi 11 août, en plein centre de Mardan, une localité située à 50 kilomètres au nord-est de Peshawar, non loin de la frontière afghane, faisant au moins quinze morts (nos dernières éditions du 12 août).

Une soixantaine de personnes ont été blessées et de nombreux bâtiments détruits parce que les explosions se sont produites à environ quinze minutes d'intervalle, à l'heure du déjeuner, à un arrêt d'autobus et dans un marché.

Selon une agence de presse pakistanaise, cet attentat serait signé par les agents du KHAD (police secrète afghane) régulièrement accusés

d'être à l'origine de nombreux attentats au Pakistan. Le 31 juillet dernier, trois personnes avaient été tuées à Peshawar par un engin explosif. Le 14 juillet, l'explosion de deux voitures piégées à Karachi, qui avait fait près de quatre-vingts morts et deux cents blessés, avait été attribuée aux « ennemis du Pakistan » par le président Zia Ul Haq. Kaboul avait, toutefois, démenti toute implication dans cette affaire.

Après ce nouvel attentat, plusieurs partis politiques pakistanaïses ont organisé une manifestation dans les rues de Mardan, criant des slogans hostiles au régime du président Zia Ul Haq et demandant le retour immédiat des réfugiés afghans dans leur pays.

L. Z.

LE CINÉMA A LIVRES OUVERTS.

FELLINI PAR FELLINI



Champs Contre-Champs Flammarion

TRUFFAUT LES FILMS DE MA VIE



Champs Contre-Champs Flammarion

Fellini, Truffaut : la passion et la mémoire du cinéma.

Champs Contre-Champs Flammarion

Proche-Orient

La tension dans le Golfe

Paris et Londres annoncent l'envoi de « chasseurs de mines »

Tandis que le convoi naval américain-koweïtien parvenait, le mardi 11 août, dans les eaux territoriales koweïtiennes, Paris et Londres annonçaient l'envoi de chasseurs de mines dans la région.

L'URSS a immédiatement réagi à cette double décision en affirmant par l'intermédiaire de l'agence Tass que Londres et Paris avaient « cédé à la pression de Washington », qui souhaite « établir une domination américaine dans cette région ». A Rome, le ministre italien des affaires étrangères a regretté que les pays européens « agissent en ordre dispersé » et a indiqué que son pays « n'avait pas l'intention de suivre l'exemple de Londres et de Paris ».

La décision de la France d'envoyer deux chasseurs de mines rejoindra le groupe aéronaval français — parti fin juillet en pleine crise franco-iranienne et qui vient d'arriver dans l'océan Indien — a été annoncée mardi par le ministre de la défense, M. André Giraud, de retour des Etats-Unis.

Interrogé sur l'évolution de l'attitude française, M. Giraud a souligné qu'il « y a quinze jours, il n'y avait pas de mines en dehors du golfe persique. Or, depuis hier soir, on a trouvé des mines dans la mer d'Oman, et par conséquent nous estimons que la sécurité des bâtiments français qui se trouvent dans cette région ne doit être complètement assurée que par l'adjonction de ces deux chasseurs de mines ».

Quatre mines au total avaient été découvertes mardi matin au large du port de Fujairah (Emirats arabes unis) en mer d'Oman, dans la zone où le pétrolier Texaco Caribbean, appartenant à une compagnie américaine et chargé du pétrole iranien, avait heurté une mine lundi après-midi. « Cela prouve que des mines ont été installées au-delà du détroit d'Ormuz », a déclaré M. Giraud, ajoutant : « Il est donc légitime, puisque nous avons des bateaux dans cette région, que nous améliorions notre dispositif ».

Interrogé sur une coopération éventuelle avec les Etats-Unis à l'intérieur du Golfe, M. Giraud a affirmé qu'« aucune concertation n'a eu lieu ». « Il n'est pas prévu de

faire des opérations combinées. Comme vous le savez, notre flotte n'a pas normalement pour mission d'entrer dans le Golfe », mais « a été placée dans cette région par précaution », a-t-il ajouté.

Une nouvelle génération

De source militaire à Paris, on indiquait mardi soir que la décision d'envoyer les bâtiments de déminage, qui seront accompagnés de leurs unités de logistique, étant désormais prise, l'état-major de la marine désignerait les unités devant gagner l'océan Indien. Les « chasseurs de mines » représentent la « nouvelle génération » des dragueurs de mines. Ils sont capables non seulement de draguer et de neutraliser des mines en mer, mais surtout de les détecter à distance et de les localiser avec précision pour permettre leur centralisation sans risque.

Pour les Iraniens, cependant, il ne fait que peu de doute : « Ces mines sont sûrement posées par les Américains ou leurs alliés, sinon par l'Irak, qui cherche à démontrer que l'insécurité règne dans le Golfe, et, par là, à y intensifier la tension », a déclaré mardi l'homme de l'Union soviétique, représentant de l'Iran au Conseil de défense iranien, à l'issue d'une visite dans une usine de construction de missiles. Il a indiqué par ailleurs que les forces navales iraniennes avaient reçu l'ordre de déminer le Golfe et de procéder à une enquête pour déterminer l'origine des mines dans la région.

Le bureau iranien d'information sur la guerre a d'autre part publié un communiqué à ce propos, dans lequel son responsable, M. Kamal Kharazi, a déclaré que « certains indices » qu'il « n'a pas précises », « démontrent que ces mines sont posées par les Etats-Unis ou leurs agents afin de préparer le terrain pour une intervention d'envergure dans le Golfe ».

Entretiens, après avoir voyagé « lentement mais sûrement », les trois pétroliers américains

koweïtiens et les bâtiments de guerre américains qui les accompagnent ont pénétré « sans incident » au milieu de l'après-midi de mardi dans les eaux territoriales koweïtiennes. Le convoi a donc franchi sans encombre la « zone dangereuse » proche de l'île de Farsiya et est arrivé au terme de son voyage dans la nuit au terminal pétrolier koweïtien de Mina el Ahmadi. Selon certaines sources, le convoi se serait arrêté, ou en tout cas aurait ralenti sa course, quelques heures avant d'entrer dans les eaux koweïtiennes.



« Allant déminant les mines, ce n'est peut-être pas une mine modeste ». (International Herald Tribune du 10 août 1987.)

apparemment dans la crainte d'autres mines.

Mardi soir, les assureurs Lloyd's de Londres ont indiqué que la tension croissante dans le Golfe risquait de provoquer d'importantes augmentations des primes d'assurance des pétroliers qui naviguent dans la région. Le président des assureurs londoniens, M. Christopher Rowe, a déclaré qu'il s'attendait que les taux des primes de risque « grimperont » rapidement après les derniers incidents de la mer d'Oman. Les risques sont d'autant plus grands que le président Saddam Hussein a réaffirmé mardi solennellement le droit de son pays de poursuivre le bombardement des navires iraniens dans le Golfe. (AFP-AP Reuter)

Satisfaction et soulagement à Washington

WASHINGTON
correspondance

La décision des gouvernements de Londres et de Paris a été accueillie avec satisfaction et soulagement tant au département d'Etat qu'au Pentagone.

Tout en tenant compte des précisions respectives données dans les deux capitales, et notamment à Paris, sur le caractère strictement national des participations britannique et française aux opérations de déminage, on considère la démarche comme un geste ouvrant peut-être la

voie à une opération internationale de déminage. Cette opération, dans la mesure où les navires français et britanniques ne seront pas sur place avant plusieurs semaines, mais illustrant le souci des principaux alliés européens de Washington de ne pas rester passifs devant la menace qui pèse sur la liberté de navigation.

La décision de Londres et de Paris a quelque peu compensé la mauvaise nouvelle de la journée et atténué les appréhensions causées par la reprise des bombardements de l'aviation irakienne sur les installations pétrolières de l'Iran, et le premier engagement « hostile » entre un F-14 de l'US Navy et un F-4 iranien qui semblait « menacer » l'escorte navale américaine dans le détroit d'Ormuz.

En fait, le Pentagone a refusé de confirmer cet incident, d'une part, parce que le pilote américain n'a pas atteint son objectif, et, d'autre part, parce que la reconnaissance d'un acte hostile renforcerait la démarche d'une certaine de parlementaires visant à exiger du président, en vertu du War Powers Act de 1973, d'obtenir du Congrès l'autorisation de poursuivre l'opération d'escorte au-delà des prochains jours.

Quelle durée ?

La découverte de plusieurs mines dans le golfe d'Oman entretient évidemment les doutes à l'égard de l'opération de « repérage », et, d'une manière plus générale, sur l'engagement américain dans le Golfe. Les critiques ne manquent pas au Congrès et, plus discrètement, au sein même de l'administration, estimant que la politique américaine a été hâtivement décidée, bâclée même, disent certains, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan diplomatique. Mais le malaise vient aussi de la constatation que le gouvernement de Washington n'a d'autre choix que de persévérer dans cette voie. Renoncer maintenant à l'entreprise affecterait gravement la crédibilité des Etats-Unis.

L'insuffisance des navires et des équipements de déminage, due au retard du programme américain de construction de capteurs de mines, aurait dû être reconnue plus vite, pour justifier un appel plus prompt aux alliés européens. On considère que le voyage en Europe de M. Canali, nouveau conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, a été un succès dans la mesure où il a pu associer indirectement les gouvernements européens à une opération pour laquelle l'Europe n'avait pas été préalablement consultée.

En même temps, des critiques autorisées comme M. Aspin, président démocrate de la commission

des forces armées de la Chambre, et M. Turner, ancien directeur de la CIA, reprochent à l'administration d'avoir accepté la décision de Téhéran d'établir une « zone interdite » à la navigation dans les eaux du Golfe. « Autant que possible, nous ne voulons pas provoquer les Iraniens », avait dit M. Armitage, ministre adjoint de la défense.

Mais le respect de la décision de Téhéran a obligé les pétroliers à s'engager dans des passages étroits où ils se trouvent particulièrement exposés. Il aurait été préférable, estiment les critiques, de défilier Téhéran et de naviguer dans cette zone de 70 kilomètres en eau profonde que les Iraniens n'auraient pu miner.

Enfin, M. Turner estime que les Etats-Unis devraient riposter en employant les mêmes armes que les Iraniens ; un avertissement devrait être donné à Téhéran de ne plus arrêter les pétroliers, sinon l'US Navy serait en mesure de miner les ports iraniens, empêchant ainsi les exportations vitales de pétrole iranien.

Enfin, les critiques s'interrogent sur le sens d'une politique qui vise à se départir de l'influence de Moscou, mais qui, finalement, risque de la renforcer. L'Union soviétique est la seule des grandes puissances à être présente à Bagdad et à Téhéran, et l'annonce de la coopération économique entre Moscou et Téhéran, en particulier la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire, représente une étape importante dans l'objectif que s'est assigné le Kremlin d'accéder aux mers chaudes.

Devant ce bilan et les risques accrus d'une escalade rendue plus probable par la reprise des bombardements iraniens sur l'Iran, beaucoup s'interrogent sur la durée de l'engagement américain. Doit-il être indéfini ou bien limité dans le temps ? Le discours que le président Reagan devait prononcer mercredi était l'occasion d'apporter une réponse à cette question.

HENRI PIERRE.

La réponse dilatoire de Téhéran à l'ONU

(Suite de la première page.)

L'une des conditions d'une éventuelle « solution définitive » est la « condamnation de l'Irak en tant que partie responsable du déclenchement des hostilités » et l'évaluation subséquente des dommages de guerre. Néanmoins, la responsabilité fondamentale repose, selon le texte de la réponse, sur les puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, dont la présence navale dans le Golfe est amèrement critiquée. « En renforçant leur présence dans les eaux du golfe Persique, les Etats-Unis ont enfreint le paragraphe 3 de la résolution (celui qui demande aux Etats de s'abstenir de tout acte pouvant conduire à l'augmentation de la tension dans la région). C'est pourquoi la priorité absolue doit être donnée à l'effort en faveur de la sécurité dans la région ». Et les autorités de Téhéran d'ajouter, sans doute dans le but de laisser une porte entrouverte : « La solution de la crise réside dans le retrait de toutes les forces étrangères, dans l'engagement des parties à ne pas attaquer des navires commerciaux et dans l'observation, par les Etats riverains et en particulier par le Koweït, de la plus stricte neutralité ».

« Nous ouvrons la porte plus largement que le Conseil de sécurité à une solution négociée du conflit », affirme le représentant iranien aux Nations unies, M. Sadi Rajaei Khorassani, qui souligne que son gouvernement « ne rejette pas la résolution 598 ». L'acceptez-vous donc ? « Nous ne la rejetons pas, répond-il obstinément. Notre réponse est un cadre pour les futurs contacts avec le secrétaire général ». Quant au cessez-le-feu, M. Khorassani estime que celui-ci ne pourrait intervenir avant la conclusion d'une paix définitive. Mais, « de même qu'il ne saurait y avoir de paix unilatérale, il est impossible d'envisager la paix globale avant le départ du président irakien Saddam Hussein ».

Bien entendu, les autorités iraniennes estiment qu'elles ont « répondu » au Conseil de sécurité dans les délais que souhaitaient certains de ses membres, notamment les Etats-Unis. Néanmoins, les milieux diplomatiques ouïens font remarquer que le texte ne fait que reprendre les thèses déjà développées par Téhéran et constitue, en réalité, un refus provisoire, assorti d'une demande de délai supplémentaire. Incapables de surmonter leurs divisions internes face à l'idée de la paix avec l'ennemi irakien, les dirigeants iraniens souhaitent néanmoins prolonger l'état de grâce

actuel, qui leur a déjà permis, depuis le vote de la résolution et l'escalade de fait dans les eaux internationales, d'augmenter leurs réserves pétrolières de 6 millions de dollars par jour.

Tout en rejetant le concept d'un règlement, présenté par le Conseil de sécurité, Téhéran ne propose pas une véritable solution de rechange, se contentant d'accuser les Etats-Unis de freiner les efforts de paix. Quelles que soient les contraintes imposées au pouvoir de Téhéran et la capacité d'égout de la résolution 598 soit appliquée immédiatement.

Parallèlement, les diplomates de l'ONU accordent une grande importance à un autre message iranien, confidentiel celui-ci, signé par le ministre des affaires, M. Ali Akbar Velayati, et livré au secrétaire général vingt-quatre heures avant la réponse de la résolution 598. Estimant que les Nations unies n'ont qu'insuffisamment condamné l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, notamment la grave attaque contre la ville de Sardasht en avril dernier, M. Velayati demande, de manière comminatoire, que le secrétaire général réponde à une série de huit questions sur l'attitude de l'ONU à l'égard de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak et sur les raisons de « l'absence d'une condamnation appropriée » des méthodes de guerre irakiennes par l'ONU. « Ces réponses seront prises en considération dans la définition de la manière dont l'armée iranienne répondra aux futures attaques irakiennes et de l'attitude de l'Iran à l'égard des efforts de paix de l'ONU », affirme M. Velayati, qui annonce que son pays « suspend temporairement son adhésion au protocole de Genève de 1925 (interdisant l'utilisation d'armes chimiques) et se réserve le droit de répliquer [de façon appropriée] à toute attaque irakienne de ce type ».

S'agit-il d'une déclaration de « guerre chimique » ? La question mérite d'être posée.

CHARLES LESCAUT.

Le plan en huit points du secrétaire général de l'ONU, auquel fait allusion Téhéran dans sa réponse, reprend de manière plus floue les résolutions précédentes prévoyant notamment l'instauration d'un cessez-le-feu, la non utilisation d'armes chimiques, l'arrêt de la guerre des villes et des attaques d'objets civils et économiques et la création d'une commission d'enquête pour déterminer quel était l'agresseur dans ce conflit.

La Grande-Bretagne s'efforce de minimiser la portée de son engagement

LONDRES
de notre correspondant

« L'apparition de mines dans et hors du Golfe au cours des dernières quarante-huit heures a provoqué une situation entièrement nouvelle », a expliqué, le mardi 11 août, le ministre britannique de la défense, M. George Younger, pour justifier l'envoi de quatre chasseurs de mines de la Royal Navy dans le Golfe. Cette décision constitue une apparente volte-face : le 31 juillet, Londres, visiblement inquiet des implications de l'engagement naval américain, avait refusé de participer à la constitution d'une force internationale de déminage sollicitée par Washington.

Mardi, le porte-parole de la Maison Blanche s'est efforcé de saluer la « généralité » de Londres. Cet accueil chaleureux contrastait cependant avec les efforts déployés par M. Younger pour minimiser la portée de l'engagement britannique. Le ministre a, une nouvelle fois, pris ses distances vis-à-vis des efforts en

vue de constituer une force multinationale dans le Golfe. Et il a traité comme une coïncidence le fait que la France ait également annoncé, mardi, l'envoi de démineurs dans le Golfe.

Définissant les limites de la « contribution » de Londres, M. Younger a indiqué que les quatre chasseurs de mines de la Royal Navy, qui auront rejoint la zone de guerre d'ici cinq semaines, auront pour mission essentielle de protéger l'armille patrouille. Cette dernière est composée de deux frégates et d'un destroyer, eux-mêmes chargés de protéger les navires marchands battant pavillon britannique dans le Golfe.

« Il s'agit de la solution la moins agressive et la moins susceptible de provoquer une escalade tout en assurant la libre circulation dans le Golfe », a-t-il déclaré M. Younger. Il a aussi rappelé que l'armille patrouille patrouillerait à la partie sud du Golfe et à l'entrée du détroit d'Ormuz, sans s'aventurer au nord de Bahrein. Dans ces conditions, a-t-il précisé, la moindre représaille serait « tout à fait inadmissible » de la part des Iraniens, avec lesquels Londres a gelé toutes relations diplomatiques au mois de juin dernier.

(Interim.)

L'extrême gauche face à la crise

Sur le sentier de la guerre

Comme en écho prémoniteur aux récentes déclarations musclées de M. Michel Debré — « Il faut d'abord se persuader que nous sommes en guerre », a dit l'ancien premier ministre (le Monde daté 9-10 août) —, les hebdomadaires d'extrême gauche se demandent si la France s'engage effectivement dans un engrenage guerrier dans le Golfe. Si les réponses elles-mêmes restent sur le mode interrogatif, Lette ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et le Mouvement pour un parti des travailleurs s'accrochent pour dire que l'affaire est bonne pour « les marchands de canon », selon l'expression d'Informations ouvrières (MPTT).

« Il est vraisemblable que l'Iran, malgré toutes ses déclarations, ne tient pas forcément à affronter la puissance de feu américaine », écrit Arlette Laguerre, porte-parole de Lette ouvrière, dans l'éditorial du dernier numéro de cette publication. La candidate trotskiste à l'élection

présidentielle note que « les ripostes des uns et des autres se font à pas comptés. Les belligérants potentiels (...) font preuve de beaucoup de mesure ». Elle n'en ajoute pas moins que « tous les éléments sont réunis à l'heure actuelle pour qu'éclate dans cette région du monde un conflit armé dans lequel les grandes puissances occidentales seraient directement engagées ». Après s'être ressourcée dans la bible marxiste, elle précise : « La religion reste l'opium des peuples, qu'elle soit islamique, chrétienne ou autre ».

Pour Rouge, « L'heure du brasier ne fut peut-être jamais aussi proche ». Selon Christian Piquet, l'éditorialiste de la LCR, « avec l'envoi dans le Golfe d'une flotte sans équivalent depuis la seconde guerre mondiale, les premières représailles contre les intérêts français, les émeutes de La Mecque, le conflit irano-irakien s'internationalise dans des proportions gigantes-

ques ». Il dénonce l'enlèvement de la diplomatie française dont il trace des contours peu flatteurs. « L'attention affichée pour la dictature théocratique de Khomeiny n'a jamais empêché Jacques Chirac de qualifier d'« ami » le régime de Saddam Hussein, pourtant responsable de la plus impitoyable des répressions contre les opposants », affirme le dirigeant trotskiste. « Quant au terrorisme imputé aux Iraniens, pour Christian Piquet, force est de constater qu'ils n'en ont pas le monopole, Bagdad ayant longtemps abrité le groupe d'Abou Nidal ».

En proie à des divisions internationales internes, le PCF-MPTT de M. Pierre Lambert consacre moins de place que ses confrères à la situation au Moyen-Orient. Celui qui signe dans l'IO sous le pseudonyme de Angelo Geddo cite Jaurès pour rappeler que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nue porte l'orage ».

O. B.

M. Pasqua appelle l'Iran à mettre fin à la guerre des ambassades

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a appelé, le mardi 11 août, l'Iran à mettre un terme à la guerre des ambassades qui oppose, depuis le 17 juillet dernier, Paris à Téhéran. Interrogé par Radio-France internationale, M. Pasqua a estimé qu'il « serait normal maintenant que les diplomates rentrent chez eux. En ce qui nous concerne, nous sommes tout à fait disposés à faciliter le retour des diplomates iraniens (...) à condition, bien entendu, qu'il y ait réciprocité ».

M. Pasqua a cependant indiqué que le gouvernement français n'était pas disposé à transiger sur l'audience de l'interprète de l'ambassade iranienne, M. Wahid Gerdji, que la justice française veut entendre en rapport avec les attentats de septembre 1986 à Paris. « Si l'homme ou s'il se considère comme innocent, on ne voit pas pourquoi il n'irait pas à la convocation », a déclaré le ministre.

« La situation dépend des Iraniens. Je ne vois pas pourquoi ils n'entrent, sauf à finir par faire accéder l'idée qu'ils considèrent que M. Gerdji a quelque chose à se reprocher », a ajouté M. Pasqua.

M. Pasqua a indiqué par ailleurs que les négociations pour mettre fin à la guerre des ambassades se poursuivent par le canal de l'Italie et du Pakistan, qui représentent les intérêts respectifs de la France en Iran et de l'Iran en France. Mais elles butent sur la volonté de l'Iran de maintenir six diplomates en poste dans chaque ambassade, tandis que la France ne souhaite en laisser que deux, a expliqué M. Pasqua.

« Si six diplomates restent, on ne voit pas à quel rimerait la rupture des relations diplomatiques », a-t-il ajouté.

M. Le Pen et le conflit du Golfe. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député de Paris, a été félicité, le mardi 11 août, de la décision de la France de renforcer l'assaut français en mer d'Oman par l'envoi de dragueurs de mines. « Le Front national, souligne M. Le Pen, a été la seule formation à déclarer que l'absence de ces navires constituait une très grave lacune dans la composition de la flotte française envoyée au large de l'Iran ».

Proche-Orient

ISRAËL

M. Sharon affirme

la guerre au Liban « était en fait »

une guerre de l'establishment israélien

« La guerre au Liban n'était pas une guerre de l'establishment israélien », a affirmé M. Sharon, ministre de la Défense, lors d'une conférence de presse à Jérusalem. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

M. Sharon a également souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien. Il a souligné que la guerre au Liban était une guerre de libération, et non une guerre de l'establishment israélien.

1. **POSSIBLE TO REPEAT**

Le président Ortega reçoit les dirigeants de l'opposition

Le M
VACANCES : PA
Pour ceux qui
à la dernièr
36.15 TAPEZ **LEA**

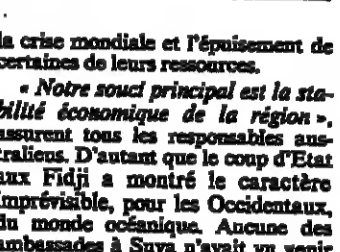
● **TURQUE** : grève de la faim dans les prisons turques. — Plusieurs centaines de détenus des prisons turques observent un mouvement de grève de la faim par proteste contre leurs conditions de détention. A-t-on appris, le mardi 17 août, auprès de parents de prisonniers. Selon eux, la vie de onze détenus de la prison militaire de Samsicilar, à Istanbul, est en danger. Ces prisonniers, qui viennent d'être hospitalisés, avaient été les premiers à entamer une grève de la faim il y a deux mois, ont précisé leurs familles. Le mouvement s'étend notamment aux prisonniers de Gaziantep (Sud-Est), Mardin (Sud), et Bursa (Ouest).

Contrairement aux Etats-Unis, l'Australie ne se montre pas particulièrement inquiète des mesures néo-zélandaises pour l'avenir du traité de l'ANZUS, qui lie Washington à Canberra et à Wellington. L'ANZUS n'est pas mort, dit-on, le ministère australien de la Défense insiste sur la coopération trilatérale et dit affectueux aux alliés de défense bilatéraux, autres que les écoles de bâtiments nucléaires américains dans les ports néo-zélandais. »

Les risques de déstabilisation de la région sont d'un autre ordre. Les tensions se présentent aux manipulations des cartes, du camp occidental en raison de leur faiblesse économique, de leurs archipels dispersés, et, surtout, de la fragilité de leurs institutions politiques. C'est

C'est là que le débat sur l'avenir du Pacifique prend une tournure saugrenue. La France et le couple Australie-Nouvelle-Zélande, chacun reprochant à l'autre une administration croissante des adversaires de l'alliance occidentale dans la région, se dénoncent, dans le comportement des Australiens et des Néozélandais, un vaste plan visant à réduire l'influence française dans le Pacifique. « C'est faux, rétorquent-ils à Canberra. Ni l'Australie ni la Nouvelle-Zélande n'ont les moyens d'assurer à ces pays l'assistance économique dont ils ont besoin. Nous avons besoin de la France. Mais sur des bases saines, et pas travers des groupements assassins ».

Grandes manœuvres au paradis



F.B.I.

Plus préoccupants sont peut-être les liens de certains acteurs canaques comme M. Ure (Front uni de libération kanak) à Tripoli. Il n'est pas question de formation militaire des séparatistes de Nouvelle-Calédonie en France, reconnaît-on de source officielle, mais certaines informations sur ces questions à Tripoli, mais certains « étudiants » ayant séjourné à Tripoli ont visiblement rapporté des techniques d'« agit-prop », qu'ils emploient à appahier dans certains villages isolés, ou auprès de certaines communautés sensées à l'incertitude, comme les tribus du Vanuatu sur un d'intensification entre Tripoli et les séparatistes.

Nuées

is known as the rule of the
fourth of the Constitution. The
rule is that the President
shall have the power to
grant pardons and reprieves
except in cases of impeachment.
The President shall have the
power to make treaties, subject
to the advice and consent of
the Senate, by a majority of
two-thirds. He shall have the
power to appoint and dismiss
judges, officers, and all other
civil officers, subject to the
advice and consent of the
Senate, by a majority of two-
thirds. He shall have the
power to grant commissions
under the Great Seal of the
United States.

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data from the sources that are available to him.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data and determine the cause of the problem.

4. The fourth step is the development of a solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must develop a solution to the problem and implement it.

5. The fifth step is the evaluation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the solution and determine if it is effective.

6. The sixth step is the documentation of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must document the investigation and the results of the investigation.

7. The seventh step is the communication of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must communicate the results of the investigation to the appropriate parties.

8. The eighth step is the follow-up. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must follow-up on the investigation and ensure that the problem is resolved.

9. The ninth step is the review of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must review the investigation and determine if it was successful.

10. The tenth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must conclude the investigation and report the results.

[illegible][illegible][illegible]

**LE
DOSSIER
BARBIE**

**Un procès
pour l'histoire**

Le Monde
NUMÉRO SPÉCIAL Hors Série
40 pages - 25 F

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

70000 AP



16. 1943 6/37

هكذا من الاعمال

Nuées d'orage sur le Vanuatu

[illegible]

Politique

Les sondages et l'élection présidentielle

Les clés du succès

par Michel BRULÉ,
directeur associé de BVA

A partir de la rentrée, les enquêtes par sondage vont se multiplier qui indiqueront les dispositions des électeurs et les fluctuations de leurs intentions de vote en faveur des candidats présumés à l'élection présidentielle.

La cote de confiance que réalise chaque mois depuis deux ans BVA pour *Paris-Match* permet de comprendre sur quelle base va s'engager la bataille électorale.

D'abord parce que la confiance est, en politique, un bien rare et que le caractère fortement personnalisé du scrutin présidentiel met ce capital au cœur de l'affrontement. Ensuite, parce que c'est l'un des baromètres de popularité régulièrement publiés qui permette d'évaluer la position du président de la République par rapport aux autres présidentiables.

En effet, si, de par ses fonctions, le chef de l'Etat justifie des mesures singulières qui n'appellent de comparaisons qu'avec lui-même à une période antérieure, ou avec ses prédécesseurs à l'Elysée, dans la mesure où il est susceptible d'être à nouveau candidat, alors l'observateur éprouve inévitable-

ment le besoin de le situer par rapport à ses rivaux potentiels.

Qu'indique l'historique de deux ans de cote de confiance? Rappelons les positions actuelles des quatre principaux présidentiables et l'évolution dont les dernières mesures constituent l'aboutissement :

- Trois personnalités seulement enregistrent aujourd'hui un solde positif entre les Français qui leur accordent leur confiance et ceux qui la leur refusent. Ce sont respectivement : Raymond Barre (+16), François Mitterrand (+11) et Michel Rocard (+8). Jacques Chirac, pour sa part, enregistre un solde légèrement négatif (-7).

- M. Mitterrand a vu sa cote de confiance remonter en permanence dans les mois qui ont précédé et immédiatement suivi les élections de mars 1986. Il s'est depuis maintenu à un niveau élevé.

- M. Chirac, parti d'un niveau modeste, a opéré une spectaculaire progression lors de son entrée à Matignon : depuis cette date, son capital de confiance s'est érodé, notamment fin 1986-début 1987 avec la crise électorale puis les conflits sociaux.

- M. Rocard, parti d'un niveau élevé, a encore progressé au prin-

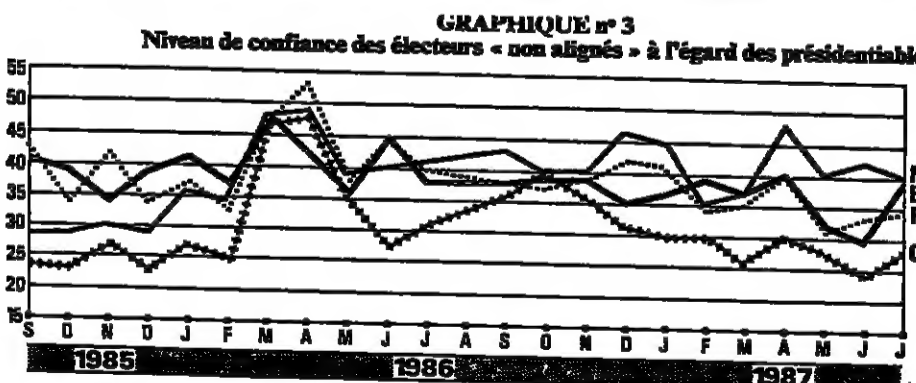
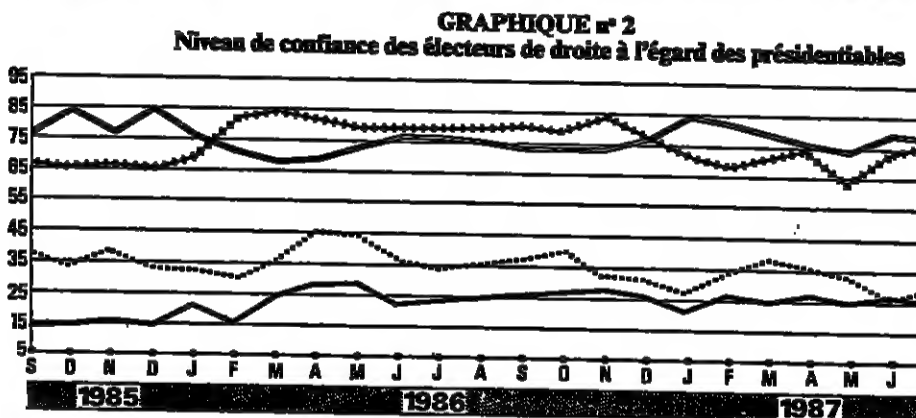
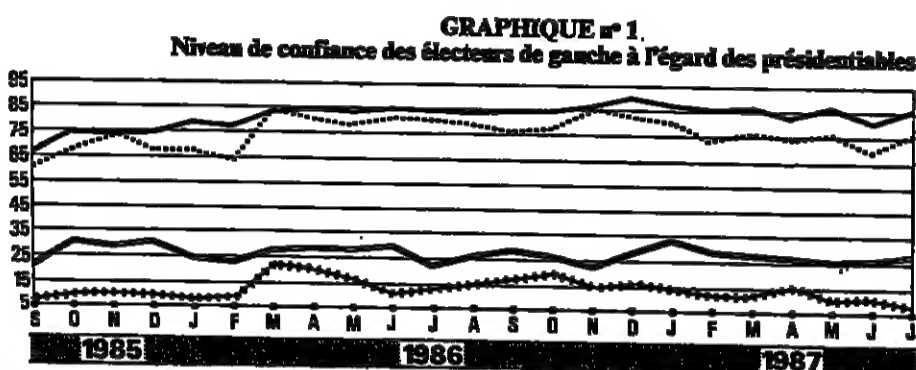
temps 1986 pour prendre la tête des quatre présidentiables majeurs. Depuis cette période, son capital de confiance a subi un certain effritement.

- Quant à M. Barre, en tête de la cote de confiance pendant les mois qui ont précédé les législatives de mars 1986, il s'est vu dépassé depuis par plusieurs de ses rivaux sans que ce soit dû à un fléchissement de sa part, mais parce qu'il avait été relégué quand il était resté stable. Ses émissions réussies de télévision au début de l'année, puis à la veille de l'élection, ont chaque fois valu une nette progression, qui suggère que son message est bien reçu de l'électorat. Il se retrouve aujourd'hui en tête de la cote.

Dans les grandes familles politiques

Cependant, si l'on veut mieux comprendre les positions respectives des quatre grands présidentiables, il convient d'écarter les réponses de l'ensemble de l'électorat et de regarder ce qui se passe par grandes familles politiques.

Chez les électeurs de gauche (graphique n°1), on constate que la date charnière a été mars 1986 :



AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde



Le visa obligatoire contesté au Sénat. — M. Pierre Vallon, sénateur du Rhône (Union centriste), a déposé une proposition de loi visant à obliger le gouvernement à soumettre au Parlement toute éventuelle prolongation du système de visa obligatoire pour les étrangers désirant entrer en France.

En mars dernier, le gouvernement avait prolongé pour six mois l'obligation de visa pour tous les Etats (CIE et Suisse exceptées). Le visa obligatoire avait été instauré en septembre 1985 pour lutter contre le terrorisme.

M. Vallon, qui est président du groupe d'étude des problèmes du tourisme au Sénat, estime dans l'exposé des motifs de sa proposition, qu'il est « important de permettre au Parlement de se prononcer pour le maintien d'une disposition dont tous les professionnels concernés contestent l'opportunité ».

RECTIFICATIF. — Dans certaines de nos éditions du 12 août, nous avons écrit en titre que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, s'interrogeait sur la politique intérieure du gouvernement. C'est en fait sur la politique étrangère de la France que s'interrogeait M. Debarge, comme cela était développé dans le corps de l'article.

avant, ils étaient plus nombreux à faire confiance à M. Rocard qu'à M. Mitterrand. Depuis cette date, on enregistre le phénomène inverse. On note aussi que près des trois dixièmes des électeurs de gauche accordent leur confiance à M. Barre.

Chez les électeurs de droite (graphique n°2), on observe plusieurs chassés-croisés entre M. Barre et M. Chirac pour aboutir aujourd'hui à une position de quasi-égalité. Là aussi, notons que les deux candidats de gauche disposent d'un potentiel non négligeable en terrain adverse : 29 % pour M. Rocard, 24 % pour M. Mitterrand.

Mais c'est probablement le graphique n°3 qui est à examiner de plus près : il indique à qui va la confiance des électeurs « non alignés ». Un mot d'explication sur ce terme : par électeurs « non alignés », nous entendons ceux qui, le 16 mars dernier, ou bien n'ont pas voté, ou bien ont voté pour un candidat ni de gauche ni de droite.

Bien sûr, ce groupe n'est pas homogène puisqu'il réunit des abstentionnistes invétérés et des électeurs fluctuants qui ne se déplacent que dans les grandes occasions. Cependant, on sait bien que c'est de ce dernier groupe que dépend en bonne partie l'issue du scrutin. On constate que la hiérarchie de la confiance chez les « non alignés » s'établit de la façon suivante :

M. Mitterrand et M. Barre y disposent de la confiance d'environ quatre personnes sur dix, et M. Rocard, d'environ une personne sur trois. M. Chirac, pour sa part, se situe un peu en retrait avec un score de 28 %. Aptitude à mobiliser la confiance des électeurs de son propre camp, attraction sur les électeurs non alignés et capacité de capter marginalement quelques voix du camp opposé, telles sont sans doute les clés du scrutin du printemps 1988.

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (voir normale)
2 semaines 76 F	2 semaines 145 F
1 mois 150 F	1 mois 261 F
2 mois 260 F	2 mois 482 F
3 mois 354 F	3 mois 687 F

Tarifs par avion, nous contacter :
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du au
NOM Prénom
Mon adresse de vacances :
N° Rue
Localité
Code postal : Ville
Pays
Ci-joint mon versement F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ou votre adresse actuelle

En Polynésie française

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe

PAPEETE
de notre correspondant

Située à l'est de Papeete, capitale de la Polynésie française, la grande vallée de Papeete avait retenti depuis plusieurs mois du vacarme des engins de terrassement et de construction. C'est en effet dans ce site grandiose, d'où s'élevaient vers le ciel les pics centraux de Tahiti, et où une nature luxuriante a noyé depuis des générations les anciens temples des Maohi, que le gouvernement territorial a autorisé plusieurs chantiers de grande envergure, dont ceux de la Marama Nui (La Grande Lumière), qui entreprend la construction de plusieurs installations hydroélectriques, et ceux de la Société Tomaroto, concernée elle par l'implantation d'un complexe hôtelier destiné aux visiteurs en mal de tranquillité.

L'accès à ces lieux n'est pas des plus faciles : les véhicules tout terrain doivent franchir des dizaines de gués rocailloux et longer les flancs de la vallée pendant deux heures heures avant d'aboutir au premier chantier.

Le dimanche 9 août, une poignée de jeunes gens, membres du Pomare Parti et de l'association Haapainoo (qui regroupe des propriétaires fonciers de la vallée de Papeete) ont entrepris de faire valoir leurs droits sur les terres intérieures de Tahiti, dont ils disent qu'elles ont été occupées illégalement par le territoire de la Polynésie. Ils ont donc purement et simplement barré l'unique piste. Les travailleurs employés sur les lieux ont réagi dans le plus grand calme.

Méthode agressive

Le Pomare, parti, qui ne cache pas ses affinités indépendantistes, reconnaît que la méthode des barages, qui a été déjà appliquée avec succès il y a trois mois dans une autre vallée, peut paraître agressive.

Mais, bien décidés à se faire entendre, ses membres soutiennent qu'ils sont sur les terres de leurs

ancêtres, qu'ils ne sont aucunement disposés à les laisser sous l'occupation d'étrangers sans leur accord, même en ce qui concerne un chantier territorial. L'accord obtenu à la suite d'un précédent barrage de piste consistait notamment en une indemnisation des prestations, menées par le Pomare Parti, par les sociétés incriminées, avec un versement d'une somme de 8 millions de francs CFP (450 000 francs), en sus des aménagements de voirie d'eau et d'électricité à la charge des sociétés.

La terre, traditionnellement indivise, contribuait autrefois au maintien des familles sur les lieux ancestraux. La vie moderne a bouleversé les dispositions coutumières polynésiennes, si bien que beaucoup de ces terres sont devenues aujourd'hui propriétés privées. Mais la revendication foncière fait son apparition. Déjà, les partis d'opposition n'y sont pas insensibles. Certains, lors des consultations de mars 1986, exigeaient, dans leurs professions de foi, la restitution des juridictions foncières d'autrefois, en prétextant même la suppression des notaires, accusés de prélever des droits trop lourds.

Cette revendication est plus qu'une simple requête musclée de la part de jeunes en mal d'action, et risque de se propager d'île en île. Car il faut savoir, par exemple, que le droit ancien polynésien reconnaît aux Polynésiens la propriété sur les lagons, classés actuellement dans le domaine maritime public ; or la maîtrise des eaux de l'atoll de Mativa, aux îles Tuamotu, intéresse à plus d'un titre le gouvernement local, averti depuis longtemps de l'existence d'un important gisement de phosphate sous le lagon.

Deux théories s'opposent : celle de l'exploitation, et l'autre, celle du Pomare Parti, du retour à la coutume. Plus d'une dizaine d'associations de familles de Tahiti, qui ont pour objectif la récupération de leurs terres, et le retour du droit coutumier foncier instauré à l'époque des rois Pomare, sont concernées et de plus en plus actives.

MICHEL YENKOW.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS maintient la « marche pacifique pour l'indépendance »

La « marche politique pour l'indépendance dans la paix », organisée par le FLNKS, et interdite le 6 août par le ministre des DOM-TOM, « aura bien lieu » dans la seconde quinzaine d'août, a affirmé, le mardi 11 août à Nouméa, le porte-parole du FLNKS, M. Yéwé Yéwé.

Selon le président du conseil de la région des îles, l'organisation de la marche est entrée dans une phase active et des militants du FLNKS résidant aux Loyautés ont déjà commencé à rallier la Grande Terre.

Le coup d'envoi de cette marche — qui doit s'achever le 3 septembre à Nouméa — sera donné le 22 ou le 23 août, simultanément en différents points du territoire, a-t-il précisé à l'AFP. « Nous allons faire sortir les canoques des tribus pour montrer à l'opinion publique internationale que le FLNKS n'est pas en déconfiture, comme l'affirme M. Pons, et qu'il est bien porteur de la revendication d'indépendance du peuple canaque », a-t-il ajouté.

Lettre non violente

La marche du FLNKS, ainsi que la marche rival du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste), prévue fin août également, et toutes « les manifestations de ce genre » avaient été interdites par M. Pons, qui devait le rappeler mercredi à Paris au cours d'une conférence de presse.

D'autre part, M. Eric Prairat, militant du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), rend compte, dans *Libération* du 12 août, d'un voyage qu'il a effectué en Nouvelle-Calédonie pour initier le FLNKS « aux méthodes de lutte non violentes adaptées à leur combat pour l'indépendance ».

ART

Le



« Une pas »

Le 11 août, le ministre des DOM-TOM, M. Pons, a interdit la « marche politique pour l'indépendance dans la paix », organisée par le FLNKS, et interdite le 6 août par le ministre des DOM-TOM, « aura bien lieu » dans la seconde quinzaine d'août, a affirmé, le mardi 11 août à Nouméa, le porte-parole du FLNKS, M. Yéwé Yéwé.

Le 11 août, le ministre des DOM-TOM, M. Pons, a interdit la « marche politique pour l'indépendance dans la paix », organisée par le FLNKS, et interdite le 6 août par le ministre des DOM-TOM, « aura bien lieu » dans la seconde quinzaine d'août, a affirmé, le mardi 11 août à Nouméa, le porte-parole du FLNKS, M. Yéwé Yéwé.

Le 11 août, le ministre des DOM-TOM, M. Pons, a interdit la « marche politique pour l'indépendance dans la paix », organisée par le FLNKS, et interdite le 6 août par le ministre des DOM-TOM, « aura bien lieu » dans la seconde quinzaine d'août, a affirmé, le mardi 11 août à Nouméa, le porte-parole du FLNKS, M. Yéwé Yéwé.

هكذا من الابرار

En Polynésie française

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe

PARIS. Le correspondant

Soliste à l'Opéra de Paris, capitaine de la Flotte française, la grande étoile de l'opéra de Paris, le chanteur polynésien, a été élu député de la Polynésie française. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

Méthode

agressive

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

VACANCES



Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

En France

Le FLNKS mène la « marche » pour l'indépendance

Le mouvement de revendication de la « terre des ancêtres » se développe. C'est un homme de la Polynésie, d'origine polynésienne, qui a été élu député de la Polynésie française.

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Les collectionneurs



Ils sont milliardaires ou sans le sou. Baron de l'acier ou modeste postier. Ils exhibent leurs trésors ou les dissimulent soigneusement, leur font construire des mausolées somptueux ou les entassent dans leur cuisine. Ils sont maniaques, spéculateurs, frimeurs ou déaffectés.

On les rencontre à toutes les époques, dans les grottes de la Préhistoire comme dans les palais de la Renaissance, dans les immeubles du baron Haussmann et dans les lofts de Soho. Ils ont toutes les nationalités et vivent aux Etats-Unis, en URSS, au Japon ou en Europe.

Ils n'ont qu'une passion, trouble ou pure : l'art. Sous toutes ses formes y compris les plus contemporaines. Un art qui génère un marché souvent délirant. On les porte au pinacle, on les méprise, mais tout le monde ou presque est d'accord : ils ont été, ils sont, ils seront au centre du mouvement des arts.



Les impressionnistes des musées soviétiques, actuellement exposés à Leningrad. Ils ont tous été acquis avant la Révolution de 1917 par des collectionneurs privés.



Krzysztof Pomian

« Une passion vieille comme l'homme »

L'historien Krzysztof Pomian vient de publier un volumineux essai : *Collectionneurs, amateurs et curieux* (Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires »). A travers l'étude des grandes collections du seizième au dix-huitième siècle, il trace le profil d'un personnage toujours vivant aujourd'hui.

« Le profil du collectionneur a changé au cours des âges, mais vous indiquez, dans votre essai, que cette passion est vieille comme l'homme.

Dans les grottes préhistoriques, on trouve des séries d'objets accumulés par nos ancêtres : coquillages, pierres étranges... Nous connaissons également les collections rassemblées pour les morts, dans les tombes, ou pour les dieux, dans les temples. Jusqu'à la fin du Moyen Âge, le clergé et les princes réunissent des trésors. Mais le collectionneur tel que nous le concevons n'apparaît qu'au début du quatorzième siècle, en Italie du Nord. C'est à partir de cette époque que l'on commence à aménager des intérieurs et, plus tard aussi, à construire des édifices — galeries, studios — spécialement aménagés pour accueillir les objets d'art amassés par leurs propriétaires. On ne se contente plus de les entasser dans des coffres, on les classe, on les expose, on invente des meubles pour les mettre en valeur. La manière de les acquérir change également : un marché de l'art se crée.

« Quel est le moteur de ce changement ? Plaisir, érudition ou désir d'acquiescer une position sociale ?

« Que pouvons-nous savoir des motivations profondes de ces amateurs ? Les seules sources sérieuses des historiens, ce sont des listes, des inventaires plus ou moins bien dressés. Une chose est

certaine : le fait de posséder une collection vous fait entrer dans un cercle étroit, très prisé par la haute société de l'époque. On accourt de toute l'Europe pour rendre visite au possesseur d'une « galerie ». Autre avantage, non négligeable : l'artiste est obligé du collectionneur. D'abord parce qu'en l'absence de tout musée il doit fréquenter le propriétaire des objets qu'il désire étudier. Et ensuite parce que ce collectionneur est également un commanditaire qui définit souvent avec beaucoup de précision sa future acquisition. Aussi la relation qui se noue entre l'artiste et le commanditaire repose-t-elle en définitive sur des rapports de supérieur à inférieur.

Cette situation va s'inverser au cours du dix-neuvième siècle. L'artiste revendiquera alors la première place au nom de sa créativité qui doit pouvoir s'exprimer librement, sans contrainte. Vers 1850, beaucoup d'artistes travaillent encore selon le système traditionnel de la commande. Ils occupent toujours le devant de la scène et accumulent richesses, honneurs et considération. Mais, de plus en plus, ils sont perçus comme lourdement dépendants. Aujourd'hui, à Orsay, ils servent tout juste de faire-valoir à ces artistes « indépendants » qui, les premiers, ont travaillé pour un marché anonyme. Pourquoi, d'ailleurs, rester tributaire d'un collectionneur quand il existe des musées pour voir les œuvres et des marchands pour les vendre ?

Ces derniers vont jouer un rôle de plus en plus grand. Même si les amateurs — comme le docteur Gachet, par exemple — ont toujours la possibilité de se fournir directement chez l'artiste. Nous ne sommes d'ailleurs pas complètement sortis de cette dualité, à laquelle il faut ajouter la commande publique, qui est redevenue importante de nos jours.

Néanmoins, vous êtes d'accord avec André Chastel quand il affirme que « le collectionneur est le personnage central du monde des arts » ?

Tout à fait, et plus que jamais aujourd'hui. Quand on

connaît la diversité et la richesse de l'art contemporain, on se rend parfaitement compte, en visitant un musée d'art moderne, que l'ensemble de la production est loin d'être représenté. Et nous ne savons pas si les œuvres que l'on voit aujourd'hui ne seront pas décrochées d'ici cinquante ans, comme l'ont été celles qui figuraient jadis au musée de Luxembourg. Pour mettre autre chose à la place. Et cet autre chose, s'il existe, se trouve dans les collections particulières.

Le collectionneur, parce qu'il ne dépend de personne, parce qu'il n'est pas terrorisé par la critique ou la peur de se tromper, agit essentiellement en fonction de son goût, avec une rapidité et une efficacité qu'aucun conservateur de musée ne peut avoir. S'il devait se manifester demain un changement profond dans notre attitude vis-à-vis de l'art, je suis sûr qu'il est déjà enregistré par les collectionneurs d'aujourd'hui. D'ailleurs, à étudier les modes artistiques, on s'aperçoit qu'elles sont tout à fait liées à l'évolution de l'intérêt des collectionneurs.

Ce sont eux qui ont commencé à collecter les antiquités romaines et c'est après que sont venus les peintres de la Renaissance. Eux encore qui ont redécouvert le gothique, et c'est ensuite qu'apparaissent la peinture troubadour et l'école historique du dix-neuvième siècle. Eux, toujours, qui « japonisent » dès 1840, et c'est plus tard que l'on retrouve dans la peinture un reflet du Japon. Eux qui, avant les cubistes, se sont intéressés aux arts dits primitifs, eux enfin qui ont redécouvert la peinture académique avant la vague d'hyperréalisme et le retour à une certaine figuration. Le collectionneur est donc bien le personnage central du monde des arts, car il devance, sans le savoir, les modes et les goûts qui émergeront un jour.

De nos jours, les musées sont eux aussi à l'affût de tout ce qui est nouveau. Pourquoi passeraient-ils à côté des œuvres capitales de demain ?

Pour passer une commande, le musée est obligé d'attendre que l'artiste ait une certaine renommée. Il achète donc des valeurs sûres, reconnues dans un certain milieu. Il n'est pas évident que ces valeurs soient celles de l'avenir. Le collectionneur, quand il a de la chance et du nez, agit avec plus de rapidité et enregistre plus sûrement les variations de la sensibilité collective.

On assiste actuellement à une flambée des prix sur le marché de l'art qui risque d'en écarter définitivement les acheteurs non institutionnels.

La spéculation sur l'art ne date pas d'aujourd'hui. Dès le dix-huitième siècle, on s'est aperçu que ce type d'investissement permettait des profits élevés et rapides. Ce qui est nouveau, c'est la « mondialisation » de ce marché et les capitaux considérables qui entrent en jeu. Mais les prix montent aussi, parce que, compte

tenu des objets gelés par les musées, l'offre se raréfie alors que la demande augmente davantage. Enfin, les techniques qui permettent de détecter les faux, cette source énorme qui permettrait d'accroître considérablement l'offre, sont de plus en plus sophistiquées.

Les collectionneurs qui ne disposent pas de fortune à la Getty sont-ils condamnés à disparaître ? Je ne le pense pas. Les aspects spectaculaires du marché de l'art cachent une réalité très différente. Nous avons tendance à ignorer les milliers d'artistes qui vendent leurs œuvres, disons entre 5 000 francs et 20 000 francs. Sont-ils très différents de ceux qui, par le hasard de conjonctions diverses, ont été portés au pinacle ? Pas toujours. Le jugement que nous portons sur une œuvre est la résultante d'éléments complexes. En dehors de notre sens esthétique, nous faisons interve-

nir, souvent inconsciemment, quantité de paramètres : notoriété de l'artiste, prix de son travail, cote de la galerie, etc. Certains arrivent à faire abstraction de tout cela. Peut-être parce qu'un collectionneur est avant tout un joueur et que l'une de ses grandes satisfactions est d'avoir raison avant tout le monde.

Sa disparition, pour une raison ou pour une autre, serait un désastre culturel. Regardez ce qui se passe en Union soviétique. Je fais le pari que, dans dix ou quinze ans, la peinture non conformiste sera accrochée dans tous les musées du pays. D'où sortiront ces œuvres « bourgeoises », « dépravées », « abstraites » ? Des soupentes où les collectionneurs, souvent à leurs risques et périls, les avaient conservées.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.



LES COLLECTIONNEURS

Union soviétique

Un « subversif »...



Georges Costakis chez lui, à Moscou.

L'UN des collectionneurs sans doute les plus importants de l'époque contemporaine, jusqu'à ce qu'il ait été arrêté devant un tableau de Rodtchenko, Georges Costakis collectionne. D'abord des porcelaines, des objets en argent, des icônes, des peintures flamandes.

Jusqu'à ce qu'il tombe en arrêt devant un tableau de Rodtchenko, un des premiers peintres de l'avant-garde russe, dont il ignorait tout. La curiosité et la passion vont faire le reste : en plus de trente années, Costakis va accumuler des centaines de toiles de plus de cent cinquante artistes d'une école d'avant-garde glorifiée par les bolcheviks puis damnée au nom du réalisme socialiste.

Ce fut un long travail de fouille — certainement facilité par le travail d'employé à l'ambassade du Canada qu'avait réussi à décrocher Costakis — mais le résultat était somptueux : il faut avoir visité l'immense appartement dont il disposait (selon les normes soviétiques) et dont tous les murs étaient recouverts non seulement d'œuvres de Kandinsky, de Tatlin, de Malevitch, de Rodtchenko, de Popov, de Lissitzki, mais aussi de peintres non officiels contemporains. Il faut, dans ce décor unique, avoir entendu le fin et rusé Costakis raconter ses acquisitions, ses admirations et ses enthousiasmes, s'arrêter soudain pour chanter, s'accompagner à la guitare, quelques couplets de chanson russe, reprendre son récit, avec ses airs de faux Onassis. Pas étonnant que tout le « gratin » occidental de passage à Moscou — de Rockefeller à Kennedy — ait fait l'escalade dans ce havre de culture et de savoir-vivre. Ces visiteurs illustres constituaient aussi une sorte de garantie pour Costakis, qui a toujours été considéré par les autorités soviétiques plus comme un « cinéiste » que comme un franc subversif. Certains semi-officiels soviétiques n'hésitaient d'ailleurs pas, de leur côté, à aller visiter le « musée » Costakis...

Puis vint le mal du pays où il n'avait jamais vécu. Mais Costakis ne voulait pas perdre son musée, son œuvre. Commencerent alors d'interminables négociations au terme desquelles il donna 80 % de sa collection à l'Etat soviétique — dont les plus belles pièces — moyennant l'autorisation d'emporter avec lui les 20 % restants. Une « première » dans un pays d'où l'exportation du moindre samovar de médiocre facture constituait un exploit.

Depuis, on a pu voir l'extraordinaire collection Costakis d'abord à Düsseldorf puis à Stockholm, à Helsinki, à la Royal Academy of Arts, à Londres, au musée Guggenheim, à New-York, où elle est conservée. Quant aux œuvres données à l'Etat soviétique, elles sont toujours gardées dans les réserves de la galerie Tretiakov à Moscou où seuls les initiés ont accès ; certaines cependant ont fait leur apparition et il est probable que, « glasnost » aidant, ce sera de plus en plus souvent le cas.

N. Z.

États-Unis

Ils sont riches, très riches même, et consacrent l'essentiel de leurs gains à l'art contemporain, les uns par goût, d'autres par intérêt.

Au début du siècle, un médecin, natif de Philadelphie et chimiste amateur, Albert Barnes, invente un médicament nouveau, l'Argyrol. Et, de ce fait, naît alors l'une des plus considérables, l'une des premières collections d'art contemporain des États-Unis. Ce que d'autres au même moment, les seurs Cone de Baltimore ou l'illustre famille Stein, pratiquent déjà brillamment. Barnes, dont les moyens sont inépuisables, l'élève à la hauteur d'une religion. Il ne vit plus que pour ses peintures modernes.

Ouvert aux pauvres et aux Noirs

A partir de 1912, il réunit des ensembles de Van Gogh, de Seurat, de Cézanne et de Renoir — allant jusqu'à acquérir près de cent quatre-vingts toiles de ce dernier. Puis, très vite, il en vient aux « jeunes » : à Matisse, à Picasso, aux fauves, à Soutine plus tard. Il fait construire un palais néo-classique dans la banlieue de sa ville natale, commande à Matisse la décoration d'une salle et détermine les statuts de son illustre Barnes Foundation.

De la sorte, le collectionneur se mue en créateur de musée et applique à l'art contemporain le principe qui a fait la fortune du Metropolitan ou de la National Gallery de Washington en matière d'arts anciens : un musée ne peut exister que par la vertu de ses trustees, donateurs, légataires, membres d'un conseil d'administration qui est d'abord un conseil d'enrichissement. Dans le cas du docteur Barnes, ce conseil se limite à sa seule personne, laquelle étant passablement excentrique — c'est, paraît-il, l'usage chez les milliardaires, — décide que ne pénétreront librement dans la fondation que les

« défavorisés de l'art », pauvres et Noirs de Philadelphie. Aux autres, amateurs et gens de la bonne société, le maître du lieu ne pardonnait pas de l'avoir traité en intrus et en nouveau riche.

De nos jours, la collection Barnes accueille de bonne grâce tous ceux qui veulent voir ses Cézanne historiques et quelques-uns des principaux Matisse fauves : elle est devenue publique, et l'on pourrait vénérer en son créateur l'un des saints patrons de l'art du vingtième siècle, exemplaire autant par la constance de ses choix que par la décision d'ouvrir son palais au visiteur. Tel est le « modèle Barnes », dans lequel le privé devient peu à peu public, sans l'intervention d'aucune institution.

Et telle demeure de nos jours la singularité la plus forte de la situation américaine. Si les États-Unis ont pu faire figure d'Eden de l'art contemporain, c'est autant à leurs collectionneurs qu'à leurs artistes qu'ils doivent cette réputation. Conséquence d'une toute-puissance économique ? Assurément. Conséquence encore de dispositions légales qui encouragent les donations et font de la bienfaisance une bonne affaire fiscale ? Tout autant. Nationalisme ? En partie, sans doute. Mais quelles que soient les raisons, avouables ou moins avouables, il reste qu'aucune autre nation ne peut rivaliser avec ces pays d'amateurs-acheteurs qui amassent d'incroyables galeries de peinture et de sculpture, les montrent à qui veut les visiter et finissent en fondateurs de musées.

C'est le cas, à Dallas, de Patsy et Raymond Nasher. À l'origine : des opérations immobilières, la construction de logements et de centres commerciaux. Résultat, quelques décennies plus tard : la meilleure collection américaine de sculpture moderne avec, de Rodin aux années 80, Picasso et Matisse, évidemment, mais aussi, péle-mêle, Gonzalez, Arp, Giacometti, David Smith, Calder, Kiril ou Tony Smith. Cette anthologie du fer et du bronze, après avoir

été exposée au Dallas Museum of Art, l'est cet été à la National Gallery de Washington, dans l'un des musées les plus prestigieux du pays. Et nul ne doute que la collection Nasher, dont la valeur échappe à tout exercice d'estimation, ne s'augmente encore de pièces exceptionnelles — de pièces originales de Picasso en particulier. À sa manière, mi-privée mi-publique, elle appartient au patrimoine national, d'ores et déjà. Et contribue à la qualité des études historiques aux États-Unis, ne serait-ce que parce que les Nasher financent — aussi — des colloques.

Vaut-on maintenant l'exemple d'une collection de peinture contemporaine ? Il faut revenir à New-York, et pénétrer dans l'appartement d'Agnès Gund, tout au sommet d'un immeuble de Park Avenue. Héritière d'une fortune d'origine industrielle, la maîtresse de maison partage son temps, et ses ressources, entre l'enseignement et l'acquisition d'œuvres majeures des peintres américains actuels. Trustée du glorieux Museum of Modern Art de New-York, il lui arrive d'acheter en fonction des besoins de l'institution. Tel Jasper Johns accroché dans son salon est pour le musée, la chose est entendue. Sur le mur voisin, un Rauschen-

berg des années 50, un De Kooning, un Johns encore. Ailleurs, Kelly, Jenney, Andre, Stella, Warhol, Chia et vingt autres. Le couloir résume trente ans d'art américain, les chambres à coucher débordent de toiles, il y en a dans la cuisine, dans le bureau. C'est tout juste s'il n'y en a pas aussi dans l'ascenseur.

Manie ? Pas seulement. Il s'agit pour Agnès Gund de constituer et de compléter un ensemble qui, au-delà de ses préférences personnelles, raconte l'histoire. Le goût de l'amateur et son souci d'exhaustivité doivent aller de pair, car le collectionneur, ici, se change en volontiers en chroniqueur de son époque. On imagine avec quels soins les « vrais » conservateurs entretiennent des personnes si précieuses : ce sont elles qui, comme Agnès Gund et d'autres « généreux donateurs » au MOMA, garantissent la bonne marche des institutions et les embellissent.

D'ordinaire, leur activité ne se dissimule pas ; s'ils ne cherchent pas la publicité, ces collectionneurs ne refusent pas d'être connus. Leurs propriétés, ils les prêtent et les montrent volontiers. Portée à son paroxysme, pervertie par le désir de célébrité, cette pas-



Herb et Dorothy Vogel.

A l'assaut de l'art

occidental

Le 30 mars 1987, le record mondial du marché de l'art était atteint. Une toile de Van Gogh dépassait les 240 millions de francs. L'acquéreur : une compagnie d'assurances japonaise, Yasuda. Les Japonais sont en passe de devenir les seconds acheteurs d'œuvres d'art après les Américains.

INOPINÉMENT, au septième étage d'un bâtiment abritant une vingtaine de magasins d'appareillage électrique situés dans le quartier d'Akihabara à Tokyo, on tombe sur une impressionnante collection d'œuvres de Salvador Dali, dont la *Madone de Port-Lligat*. L'ensemble des dessins et tableaux est estimé à 360 millions de dollars. Le propriétaire du petit musée, ouvert depuis un an, M. Masao Nangaku, est un homme simple. Agé de soixante-huit ans, il débute comme réparateur de transistors et il est devenu aujourd'hui l'un des magnats d'Akihabara.

L'art ne l'intéresse pas, affirme-t-il sans ambages. Il a acquis la collection de Dali, comme il le fit récemment d'un château du Moyen Âge en Allemagne, à titre d'investissement mais en espérant qu'à la sortie du musée les amateurs du maître surréaliste s'arrêteront aux étages inférieurs dans les boutiques de stéréos et de télévisions.

Est-ce M. Nangaku ou un autre homme d'affaires nippon investissant dans l'art qui a acheté début août à Los Angeles un autre Dali *Gala regardant la Méditerranée* ? En tout cas l'acheteur japonais anonyme n'a pas lésiné sur le

prix : 2,3 millions de dollars. Un record pour un Dali.

Comme la compagnie d'assurances Yasuda, qui vient d'installer dans son musée de Tokyo un des *Tournevis*, de Van Gogh, acheté en mars dernier chez Christie's pour la somme de 40 millions de dollars, bon nombre de sociétés japonaises doivent désormais être comptées parmi les grands collectionneurs d'œuvres d'art — pour des motifs souvent fort éloignés de considérations esthétiques. Il suffit de traverser la galerie de peinture qui, chez Mitsui Corp., conduit au salon destiné aux visiteurs de marque pour s'en convaincre : une collection d'œuvres d'art fait partie du prestige d'une entreprise. Le marché des tableaux en particulier est sans doute l'un des rares domaines des échanges internationaux où les Japonais, qui dégagent des excédents commerciaux considérables sur leurs partenaires, sont aujourd'hui les acheteurs et les Occidentaux les vendeurs.

Une nouvelle cible pour les marchands d'art

Selon le représentant à Tokyo d'une grande galerie d'art internationale, « les Japonais sont devenus les seconds acheteurs d'œuvres d'art après les Américains ». Au cours de l'année dernière, les Japonais ont acheté pour plus de 400 millions de dollars de tableaux, soit un montant deux fois supérieur à celui de 1985. Cette année, pour les seuls mois de janvier et de février, ils ont importé pour près de 100 millions de dollars en toiles de maître. Dans les grandes ventes de Christie's ou de Sotheby's, les acheteurs nippons « raflent » de 20 %

à 40 % des œuvres occidentales : à Hongkong des acheteurs japonais ont récemment acquis des objets d'art chinois provenant de la collection de M. T. Y. Chao, fondateur du groupe Wah Kwong Shipping, en graves difficultés financières. Les marchands d'œuvres d'art sont parfaitement conscients que les Japonais constituent une nouvelle cible et ils les courtisent : chez Christie's, on traduit désormais en japonais le déroulement des ventes et, judicieusement, la galerie londonienne présente d'abord à Tokyo les *Tournevis*, de Van Gogh, et seulement ensuite à New-York et à Londres, avant de le mettre aux enchères.

L'arrivée en force sur le marché de l'art de Japonais disposant d'une monnaie particulièrement forte risque d'être durement ressentie par les collectionneurs occidentaux, obligés, s'ils tiennent à telle œuvre, de « suivre » dans des enchères que les Nippons font monter « à tout va ». En 1985, le musée privé japonais Bridgestone déclina tout d'abord l'offre de vente du marchand d'art Wildenstein de Mademoiselle Georgette Charpentier assise, d'Auguste Renoir. Le prix — dix millions de dollars — lui semblait trop élevé. Un an plus tard, Bridgestone acceptait, mais entre-temps le yen permettait d'épargner 4 millions de dollars sur le prix évalué en yens. Les *Tournevis*, de Van Gogh, a été acheté à un prix quatre fois supérieur à celui d'un tableau du même peintre vendu à New-York un an auparavant.

Les Japonais ne sont pas à proprement parler des nouveaux venus sur le marché de l'art. Il existe d'abord un important marché intérieur, qui ne suscite guère d'intérêt à l'étranger et est constitué par les œuvres de peintres

japonais s'exprimant dans le style occidental (*yoga*) ou japonais (*nikongo*). Certaines œuvres peuvent atteindre jusqu'à 500 000 dollars. Les Japonais ont d'autre part manifesté un intérêt soutenu depuis le siècle dernier pour la peinture occidentale. Aujourd'hui, c'est au Japon que se trouvent certaines des plus importantes collections de peintures impressionnistes (comme celle de Kojiro Matsukata, qui possède des Monet qui sont parmi les plus beaux).

La première percée massive des Japonais sur le marché des tableaux occidentaux date de la fin des années 60 et du début de la décennie suivante, mais elle avait été stoppée par la crise pétrolière. La frénésie a repris de plus belle à partir de 1985. Les Japonais s'intéressent non seulement désormais aux valeurs sûres et aux peintres qu'ils ont longtemps affectionnés (les Impressionnistes et l'école de Paris : Van Gogh, Utrillo, etc.) mais aussi à des artistes modernes comme Gustav Klimt ou aux préraphaélites.

Qui sont ces nouveaux collectionneurs nippons ? Beaucoup ne tiennent pas à se faire connaître pour ne pas attirer l'attention du fisc (comme cet acheteur anonyme qui a acquis l'année dernière un Mondrian pour 5 millions de dollars — là encore un prix record pour une œuvre de ce peintre) ou en trois grandes catégories. Il y a d'abord les « nouveaux riches ». Hommes d'affaires ou personnes exerçant des professions libérales qui ont vu leurs revenus, évalués en dollars, grossir considérablement avec la hausse du yen. Il ne s'agit pas vraiment d'amateurs. La possession d'œuvres d'art est pour eux une question de statut

LES GRANDES REPRISES

SEUL A PARIS AU MIRAMAR - GRAND ÉCRAN V.O.



2 OSCARS HOLLYWOOD 85

مكتبة الامير

LES COLLECTIONNEURS

La fortune

grand jour

Suisse

S'ouvrir ou partir

sion de la collection peut même tourner à la frénésie, une frénésie qui doit autant à la spéculation qu'à l'amour de l'art. Ainsi est apparue une nouvelle espèce de collectionneurs d'art contemporain, celle des exhibitionnistes prodigieux. Ceux-ci achètent, peut-être, pour leur plaisir — mais pour la « montre » à coup sûr. Ils achètent pour qu'on les remarque — quitte à revendre plus tard. « Art Fever » titrait au printemps la revue *New York*. Et, en sous-titre : passions et frénésies du dernier-né des sports de l'homme riche. Sport ? C'est à craindre en effet.

A preuve le cas d'Eugène et de Barbara Schwartz : ils ont acquis des pièces immenses de Schnabel et de Kiefer. Si vastes qu'ils ne peuvent accrocher leur Kiefer au mur de leur appartement. N'importe : la partie inférieure reste roulée sur la moquette... Mais l'anecdote est connue de tous les galeristes, sinon de tout Soho.

Jouer à la hausse ou à la crise

Autre cas : celui d'Ascher Edelman, célébrité de Wall Street et des galeries *down town*. Stella a sa préférence — mais pas la Stella ascétique des années 58-60. Le Stella baroque convient mieux à cet « arbitrageur » comblé, assez fier d'avoir été le premier à payer une pièce de ce vivant plus d'un million de dollars. Un prix record qui a fait jaser.

Le phénomène est inquiétant. Du collectionneur esthète, futur donateur, au collectionneur homme de spectacle, la distance est grande. Le premier respecte l'artiste : le plus souvent même il le connaît et visite son atelier. Le second respecte la cote, quitte à la laisser s'effondrer, s'il vend en masse par lassitude ou indifférence, quelques années plus tard des œuvres qui ont cessé de lui plaire. Dès lors, l'art contemporain et des jugements que l'on espérait esthétiques ou subjectifs sont, partiellement à tout le moins, déterminés par une écono-

mie de marché qui joue à la hausse ou à la crise comme n'importe quelle autre économie. La faveur d'un collectionneur célèbre suffit à établir la réputation d'un artiste. Et il y a bien vite un musée, européen de préférence, pour décerner à l'élite son brevet de respectabilité officielle. Est-ce si grave cependant ? Peut-être suffit-il pour se consoler de se souvenir qu'il y a un siècle les toiles d'un Bouguereau ou d'un Meissonnier se payaient des prix énormes, aussi démesurés que ceux qu'il faut verser maintenant pour un Schnabel. Il serait peu surprenant qu'une fois de plus, et qu'il existe une définition financière du pompiérisme : art touché par la spéculation, art de procédés aisément reconnaissables et donc de commerce facile.

Heureusement, il reste des purs, de « vrais » collectionneurs, aussi maniaques que Barnes, mais à leur manière, inattendus : Herb et Dorothy Vogel. Aller chez eux, à New-York, c'est renouer avec le mythe du découvreur sans le sou qui lègue à la postérité le fruit d'une vie de privations héroïques. Lui est un postier retraité, elle est bibliothécaire à Brooklyn. Ils vivent dans un deux-pièces, avec sept chats, des tortues et tant d'œuvres qu'ils leur ont cédé leur salon. A la place du canapé, une pile de dessins encadrés et de peintures touchées au plafond. Combien y en a-t-il ? Ils ne savent plus. Par mensualités de 10 ou 20 dollars, ils ont payé, depuis trente ans, leurs Lewitt, leurs Judd ou leurs Mangold. Posséderait-ils la plus considérable collection de minimalistes ? Peut-être. Herb Vogel s'en est institué le conservateur à temps plein. Parfois, de manière à gagner un peu d'espace et à faire l'inventaire de ce capharnaüm inestimable, les Vogel prêtent pour des expositions, non sans inquiétude. Ils vivent par leur collection, ils se confondent avec elle. Plus tard, ils en feront un musée, comme tout collectionneur américain qui se respecte.

PHILIPPE DAGEN.

Le baron Thyssen-Bornemisza est à la tête d'une collection qui peut rivaliser avec bien des musées. Mais la villa où elle est entreposée, en Suisse, est trop exigüe. Il songe à déménager pour s'agrandir. En attendant, il organise des échanges. Cette année, il expose des impressionnistes issus des musées soviétiques.

PARMI les trois ou quatre grandes collections privées du monde, l'une des plus somptueuses se trouve au bord du lac de Lugano, en Suisse. La villa Favorita, cernée de cyprès, renferme près de 1 600 œuvres majeures, de Goya à Rembrandt, d'Uccello à Watteau, de Monet à Cézanne, de Picasso à Bacon. Sans parler des tapisseries, meubles et autres objets d'art. Le baron Heinrich Thyssen-Bornemisza s'y installe avec ses trésors en 1932.

Avant la première guerre mondiale, il avait commencé à rassembler des peintures allemandes sur bois des quinzième et seizième siècles. Sa passion s'étendit aux écoles flamandes et hollandaises. Puis il se mit à acheter des primitifs italiens avant d'élargir sa collection à la Renaissance italienne, pour s'intéresser finalement aux artistes espagnols et français. Histoire sans doute d'avoir chez lui un panorama complet de la peinture européenne, jusqu'en 1800.

L'égale des grands musées

En 1937, il fit construire une galerie, à côté de sa demeure, pour y loger ses trésors. Après sa mort, en 1947, son fils cadet Hans Heinrich poursuivit l'œuvre de son père. Il s'intéressa plutôt aux œuvres du dix-neuvième et du vingtième siècle. Sans exclusive. « J'achète ce que j'aime, sans souci de la mode, affirme-t-il aujourd'hui. Par exemple, des toiles néo-expressionnistes allemandes, pourtant très prisées, je n'en possède aucune : elles ne me plaisent pas. » Mais il reconnaît, en revanche, que l'amitié joue un

certain rôle dans ses choix. Il est lié, en Angleterre, à un petit groupe de peintres dont font partie Bacon et Lucian Freud qui ont fait son portrait. Cette position d'amateur est infiniment plus souple — et plus agréable, le baron le sait très bien — que celle d'un conservateur de musée.

Mais s'il n'a pas les mêmes obligations que ces établissements, sa collection supporte la comparaison avec nombre d'entre eux. D'ailleurs, il traite d'égal à égal avec les institutions les plus prestigieuses. Il y a quatre ans, il a fait venir quarante toiles impressionnistes du musée Pouchkine de Moscou et de l'Ermitage de Leningrad. En retour il avait

lectionneurs russes Sergueï Tchichoukine et les frères Morosov, qui surent acquérir ces toiles au début du siècle. L'année prochaine, le baron Thyssen compte aller plus loin. Il est en train de mettre sur pied, toujours avec les mêmes interlocuteurs, une troisième exposition. On verra, pour la première fois, des œuvres d'artistes soviétiques, abstraits, futuristes, constructivistes, qui ne sont pratiquement plus exposées dans leur pays depuis les années 30. Lui-même enverra en URSS des éléments de sa collection correspondant aux mêmes courants.

Mais le succès de ces expositions temporaires pose des pro-

blèmes matériels de plus en plus aigus. Comment canaliser une foule chaque année plus importante ? Il y a quatre ans, 300 000 personnes étaient venues voir la première tournée des impressionnistes « russes ». Cette année, les visiteurs devront acheter leur billet à l'avance et indiquer le jour et l'heure de leur passage. Seuls, 2 400 tickets seront délivrés chaque jour. Et comme la collection du baron continue de s'accroître, la villa Favorita est devenue trop exigüe pour que l'on puisse exposer de manière permanente un échantillon significatif de ses richesses : 350 œuvres sont accrochées dans la galerie ouverte au public, mais pas une

des dix-neuvième et vingtième siècles, faute de place. Aussi, le baron a-t-il demandé à l'architecte britannique James Stirling d'aménager une seconde galerie. Le prix de sa construction — 40 millions de francs suisses — que le propriétaire des lieux entend bien faire partager par les autorités suisses, a tout d'abord fait tiquer ces dernières. Les négociations ont traîné en longueur. Aussi le collectionneur envisage de déménager, purement et simplement avec armes et bagages. Il avait d'ailleurs reçu un certain nombre de propositions alléchantes. De Madrid, en particulier. Les Espagnols lui proposent 6 000 m² en face du Prado, mais le baron hésite : « Je ne veux pas devenir l'annexe d'un musée, aussi prestigieux soit-il. Ma collection doit garder sa personnalité. »

Des invitations qui se multiplient

Deux cités allemandes et deux autres, américaines de la côte ouest, tentent également de l'attirer. Les Helvètes, inquiets de voir s'échapper ce prestigieux pôle d'attraction, entament de nouvelles négociations. Ils sont prêts à participer à la construction de la nouvelle aile et aux frais d'entretien de la villa. On s'aperçoit alors que l'implantation du nouveau bâtiment pose des problèmes : le terrain sur lequel on doit le construire est, paraît-il, glissant ; il est en outre impossible d'y aménager un parking indispensable. Aussi les autorités suisses offrent-elles, maintenant, au centre de Lugano, la villa Ciani où le baron pourrait exposer ses « maîtres modernes ». Ce dernier doit rencontrer une nouvelle fois ses interlocuteurs helvétiques.

Mais il envisage toujours de quitter la Suisse. Il parle même de fermer sa collection aux visiteurs et de n'autoriser que les expositions temporaires. Une position radicale qui était celle de son père. Mais le baron corrige aussitôt : « Les peintres n'ont pas peint pour moi, mais pour un public. Il est normal que je montre au public ce que j'ai rassemblé. »

E. de R.



Le baron Thyssen devant une toile de Gauguin.

envoyé un nombre égal d'œuvres tirées de son fonds.

Aujourd'hui, il renouvelle l'opération avec les mêmes partenaires. C'est ainsi que l'on peut voir à la villa Favorita, dans un décor splendide, des œuvres qui sont rarement sorties des salles où elles sont habituellement présentées : « Mardi gras » de Cézanne, « La Jeune Fille à l'éventail » de Renoir, l'étonnant « Portrait de famille » de Matisse, une version du « Déjeuner sur l'herbe » de Monet, « le Café d'Arcis » de Gauguin et un très beau paysage de Bonnard.

Cet accrochage est peut-être aussi un hommage rendu aux col-

lèges matériels de plus en plus aigus. Comment canaliser une foule chaque année plus importante ? Il y a quatre ans, 300 000 personnes étaient venues voir la première tournée des impressionnistes « russes ». Cette année, les visiteurs devront acheter leur billet à l'avance et indiquer le jour et l'heure de leur passage. Seuls, 2 400 tickets seront délivrés chaque jour. Et comme la collection du baron continue de s'accroître, la villa Favorita est devenue trop exigüe pour que l'on puisse exposer de manière permanente un échantillon significatif de ses richesses : 350 œuvres sont accrochées dans la galerie ouverte au public, mais pas une

A l'assaut de l'occidental

social, et leur acquisition relève du « rite de passage ». Un peu comme les Américains des années 50 achetant des tableaux au musée, ils ont moins en tête une œuvre ou un peintre qu'une somme à dépenser. Longtemps, ils ont surtout affecté la peinture japonaise, mais désormais ils ont aussi jeté leur dévolu sur les peintres étrangers.

Viennent ensuite ce que l'on peut appeler les collectionneurs traditionnels : des individus ou des familles qui sont à la tête de groupes industriels importants et ont fondé des musées. Le goût et le souci de prestige personnel se mêlent chez eux à des considérations philanthropiques, mais aussi fiscales. Les principaux musées privés d'art occidental ont été constitués ainsi, à partir des collections de trois magnats de l'industrie d'avant-guerre.

Kojiro Matsukata, à la tête d'une compagnie maritime de Kobe, commença sa collection de peintures françaises pendant la première guerre mondiale. En 1959, trois cents de ses tableaux (dont des Monet, des Renoir et des Gauguin) constituèrent le fonds à partir duquel fut créé le Musée national d'art occidental de Tokyo. De même Shojiro Ishibashi, qui fit fortune dans la fabrication de pneus, collectionna les impressionnistes. En 1952, il ouvrit le Bridgestone Museum of Art à Tokyo. Un autre grand magnat de l'industrie d'avant-guerre, Magosaburo Ohara, créa pour sa part, dès 1930, l'un des plus riches musées d'art occidental du Japon, situé à Kurashiki, près de la mer Intérieure. Dans le domaine des arts orientaux, d'autres personnalités, comme Kiichiro Nezu ou Kiichiro Okura, fondèrent aussi des musées à partir de collections constituées en partie au cours de

l'expansion japonaise en Chine dans les années 30.

Au lendemain de la guerre, la richesse des groupes industriels ayant bien souvent remplacé les fortunes personnelles, ébranlées par la défaite, ce sont des sociétés plus que des individus qui ont été à l'origine de la constitution de collections exposées dans des musées (c'est par exemple le cas du musée Suntory). Des individus restent aussi de grands collectionneurs, comme M. Matsushita (président du groupe du même nom), qui affectionne l'art oriental, ou le président de la banque Suruga, qui collectionne les tableaux de Bernard Buffet.

Les zones d'ombre du marché

Une dernière catégorie de « collectionneurs » modernes est constituée par les nouvelles sectes religieuses. La Soka gakkai possède son musée comme la secte Tenri, ou Sekai Kyusai Kyo, qui a ouvert à Atami l'un des musées les plus riches sur l'art de l'époque Edo (1603-1868).

Le marché de l'art au Japon, dont le chiffre d'affaires global est estimé à 4 milliards de dollars par an, est en outre stimulé par la création depuis une dizaine d'années de musées municipaux et préfectoraux. Celui de Yamaguchi possède la *Semuse*, de Millet, et celui de Nagoya a acquis un Modigliani pour 2,4 millions de dollars. Ce marché a aussi ses zones d'ombre : les peintures servant parfois dans des opérations de pots-de-vin ; alors que la circulation de l'argent dans les milieux politiques tend à être réglementée, celle des tableaux, qui peuvent être revendus, ne l'est pas.

PHILIPPE PONS.

France

Le feu sous la cendre ?

La France, pays déshérité de l'art contemporain ? On le dit et on le répète. Et s'il fallait simplement admettre qu'on collectionne en France d'une manière particulière, très dispersée et très secrète ?

L'A-T-ON assez entendu déplorer ? Il n'y a pas de collectionneurs français d'art contemporain du type de ceux qui font le bonheur des Etats-Unis. Pas le moindre Ludwig, pas le plus petit Saatchi, alors que l'Allemagne et la Grande-Bretagne doivent à chacun, l'une un musée à Cologne, l'autre une fondation à Londres. Scène rituelle : un vernissage dans une galerie parisienne. A mi-voix, le maître des lieux se félicite d'avoir vendu telle pièce dont il annonce le prix en dollars. Le ton se fait gais quand il a vendu, bien sûr. Mais à l'étranger, à un Suisse, à un Allemand, jamais à un Français. Et l'antienne commence : « Ah ! Que voulez-vous, on n'y peut rien, c'est trop cher pour eux. » C'est trop moderne pour eux. »

« Eux » ? Les supposés collectionneurs potentiels, les industriels, banquiers et hommes d'affaires qui existent mais n'achètent pas. Et il est vrai qu'à consulter le Gotha de l'art contemporain, on n'y voit guère de Français. Des noms ? Les Durand-Ruel, héritiers d'une tradition — l'aisé vendait les impressionnistes ; Gilles Fuchs, l'un des rares, sinon le seul collectionneur à avoir acquis quelques toiles des

Américains à la mode ; Nicole Mattel-Jullien, plus européenne dans ses choix. Et quelques autres, en province, à Marseille ou à Saint-Etienne. Rien de comparable cependant avec New-York, ni par le nombre des amateurs ni par le nombre d'œuvres que chacun d'eux possède.

Les raisons de cette déficience sont claires, qu'elles soient d'ordre économique ou culturel. Economique, parce que sur un marché qui s'exprime uniformément en dollars, les œuvres des artistes new-yorkais ou établis à New-York quoique nés à Berlin ou à Milan demeurent inaccessibles pour la plupart. « C'est assez lourd », soupire avec pudeur un amateur. Entendez : hors de prix, particulièrement pour les collectionneurs privés qui, achetant en leur nom, ne bénéficient pas des aménagements fiscaux institués depuis quelques années pour aider au mécénat des entreprises. De surcroît, la France ignore la donation telle qu'elle se pratique aux Etats-Unis, c'est-à-dire accompagnée d'une déduction fiscale du montant du don — et rien ne semble annoncer une évolution en la matière.

Mais les acheteurs potentiels songent-ils seulement qu'ils pourraient acheter de l'art contemporain ? A en croire un marchand d'affaires qui existait mais n'achetait pas. Et il est vrai qu'à consulter le Gotha de l'art contemporain, on n'y voit guère de Français. Des noms ? Les Durand-Ruel, héritiers d'une tradition — l'aisé vendait les impressionnistes ; Gilles Fuchs, l'un des rares, sinon le seul collectionneur à avoir acquis quelques toiles des

associant leur prospérité à la naissance d'un art national, les Français vivaient sur des souvenirs, plus enclins à acquérir des œuvres anciennes qu'à parier sur l'actuel.

Est-ce si faux ? Il a fallu, à Paris, créer une institution officielle, Musée d'art moderne, puis d'autres institutions de relais, du type des FRAC, pour remplacer les amateurs absents. Ce qui revient à inverser le rapport entre collectionneur et musée et à faire du second le substitut du premier et non plus son émanation.

Un Tapis du contemporain

Faudrait-il donc, comme le réclame Daniel Templeton, qu'apparaisse un « Tapis du contemporain », qui popularise l'activité de collectionneur et en fasse un devoir d'utilité publique ? On objecterait volontiers qu'il est assez vain d'espérer imiter les mœurs et la prodigalité voyante des collectionneurs américains. Et cela pour une raison majeure : c'est que les collectionneurs français n'aiment rien tant que la discrétion. L'anonymat les enchante. S'ils prêtent, c'est sans se nommer. S'ils laissent voir leurs intérieurs, ce n'est pas sans peine et à la condition plusieurs fois répétée que le visiteur sache garder un silence de bon ton. Défait ? N'importe, du moment que les collections se font.

Et elles se font, à leur rythme, lent, à leur manière, presque secrète. On s'en est aperçu quand le musée Cantini parvint à organiser une exposition intitulée « Ils collectionnent », à partir des

œuvres possédées par les amateurs méridionaux. On s'en aperçoit en découvrant dans tel appartement second Empire du seizième arrondissement un bronze de Flanagan, un Merz, une toile de Sicilia et un Paolini — ce qui n'est pas mal. Le nombre compte moins en la circonstance que la qualité de chaque pièce et que l'équilibre de l'ensemble : car les collectionneurs européens attendent des œuvres qu'elles forment un tout avec les lieux et le mobilier. Ils composent moins une galerie ou un musée qu'un décor qu'ils veulent à leur goût et à leur image, à la différence de ces acquéreurs américains qui ont tout sacrifié, confort et espace, à l'accumulation. D'un côté, épicurisme ; de l'autre, ambition d'exhaustivité.

Qu'il y ait des amateurs en France, c'est ce qu'affirme aussi Yvon Lambert, seul parmi les galeristes parisiens à ne pas croire au déclin et à rappeler que de nombreux musées, à commencer par l'ancien Musée d'art moderne du Palais de Tokyo, n'ont existé que grâce aux legs et aux dons. Coïncidence : pendant la conversation, un collectionneur s'en vient chercher son dernier achat, une petite toile d'un peintre américain réputé « difficile ». Il la met dans une poche en plastique, style FNAC. Commentaire : « Ce n'est pas bien beau, mais c'est plus anonyme... » Ironie ? A demi. Il se pourrait que quand ces collectionneurs laisseront enfin voir leurs trésors, il y ait quelques surprises. Et des surprises plutôt heureuses.

Ph. D.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-12-33).

ANTONIN ARTAUD. Salle d'art graphique, 6 étage. Jusqu'au 11 octobre.

VOIES DIVERSES. Acquisitions récentes du Musée national d'art moderne. Galeries contemporaines, r.-de-ch. mezzanine. Jusqu'au 30 août.

NOUVELLES TENDANCES : Les avant-gardes de la fin du XX^e siècle. Les mutations des styles. Galerie du CCI. Jusqu'au 8 septembre.

ILES. Galerie de la BPL. Jusqu'au 21 septembre.

PAUL OUTERBRIDGE. Galerie du Forum, r.-de-ch. Jusqu'au 6 septembre.

HUGH FERRISS : METROPOLIS. Dessins d'architecture. CCI. Jusqu'au 14 septembre.

IL CORSO DEL COLLETO. Class Oldenburg, Coope Van Swegen, Frank O. Gehry. Forum. Galeries contemporaines. Jusqu'au 5 octobre.

L'AFRIQUE ET LA LITTÉRAURE. Panoramique de cinquante systèmes d'écriture ou syllabaires graphiques. BPL. Jusqu'au 31 août.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

CHARLES MATTON. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-33-30-31). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 45, jusqu'au 14 septembre.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'ALCANTARA. Jusqu'au 5 octobre. **ORNAMENTALISME DU XV^e AU XVII^e SIÈCLE.** Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai de Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

PICASSO VU PAR BRASSAL. Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

PARIS 37. Cinquante ans de l'Exposition internationale des arts et des sciences dans la ville moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-33-61-37). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h à 30. Jusqu'au 30 août.

L'ART INDÉPENDANT. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

KALEX EN CHINE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

LUCIANO FARRO. Etait JOHN ARMLEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

LA MARINE DE 1937. Océans DES HOMMES. Musée de la marine. Palais de Chaillot (42-53-31-70). Sauf mardi et jeudi (42-61-14-09). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

IMAGES DE JARDINS. Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h à 30 et de 14 h à 17 h à 15 (ouvert le 15 août). Jusqu'au 1^{er} octobre.

L'INVITATION AU VOYAGE. Autour de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; **CHERIEUX LESSER.** Affiches de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Du mercredi au samedi, de 12 h à 18 h à 15 ; le dimanche, de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F.

RARES AFFICHES 1900 des collections du musée. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-61-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

Trésors du Tibet, région autonome du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle.

57, rue Curvier (43-36-19-09). Sauf mardi, de 11 h à 18 h à 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (42-53-79-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15. Jusqu'en janvier 1988.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR. 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h à 15 ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 15 F. Jusqu'au 4 octobre.

PAUL COUTURE ANNÉES 30. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (42-70-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'au 20 septembre.

PAIERGE. œuvre à la cour des rois. Musée Jacquemart-André, 118, bd Haussmann (42-62-39-94). Jusqu'au 31 août.

MARQUES DE RODIN. Collections du Musée Rodin, 77, rue de Varenne (42-70-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

MERKADO. Centre historique. Jardins du musée. Jusqu'au 14 septembre.

LA SACRÉ. L'ÉPOQUE D'UN MILLÉNAIRE. 1967-1987. Musée de Sciences, Musée de l'histoire de France, 60, rue de France-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 5 octobre.

FIGURES D'UN TEMPS : LA III^e RÉPUBLIQUE. Musée Hébert, 83, rue de Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

LE MARAIS. Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

ÉLÉPHANTILLAGE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sarcouy (42-55-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

ILS EXPOSENT ! Les présentations de l'Exposition. Jusqu'au 30 août. LA LUMIÈRE DÉMOSQUÉE. Jusqu'au 2 septembre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (40-03-72-71). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

MERMOZ. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugouard (42-66-13-65). Jusqu'au 27 septembre.

PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h à 15 et de 14 h à 17 h à 15 (ouvert le 15 août). Jusqu'au 14 septembre.

PROJETS DE DUFFY POUR LA FÉE ELECTRICITE. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-65-99-48). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15 (ouvert le 15 août). Jusqu'au 28 septembre.

DIEUX ET DÉESSES. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (42-67-27-27). Jusqu'au 27 septembre.

COREU VU PAR. Institut français d'architecture, 4, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 12 h à 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

COUP DE MISTRAL À MARSEILLE. Un été pour les arts plastiques. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Jusqu'au 23 septembre.

KENZO TANGE. 40 ans d'architecture d'intérieur. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 septembre.

MORANDI. Peintures et œuvres sur papier. Hôtel de Ville de Paris, salle Salomon. Jusqu'au 20 août.

LABOUREUR. Peintre graveur. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Jusqu'au 6 septembre.

LE MUSÉE D'EXILES À PARIS. Centre Wellcome-Bruce, 127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Tous les jours de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 août.

JEAN MESSIAER. rétrospective 1937-1987. Paris Art Center, 36, rue Fiquière (42-22-39-47). Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 5 septembre.

9 SCULPTEURS CANADIENS EN TOUSCANE. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin. Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

LE PEINTRE DEVANT SON MUR. 222, avenue de la République (42-70-85-23). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 septembre.

AUDUBON. en vie, ses œuvres. Pavillon des Arts du Parc Floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (42-65-73-92). Jusqu'au 6 septembre.

ETHIOPIA VESTIGES DE GLOIRE. Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (42-00-01-50). Jusqu'au 5 octobre.

En région parisienne

BREITIGNY-SUR-ORGE. Dedans, dehors, propositions VI. Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Dorval (60-34-38-68). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 3 octobre.

EVERY. Pierre Tsal. Jardins du conseil général d'Eure (42-71-23-34). Jusqu'au 31 août.

FONTAINEBLEAU. Aménités Dadois. Château de Fontainebleau. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 août.

JOYEUX-JOSAS. « Hommage à Fernand ». Fondation Cartier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Les samedi et dimanche jusqu'à 21 h. Jusqu'au 31 août.

PONTOISE. Œuvres sur papier de Musée de Pontoise. Dessins et gravures de XIX^e siècle. Musée Taver-Delcourt, 4, rue Lenoir, 17, rue de la Manufacture (30-38-02-40). Jusqu'au 13 septembre.

SEVRES. Porcelaines de Sévres au XIX^e siècle. Musée de céramique, place de la Manufacture (42-54-99-05). Jusqu'au 31 août.

CASE DE PENNE. 68-66 : Musée de France. Château de Jau, RN 117 (68-64-11-58). Jusqu'au 15 septembre.

CASTRES. Papiers de Guy Goya. Goya, place de la République (63-59-90-44). Jusqu'au 29 août.

CERET. Ben ; F. Pagine. Musée d'art moderne, rue Joseph-Farrey (68-87-87-87). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

CHAMBORED. Œuvres de la Collection Manguet. Château (54-20-34-86). Jusqu'au 30 août.

CHARTRES. Vitrail : Le peintre et la sculpture. Musée des beaux-arts, 29, Cloître-Notre-Dame (37-36-41-39). Jusqu'au 8 novembre.

COLMAR. Alberto Magali. Musée d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 27 septembre.

DIÈPPE. Les éléments sont partiels. Musée de la ville de Dièppe. Jusqu'au 30 septembre.

DIJON. L'art de la cuisine dans les majestés. Musée de la ville de Dijon. Palais des Beaux-Arts (21-27-27-27). Jusqu'au 17 août.

DUNKERQUE. Lucienne Castelli. Musée de la ville de Dunkerque. Avenue des Bains (22-59-21-65). Jusqu'au 28 septembre.

EVREUX. Jacques Paul. Musée de l'histoire de l'art, 6, rue Charles-Corbeau (33-39-34-35). Jusqu'au 25 septembre.

FIGEAC. En 1990, tente au sud de la place de la République. Hôtel de Balzac. Jusqu'au 20 septembre.

FONTAINE-DE-VAUCLUSE. L'incendie de la ville. (Mansueti). Musée de la ville de Fontaine-de-Vaucluse. 18, rue de la République (90-30-37-20). Jusqu'au 30 septembre.

FONTVIAULT. Lili Dejour et Jean Menez. Sculptures. Abbaye royale. Jusqu'au 30 septembre.

GNAT. Abbaye de Beaulieu. (63-67-06-84). Nouvelles tapisseries, broderies.

ADEN-PROVENCE. Vieux de Silas et Arpad Gosses. Musée Grégoire, place de la République (63-54-14-09). Jusqu'au 6 septembre.

ANGERS. Œuvres de quels créateurs ? Musée de la ville d'Angers. 10, rue de la République (41-88-64-65). Jusqu'au 30 septembre.

ANTENNES. Œuvres de la collection Goh. Peintures, tapisseries. Musée Jean-Pierre, 1, boulevard Arago (41-47-41-06). Jusqu'au 30 août.

ANGOULEME. Guy Le Meun. Hôtel Saint-Simon, 15, rue de la Cloche-Verte (42-54-10-10). Jusqu'au 26 septembre.

AVIGNON. Bourgeois méditerranée. La Mémoire du sud, 28 rue de recherches archéologiques. Hôtel de ville. Salle de réunions. Jusqu'au 27 septembre.

AVALLON. Émile de la sculpture : César, les traits dérivés, modèles de son œuvre. Salle Saint-Pierre, collégiale St-Lazare. Jusqu'au 14 septembre.

AVIGNON. Œuvres d'Alfred, Edmond Arp et de la sculpture. Grand chapelle du Palais des papes. Jusqu'au 30 septembre.

BAYONNE. Quand la religion devient la science. Musée Bonnat (59-59-66-52). Jusqu'au 1^{er} septembre.

BEAUNE. Denis Jourdain. Peintures et dessins. Musée des beaux-arts. Chapelle de l'Oratoire, 75, rue de Lorraine (80-22-20-80). Jusqu'au 16 août.

BEAUVAIS. Les chasseurs de la préhistoire en Picardie. Musée départemental. Ancien palais épiscopal (64-45-13-60). Jusqu'au 27 août.

BELLAC. Vieux de Silas. L'estampe. Musée des Vieux (55-70-39-80). Jusqu'au 31 août.

BELLEVILLE. La pièce populaire dans le Perche. Musée de la ville de Bellême. Musée départemental des arts et traditions populaires du Perche. Saint-Étienne (33-73-48-06). Jusqu'au 1^{er} novembre.

BERNAY. La Sculpture dans l'Eure. 1628-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Place de la République (32-43-48-11). Jusqu'au 13 septembre.

BIRON. Design au Danemark 1958-1987. Au château (47-42-09-15). Maison de Pélagie (Paris). Jusqu'au 25 septembre.

BLOIS. Tapisseries de Lorraine. Musée des beaux-arts. Château (42-74-16-06). Jusqu'au 15 septembre.

BORDEAUX. Musée d'art contemporain, entrée Lamoignon, rue Foy (54-44-16-35). Jusqu'au 13 septembre.

BRETAGNE. Musée de la ville de Brest. Brest, salle capitulaire, 63, bd de Brest. Jusqu'au 15 septembre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité : le sens caché de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen. Musée de la ville de Caen (31-85-23-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAEN. Synthèse et humanité :

ARTS ET SPECTACLES

FESTIVALS

Festival estival de Paris

(48-84-98-81)
Mercredi 12, Auditorium des Halles, 19 h : H. Dreyfus, O. Benamou (Lully, Copernic...)
Jeudi 13, Maison de Radio France, Grand auditorium, 20 h 30 : Orchestre national d'Ile-de-France, dir. : C. Santoro (Haydn, Lohé, Santoro)
Vendredi 14, église Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : G. Leonhardt (musique du 17^e siècle), Auditorium des Halles, 19 h : Saint-Esprit, compositeur de musique.
Samedi 15, Auditorium des Halles, 20 h 30 : voir le 14 à 19 h.
Dimanche 16, église Saint-Séverin, 20 h 30 : Camille Mouton, dir. : J. Wallis (Schütz : le Chant du cygne).
Mardi 18, Auditorium des Halles, 19 h : P. Le Corre (Villa-Lobos).

En région parisienne

BOCAUX, 19^e Festival de châteaux de l'Orangerie (46-60-07-79), le 15 à 17 h 30 : M. Dalbert, P. Meyer (Brahms, Schumann, Stravinski, A. Berg) ; le 16 à 17 h 30 : P. Meyer (Schumann, Brahms).

Bourgogne

SAINT-FARGEAU, Châteaux (86-74-05-67), le 16 à 20 h 30 : W. C. Karlowitz (Tartini, Grieg, Ernst, Brahms).

Centre

AINAY-LE-VIEUX, Châteaux (48-96-16-86), le 14 à 15 h 30 : Gilles de Rais, Cluys, Fontaine (48-91-23-57), 21 h 30 (musique des 13^e et 14^e siècles) ; François Villon (48-96-23-64), le 15 à 17 h : Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir. M. Corbois (Monteverdi).

Champagne-Ardenne
REIMS, Festival, Cathédrale de Reims (26-47-25-69), le 13 à 22 h 30, le 19 à 21 h 30.

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHARLOT (47-04-34-34)

MERCREDI 12 AOUT
16 h, le Vent de Victor Sjostrom ; 19 h, Queen Kelly, de Erich Von Stroheim ; 21 h 15, le Cour de l'humanité, de Allen J. Holubar.

JEUDI 13 AOUT

16 h, An service de la gloire, de Raoul Walsh ; 19 h, Walking Down Broadway, de Erich Von Stroheim ; 21 h, The Hunt Within, de Chester Widney.

VENDREDI 14 AOUT

16 h, les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse, de Rex Ingram ; 19 h, Galbo, le vaillant, de James Cagney ; 21 h, Three Faces East, de Roy Del Rios.

SAMEDI 15 AOUT

15 h, le Calvaire d'une mère, 17 h, Fantomas, de Paul Fejos ; 19 h, Friends and Lovers, de Victor Schertzinger (v. a.) ; 21 h, Lost Squadron, de George Archainault (v. a.).

DIMANCHE 16 AOUT

15 h, le Testament, de Fred Niblo ; 17 h, la Dame de Malacca, de Marc Allégret ; 19 h 15, Comme tu me veux, de George Fitzmaurice ; 21 h, Martha Richard au service de la France, de Raymond Bernard.

LUNDI 17 AOUT

16 h, FAULT, de Pierre Chénal ; 19 h, Mademoiselle Docteur, de Edmond T. Gréville (v. a.) ; 21 h, Travelling avant (v. a.), de Jean-Charles Tacchella.

MAURANDI

(42-78-35-57)
MERCREDI 12 AOUT
15 h, Tribby, de Maurice Tourneur ; 17 h, Un air de 1900, de Leopoldo Tarru-Nelson ; 19 h, le Mélo, de Mark Donohue (v. a.).

JEUDI 13 AOUT

15 h, The Pinch Hitter, de Victor Schertzinger ; 17 h, Une poignée de riz, de Paul Fejos et Gunter Schlegel ; 19 h, Processus, de Démonthe Tides (v. a.).

VENDREDI 14 AOUT

15 h, Mickey, de F. Richard Jones et

PARIS EN VISITES

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlois).
« Les impressionnistes au musée d'Orsay », 10 heures, 1, rue de Bellechasse, sous l'Élysée (P.-Y. Jassier).
« A l'ombre des passages marchands du XIX^e siècle », 14 h 15, angle rue J.-J. Rousseau et rue Saint-Honoré (Monuments historiques).
« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue de Réservoirs (Monuments historiques).
« De la place des Vosges aux hôtels Rohan et Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).
« Demeures du Marais et leurs jardins secrets », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (L. Heulher).

Provence - Côte d'Azur

FORCALQUIER, Cathédrale, le 14 à 21 h 30 : Un Ramon.

LUBERON, Festival international de quatuor à cordes (90-72-36-72), Gout, le 14, à 21 h : Quatuor Enesco (Haydn, Beethoven) ; Silvasson, Abbaye, le 15, à 21 h : Quatuor Enesco (Haydn, Beethoven) ; Fontaine-de-Vaucluse, Abbaye, le 16, à 21 h : Quatuor Enesco (Joussé).

LA ROQUE-PANATIERON, le 14 à 21 h 30 : G. Malher Jugard Orchestre, dir. F.W. Moss (Mozart, Bruckner) ; le 15 à 18 h : M. Tio (Gibson, Bach) ; le 16 à 18 h 30 : N. Magaloff (Chopin) ; le 17 à 18 h 30 : E. Roujeau (Chopin, Poulenc) ; le 18 à 21 h 30 : voir le 14 à 21 h 30 ; le 19 à 19 h 30 : J. Hubert (Debussy, Fauré) ; le 20 à 19 h 30 : M. Pradier (le 19 à 21 h 30 : R. Fitzmaurice (Schumann) ; le 20 à 19 h 30 : A. Plass.

TOURETTES-SUR-LOUP, Hôtel de ville, le 16 à 21 h 30 : D. Willemcourt (Bach, Copernic, Iber).

Rhône-Alpes

PLAINE, Festival (50-90-90-01), le 14 à 19 h 30 : D. Tadio (Beethoven, Brahms, Bach, Busoni) ; à 21 h 30 : Quatuor avec piano (Schumann, Fauré) ; le 15 à 19 h 30 : J.C. Micaud (Beethoven, Chopin) ; à 21 h 30 : Orchestre symphonique de Festival, dir. E. Collard (Ravel, Silvestri, Strauss) ; le 16 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann) ; le 17 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann) ; le 18 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann) ; le 19 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann) ; le 20 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann) ; le 21 à 19 h 30 : J. Bonjard (Schumann).

La danse

MAIRIE DU 3^e ARRONDISSEMENT (42-78-35-57), le 19 à 21 h : Ballets classiques du Marais.

Normandie

SAINT-PIERRE-DE-VAUVRAY, Mairie d'André (32-59-90-89), le 14 à 20 h : Chamber Music Holiday ; le 16 à 18 h : Ensemble J.-S. Bach (Bach, Mozart, Haydn, Schubert, Händel).

Poitou-Charentes

LA ROCHELLE, MC (46-50-57-57), le 19 à 21 h : Trio Abegg (Mozart, Beethoven, Dvořák, Brahms).

Alsace

17 h, Noblesse oblige, de Robert Hamer ; 19 h, Suzanne la pervenue, de Louis Bancel ; 21 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

LUNDI 17 AOUT

15 h, The Yankee Clipper, de Raptier ; 17 h, Stéphanie, de Raptier ; 19 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MARDI 18 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MERcredi 19 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

JEUDI 20 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

VENDREDI 21 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

SAMEDI 22 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

DIMANCHE 23 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

LUNDI 24 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MARDI 25 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MERcredi 26 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

JEUDI 27 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

VENDREDI 28 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

SAMEDI 29 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

DIMANCHE 30 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

LUNDI 31 AOUT

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MERcredi 2^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

JEUDI 3^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

VENDREDI 4^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

SAMEDI 5^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

DIMANCHE 6^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

LUNDI 7^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MARDI 8^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

MERcredi 9^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

JEUDI 10^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

VENDREDI 11^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

SAMEDI 12^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

DIMANCHE 13^e SEPTEMBRE

15 h, Les Femmes de sable, de Hervé Tadié (v. a.).

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté du samedi précédent. Signification des symboles : * Signifié dans « le Monde radio-télévision ». □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 12 août

TF 1

20.40 Feuilleton : Dallas. Un écho du passé. 21.20 Feuilleton : Le gérant. De Marisa Sarrau, d'après le roman de Juliette Benzoni. (6^e épisode). Gilles est enlevé le soir de ses nocces par la comtesse de Balbi. Judith, croyant à son infidélité, disparaît. Un cape-et-épée plutôt plaisant. 22.40 Journal. 22.55 Série : Les espions. 23.00 Les espions. 23.50 Court métrage. Le chemin d'Azaroth, de Clément Delag.

A 2

22.10 Football, en direct RFA-France. 22.05 Profession comique. Emission d'André Halimi. Francis Perrin. 23.00 Histoire comique. Tant que faram aïal. 23.30 Journal.

FR 3

20.30 Variétés : Discos d'or. Sous le soleil de la Guyane. Avec Sacha Distel. Kim Wilde et Junior, Axel Bauer, Gérard Blanchard, Diane Dufresne, Carlos Sotomayor, Goïts de l'axe, Charlotte Gainsbourg. 21.50 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Le parfum de la dame en noir. Aujourd'hui, le petit port de Cancale rendu après une période de 14-15 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la licorne. Info-magazine : Vidéo-surprise : Alice au pays des merveilles. Les gourmandises de Pierrot. Le vagabond. 15.15 Quatre à Denville. 15.30 Croque-morances (suite). 16.30 Variétés : Des clips dans nos 4 heures. Carnet. 16.45 Croque-morances. Calimero : Tania et le secret de la lic

Société

M. Pasqua : « Il n'y a pas de guerre des polices en Corse »

Invité de Radio-France International, le mardi 11 août, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a affirmé : « Il n'y a pas en Corse de guerre des polices. Il y a une parfaite coordination entre la police et la gendarmerie. Et qu'il s'agit des responsables ou des membres d'une de ces formations ou de l'autre, les uns et les autres n'ont qu'une seule ambition : c'est retrouver les assassins, et il les retrouveront. » Le ministre a toutefois admis qu'il y a « toujours des balbutiements, des contradictions et des incertitudes dans une enquête ».

Interrogé sur d'éventuelles complicités étrangères dont bénéficieraient les terroristes corses, M. Pasqua a notamment déclaré : « Il y a un certain nombre de certitudes. La première (...) c'est qu'il y a une très grande solidarité entre tous les mouvements terroristes et qu'ils s'entraident. Et on l'a vu notamment au cours d'une réunion qui a tenu, dernièrement, le mouvement séparatiste de Corse. On a vu des représentants d'un certain nombre de mouvements soi-disant indépendantistes qui, en réalité, sont la façade de mouvements terroristes. » Le ministre a cité, à cet égard, les liens entre les Basques, ajoutant : « Qu'il y ait une interconnexion et éventuellement un soutien mutuel et réciproque, ça, ça ne me paraît pas devoir faire de doute. Que cela aille jusqu'à la fourniture des armes, ça n'est pas impossible, mais ça n'est pas non plus évident. »

A propos des appels à témoins, M. Pasqua a indiqué : « La quasi-totalité des élus de la Corse considèrent que le devoir de la population corse, c'est d'aider les autorités légitimes de la République à rétablir l'ordre et, par conséquent, d'informer les forces de police et les gendarmes. Et c'est vrai que, depuis quelques jours, nous n'avons jamais eu autant d'informations. (...) Il faut se débarrasser de cette espèce de cécité qui consiste à dire qu'en Corse il y a la loi de l'omerta. D'abord, c'est insultant pour mes

compatriotes. Parce que la loi de l'omerta, c'est en Sicile. Ce n'est pas en Corse. (...) Quand on informe, on ne se livre pas à la délation. (...) Je crois que le moment est venu pour chacun, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, de prendre ses responsabilités. »

A Paris

Arrestation d'un membre présumé du groupe Action directe

En arrêtant Claude Souillard, membre présumé du groupe terroriste Action directe, la brigade criminelle vient de démontrer qu'elle entend continuer sa longue enquête sur les premiers et seconds rôles de l'ultra-gauche française. Claude Souillard, trente-cinq ans, a été interpellé dans la plus grande discrétion, dimanche 9 août, à la gare du Nord, à Paris, en compagnie d'une femme, très vite remise en liberté. Soupçonné d'avoir été en relations étroites avec Régis Schlicher, l'un des dirigeants d'Action directe, et de Claude Halphen, aujourd'hui tous deux emprisonnés, Claude Souillard est retourné en France — pour un motif inconnu — s'est traduit par son arrestation, résultat d'une coopération entre les polices européennes.

La brigade criminelle avait déjà en l'occurrence interrogé Claude Souillard en 1984 à propos de plusieurs dossiers concernant des hold-up. En vain. Cette fois, on indique, de sources judiciaires et policières, que celui qui était surnommé « Moustache » ou « l'un rose » par ses camarades parce qu'il avait voulu danser dans la rue à l'occasion de l'élection de M. Mitterrand en 1981 — devra répondre sur des « éléments nouveaux ». Claude Souillard a été écroué.

FAITS DIVERS

L'enquête sur le meurtre de Cannes

Les aveux flous de Véronique Akobe

CANNES
de notre correspondant régional

Interpellée le lundi 10 août à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Véronique Akobe, une Ivoirienne de vingt-trois ans, a avoué aux policiers, pendant sa garde-à-vue, avoir tué Thierry Schär, vingt-deux ans, et grièvement blessé à coups de couteau le père de celui-ci, M. Georges Schär, un industriel parisien de soixante-trois ans, dans la nuit du 4 août à Cannes. L'employée de la famille Schär aurait agi seule, mais pour des raisons qui restent floues. Elle devait être présentée, mercredi, devant le juge d'instruction de Grasse chargé du dossier, M. Marc Nugeres.

La jeune femme n'aurait fourni que des explications décousues sur les circonstances du crime de Thierry Schär — égaré dans son lit — et la tentative de crime contre le père de celui-ci. Elle semble que ces actes soient directement liés à son état psychopathique. Selon plusieurs témoignages recueillis par les policiers, Véronique Akobe aurait souvent manifesté, en effet, un tempérament violent. Elle avait par ailleurs confié à son entourage ses croyances en des procédés occultes auxquels elle avait été initiée dans son village natal. Il reviendra alors aux psychiatres, pendant l'instruction, de mieux cerner sa personnalité et de tenter de répondre aux questions, pour l'instant sans réponse, que pose son comportement. Jean-

Claude N'Dachi, l'ami de Véronique Akobe, interpellé au même temps qu'elle à Saint-Cloud, aurait été mis, pour sa part, hors de cause.

G. P.

Les disparus de Mourmelon

M. André Giraud : « Rien d'anormal » a priori »

M. André Giraud, ministre de la Défense, interrogé le mardi 11 août sur les disparitions de plusieurs appelés du contingent (le Monde du 12 août) dans la région de Mourmelon (Marne), se demande « si on n'est pas en train de construire toute une affaire à partir de faits officiellement rapprochés ». On pourrait essayer de trouver des disparitions très comparables dans tout triangle qui serait choisi en France avec le même nombre de population », a indiqué le ministre. M. Giraud a estimé que « sur le plan militaire, il n'y a rien qui paraît anormal a priori ».

Depuis plusieurs jours, cependant, l'armée et la gendarmerie ont intensifié les recherches pour retrouver les traces de plusieurs disparus des camps militaires du secteur.

CNRS

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE va procéder au recrutement de 440 CHERCHEURS.

Les concours sont ouverts à dater du 8 août 1987. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 30 septembre 1987, 19 heures.

Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir, par grade et par discipline, est à la disposition des candidats sur Minitel : 36.14, code SIG 4.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au :

CNRS

Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau Central des Chercheurs
15, quai Anatole-France - 75700 PARIS
Tél. : (1) 45-55-92-25 - poste 22-85

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le flirt de l'extrême droite avec l'Iran

(Suite de la première page)

Le second numéro des *Annales d'histoire révisionniste* — domiciliées à la librairie — est en bonne place, revenant sur le « mythe juif de l'Holocauste ». Sous une couverture anonyme, le fac simile d'un numéro de septembre 1941 d'une revue de la collaboration — *Notre combat pour la nouvelle France socialiste* — est disponible. Thème de sa couverture : « Le juif et la France ». Céline est parmi les auteurs de cette prose détestable qui se termine par une longue liste de noms, intitulée le « *Boitin mondain d'Iraël* » — en 1941 ! — d'hommes de bien ainsi jetés en pâture à la haine raciale. Cette curieuse réédition est précédée d'un avertissement ambigu sinon hypocrite : ce document, y lit-on, « pour curieux et odieux qu'il soit, n'en est pas moins pertinent, car non seulement les noms cités sont aujourd'hui remplacés par d'autres, mais les chiffres sont totalement erronés, et la part des droïtes dans la société française de 1987 beaucoup plus importante qu'elle ne l'était avant guerre ».

Près de la caisse, le luxueux catalogue en couleurs d'Ogmios diffusion est offert. Daté de l'été 1987, il s'intitule *Libres de chez nous* et propose, sur 48 pages, des livres « qui correspondent à nos conceptions traditionnelles de la vie, de la famille et de nos pays ». « Des livres propres à », ajoute M. Bertrand Forstner, directeur d'Ogmios : « Livres de chez nous ne proposent pas d'ouvrages qui fassent l'éloge du cosmopolitisme décadent, des fausses valeurs, de la drogue, ou bien qui blessent nos sentiments traditionnels ».

Parmi les nouveaux auteurs, M. Henri Roques qui, photographié devant la librairie, se félicite que sa thèse de Nantes n'ait la genocide, annulée par les autorités universitaires, soit, lui, rééditée et proposée au lecteur : « C'est un grand progrès fait en direction de la liberté de pensée. »

En somme, Ogmios se porte bien. « A ce jour, plus de cent mille exemplaires de livres de chez nous ont été envoyés à autant de familles », écrit ainsi M. Lefortier. C'est un événement sans précédent. Ce qu'il ne dit pas, c'est que cette diffusion inégale doit beaucoup à une machine inattendue, aujourd'hui immobilisée à Paris : M. Wahid Gerdji, officieux numéro deux de la mission diplomatique iranienne en France.

L'Islam en lettres conquérantes

Comme l'a révélé le *Canard enchaîné*, c'est un chèque de 120 000 F tiré à la Banque Mellé Iran sur le compte de M. Gerdji qui a servi de caution bancaire pour l'édition du catalogue (*le Monde* du 6 août). Étonnante rencontre des contraires : l'Islam intégriste aide-t-il donc... les ennemis des immigrés.

Il faut tenter de comprendre. Car cet à-côté mineur de la crise franco-iranienne ne serait que pittoresque s'il ne dévoilait de véritables convergences intellectuelles, allant bien au-delà d'un aide financier de circonstance, sur fond d'antisémitisme. Quelques rappels historiques, un voyage dans une littérature abondante et un détour par l'Italie et la Belgique réservent en effet quelques surprises au lecteur.

Italie, 1979. Le numéro 5 de *Costruamo l'azione* (Construisons l'action) publie en pleine page le portrait de l'imam Khomeiny, accompagné du dessin d'une foule armée précédée d'une bannière où le mot Islam, en lettres conquérantes, succède au sigle du dollar et aux initiales URSS, tous deux barrés d'une croix. La pétaunie est alors en plein apogée du terrorisme.

Or cette publication, qui vante la révolution iranienne naissante, se situe à l'extrême droite. Mais une extrême droite qui n'est pas sans rapports avec les Brigades rouges ! Ce couplant, que la presse italienne baptisa « nazisme », que d'autres nomment droite subversive et qui préfère s'intituler droite radicale, a ses théoriciens.

Le premier est le néo-fasciste Franco « Giorgio » Freda, impliqué un temps dans le massacre de la Piazza Fontana à Milan en 1969, condamné à quinze ans de prison pour participation à une association subversive et finalement libéré le 22 décembre 1986.

Edité en France en 1980 par la revue *Totalité*, la *Désintégration du système*, rédigée en 1969, est le texte dans lequel il théorise cette alliance de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite au nom de « la lutte contre la société bourgeoise ». « Notre tâche n'est pas de nous limiter à provoquer des dommages ou de simples destructions au régime, mais de provoquer la désintégration », écrit-il, ajoutant : « Nous sommes des fanatiques ».

Des présumés sans ambiguïté

Le résultat fut la « stratégie de la tension » italienne, ce mélange des pistes noire et rouge sur fond de logo P2. Les présumés de Freda sont sans ambiguïté : « Nous avons seulement des comptes à régler avec l'Europe juive ou enfumée », écrit-il encore en plaçant pour « une unité politique organique supranationale » le précepte : « Le terrorisme palestinien est plus près de nos rêves de vengeance que l'Anglais [européen ?] j'en doute ! juif ou enfumé ».

Ces citations ne vaudraient que comme témoignage d'une époque oubliée de l'histoire italienne si les idées de Freda n'étaient, de nos jours, popularisées en France comme en Italie, par un éminent personnage : Claudio Mutti, arrêté quelques mois en 1979, successeur de Freda à la tête de la maison d'édition Edizioni di Ar, et préfacier de la *Désintégration du système*, où il préconisait « une subversion radicale et absolue » avec « comme prémisse, les principes de l'Etat vrai ».

Or Claudio Mutti est converti à l'Islam, fondateur de l'association Europe-Islam en 1979, et, depuis les origines, un forme partisan de la révolution islamique iranienne.

« Les avant-gardes de la libération européenne, qui voient dans la Tradition l'unique alternative aux idéologies et aux systèmes fabriqués par l'Occident moderne, expriment leur totale solidarité au peuple iranien et s'engagent à combattre en Europe cet ennemi que l'Islam a vaincu ces jours derniers à Téhéran », écrit-il ainsi au lendemain de la chute du chah.

Cet éditeur — en 1976 — du célèbre faux antisémitisme, le *Protocole des sages de Sion*, allait au devant des désirs de Khomeiny en mettant en garde l'Iran contre le « danger mondialiste », cette « *Intelligentia qui, bien que n'ayant pas répudié formellement l'Islam, a toutefois assimilé certaines notions et conceptions antitraditionnelles* » — « démocratie », « laïcisme », « progrès », « égalité des sexes », etc.

termes de Jihad, capacité de modeler une race de l'esprit ».

Et la France dans tout cela ? Les dédales de la galaxie d'extrême droite invitent sans doute à se méfier des amalgames et des simplifications. Il n'en reste pas moins que son courant élitiste et européen — par opposition au courant populiste et nationaliste représenté par le Front national — est infiltré par cette rhétorique, dans un jeu de références communes, de publicités croisées et de signatures partagées.

Il existe ainsi en Belgique un curieux mouvement, le Parti communiste national-européen (PCN), qui, au nom de « la libération et de l'unification de la Nation-Europe » estime « légitime mais prématuré » le terrorisme anti-américain symbolisé par les Cellules communistes combattantes, les Brigades rouges ou Action directe.

Son fondateur est Jean Thiriart qui, tout d'extrême droite qu'il soit, s'est tourné dans les années soixante vers la Chine pour ensuite chercher des alliés parmi « les pays arabes progressistes en lutte contre l'impérialisme israélo-sioniste ».

Or, Jean Thiriart est une référence pour la « nouvelle droite » française. Dans un « petit lexique du partisan européen » de 1985, dont Guillaume Faye, animateur du GRECE avec Alain de Benoist, est l'un des auteurs, Thiriart est présenté comme « le plus remarquable théoricien politique de notre époque ».

Un « apartheid version tiers-mondiste

D'abord l'intégrisme de l'identité, cet « apartheid version tiers-mondiste » où les peuples ne doivent pas mêler leurs cultures. Ensuite l'élitisme du pouvoir, non dénué de références érotiques, où quelques initiés sélectionnés sont invités à « s'emparer du destin collectif. Enfin cette quête d'un Empire européen, s'alliant aux nationalismes du tiers-monde dans un refus parité des États-Unis et de l'Union soviétique. « L'Europe est naturellement solidaire », écrit ainsi Robert de Herta, non de l'Ouest ni de l'Est, mais des forces nationales et populaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine abstraitement regroupées sous le nom de « Tiers-Monde » — et qui, trop souvent, servent de boucs émissaires ».

La lecture de toutes ces citations, qui vont d'abord simplement discutables à des thèmes racistes à tout le moins répréhensibles, le oblige de Wahid Gerdji ne paraît donc un simple geste de circonstance. De quoi, en tout cas, faire bondir des musulmans attachés aux valeurs démocratiques et à faire réfléchir ceux qui, en France, seraient séduits par le message iranien.

métissage et d'un racisme biologique. Reste la version plus présente, moins militante, qu'offre l'organe officiel de la nouvelle droite, *Eléments*.

En 1985, l'un de ses numéros est consacré aux Arabes. Dans l'éditorial, Alain de Benoist, sous son pseudonyme habituel de Robert de Herta, écrit : « Il n'y a aucune contradiction entre les refus de l'immigration et le désir d'une plus grande collaboration entre Européens et Arabes : nous rejetons, d'un même mouvement, au nom du droit des peuples à rester eux-mêmes, les nostalgiques de la bataille de Poitiers et les adeptes de la tour de Babel ». Et il conclut, après avoir vauté « la revendication des identités populaires collectives » : « Le réveil de l'Islam n'est pas à nous yeux une menace mais bien plutôt un espoir ».

Or ce même numéro, sous le titre « Pourquoi j'ai choisi l'Islam », publie un témoignage de Claudio Mutti sans aucunement préciser ses engagements politiques. Chassé croisé significatif qui met en évidence le cœur de cette étrange convergence entre la révolution islamique et l'extrême droite intellectuelle — concrétisée, en mars dernier, par un voyage de MM. de Benoist, Mordret et Lefortier en Iran.

Un « apartheid version tiers-mondiste

EDWY PLENEL

SCENE

L'inspection générale du mauvais fonctionnement

Parvenir à la connaissance précise de l'état des lieux, c'est la première mission de l'inspection générale du mauvais fonctionnement. Elle est confiée à un corps d'inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement, qui ont pour tâche de contrôler le fonctionnement des services publics et de signaler les anomalies. Ils sont nommés par le ministre de l'Intérieur et ont une durée de mandat de cinq ans. Ils sont répartis en plusieurs sections, chacune chargée d'un domaine spécifique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est composé de membres de différents services publics, ce qui leur permet d'avoir une vision globale du fonctionnement des services publics. Ils sont également en contact avec les citoyens, ce qui leur permet de recueillir leurs plaintes et leurs suggestions. Leur travail est donc très varié et très exigeant. Ils doivent être capables de travailler sous pression et de prendre des décisions rapidement. Ils sont donc des acteurs clés dans le processus d'amélioration des services publics.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Le corps des inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement est un corps jeune et dynamique. Les inspecteurs généraux du mauvais fonctionnement ont une moyenne d'âge de 45 ans. Ils ont une grande expérience et une grande connaissance des services publics. Ils sont donc bien placés pour identifier les problèmes et proposer des solutions. Leur travail est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics et pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

سكوا صالال

Société

MÉDECINE

Tarifs excessifs, prescriptions abusives, hygiène douteuse...

L'inspection générale des affaires sociales dénonce le mauvais fonctionnement des stations thermales

Il était temps que l'on se penche sur l'organisation du thermalisme en France. Rares en effet sont, dans les quatre-vingt-dix pages du rapport que l'IGAS a consacré aux établissements thermaux, celles qui ne mettent en lumière un dysfonctionnement, un abus ou un non-respect des règlements.

Il ne faudrait pas croire pour autant que le thermalisme est globalement en crise : en 1984, on avait compté 480 427 curistes, soit 13,8 % de plus qu'en 1981. Le thermalisme représente, pour la Sécurité sociale, une dépense de plus de 1 milliard de francs pour le seul régime général.

Ces chiffres globaux ne reflètent pourtant pas la complexité de la situation. « Le coût moyen des cures est très inégal suivant les stations », note le rapport. Ainsi, celui du traitement dispensé par les thermes varie de 1 089 F à Eaux-Chaudes à 5 800 F à Cambo-les-Bains pour les cures à orientation rhumatologique et séculaires de traumatismes articulaires (RHN) ; de 1 167 F à Luchon à 3 156 F à Cambo-les-Bains pour les cures à orientation vésicopulmonaire (VR).

Schématiquement, on peut distinguer trois types de stations thermales : (2)

— Celles où la différence entre la prescription maximale et le forfait ne dépasse pas 1 000 F (Vichy, Saint-Amand-les-Eaux, Digne, Les Eaux-Bonnes, Luchon et Nèrles-Bains...);

— Celles où l'éventail des coûts est un peu plus large (Bourbon-l'Archambault, Bourbonne-les-Bains, Salles-de-Béarn, Dax);

— Enfin, les enquêteurs de l'IGAS ont tenu à mettre à part les stations de la Chaine thermique du soleil, « qui se distinguent nettement des autres par l'importance du coût maximal théorique de leurs cures (de 6 038,90 F à Gréoux-les-Bains à 19 755,85 F à Amélie-les-Bains pour les cures RHN; de 3 178,50 F à Cambo-les-Bains à 4 529,75 F à Gréoux-les-Bains pour les cures VR) ».

Un problème structurel

A propos des cures RHN, les rapporteurs s'inquiètent d'une « dérive importante et rapide » des prescriptions à travers les pratiques les plus coûteuses. Ainsi, en 1983, « la douche locale, suivie de bain de boue local », était prescrite aux mains ou aux pieds à près de 60 % des curistes; en 1984, près de 90 % d'entre eux se sont vu prescrire des soins aux mains et aux pieds. Même chose pour les « douches pédestres générales », qui étaient prescrites à 44 % des curistes en 1983 et à près de 90 % en 1985.

Fort d'un tel constat, les rapporteurs observent que « le système actuel comporte des risques évidents pour l'indépendance des médecins thermaux ». En effet, le chiffre d'affaires des établissements thermaux « dépend largement du comportement de prescription des médecins locaux » (voir encadré). Là encore, les stations de la Chaine thermique du soleil sont particulièrement visées par les rapporteurs, qui notent cependant que « ce problème est structurel » et « non limité à ces seules stations ».

Toutefois, les tarifs pratiqués dans les différentes stations thermales — et que la Sécurité sociale, bonne mère, rembourse généreusement — ne sont pas fixés unilatéralement par les responsables de ces stations. La Commission technique du thermalisme (CTT) et les services de la concurrence et des prix ont leur mot à dire.

Le rapport ne les oublie d'ailleurs pas : le fonctionnement de la CTT, est-il écrit, appelle de vives réserves. Le poids des milieux professionnels en son sein « semble prédominant ». Conséquence : « La CTT émet des décisions favorables à la quasi-totalité des demandes ». « Ce laxisme, notent les rapporteurs, est d'autant plus regrettable que ces décisions induisent un effet structurel important sur la variation de l'enveloppe thermique ».

Le haut comité du thermalisme et du climatisme, créé en 1983, n'est pas beaucoup plus épargné. Son

Parvenu à la connaissance du public cet été alors qu'il date pourtant de février 1986, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales sur les établissements thermaux risque de susciter bien des remous. Il aboutit à un triple constat :

1) La complexité et l'opacité des procédures ont engendré des inégalités dans la tarification des prestations, qui induisent d'importants écarts dans le coût moyen des cures;

2) L'inégalité des tarifs et des coûts réels d'une cure ne reflète pas les différences de qualité des prestations offertes;

3) Les normes de fonctionnement insuffisantes et inadéquates ne sont pas toujours respectées.

Particulièrement visées par ce rapport, les stations de la Chaine thermique du soleil se voient reprocher des tarifs nettement supérieurs à ceux pratiqués par la plupart des autres stations (1).

Enfin, estime le rapport, est « ambigu » : les pouvoirs « ne sont pas clairement définis », ses avis ne sont souvent pas suivis par le ministre, ce qui contribue à instaurer « une crise de légitimité permanente ».

Quant aux normes de fonctionnement, elles semblent, aux rapporteurs, « insuffisantes, inadéquates et non respectées dans leur totalité ». Les kinésithérapeutes sont, par exemple, en nombre insuffisant. Résultat : le temps de massage est de dix minutes par curiste, ce qui est « dérisoire ». En ville, pour un prix de séance à peine supérieur, le temps de massage est trois à quatre fois plus long. Autre exemple : « Tous les établissements ne sont pas munis du matériel nécessaire à la lutte contre les incendies ». Dans le domaine de l'hygiène, de « très grosses lacunes » ont été relevées. Elles concernent essentiellement les bains de boue, l'hygiène et l'entretien des piscines.

« Un véritable scandale »

Enfin, les membres de l'IGAS ont constaté dans plusieurs stations des « files d'attente impressionnantes de curistes ». Cette situation, note le rapport, est « d'autant moins acceptable qu'il s'agit de patients âgés, souvent rhumatisants et fatigués ».

De même, les horaires en vigueur relèvent de décisions « déraisonnables ». A Dax, par exemple, certains établissements thermaux ouvrent leurs portes à 5 heures. N'a-t-on pas trop tendance, parfois, à oublier que « les curistes sont aussi en cure pour se reposer ? », se demandent les rapporteurs.

En bonne logique, un tel constat aurait dû amener les pouvoirs publics à réagir. Il n'en a rien été. Mieux : le rapport a été tenu secret pendant près d'un an et demi.

Pendant toute cette période, nous dit M. Jean Peyrefitte, sénateur et maire de Luchon, vice-président de la Fédération thermique et climatique française, « il nous a été impossible de savoir ce que de la lire. Pourtant, ce rapport dénonce un véritable scandale, les pratiques des stations de la Chaine thermique du soleil, et le coût inacceptable qui s'ensuit pour la Sécurité sociale ». Selon M. Peyrefitte, la Sécurité sociale aurait, en 1986, économisé 400 millions de francs si au lieu d'aller dans les stations de la chaîne thermique du soleil, les curistes s'étaient rendus dans des stations plus « classiques ».

Pourquoi le gouvernement a-t-il bloqué ce rapport pendant si longtemps ? Du côté de la Chaine thermique du soleil, on reste sceptique. On juge le rapport « peu nouveau » et on explique que si les prix pratiqués par ces stations sont effectivement plus élevés, c'est qu'elles sont plus récentes et qu'elles offrent un plus grand éventail de prestations.

Curieusement, on déclare, là aussi, regretter le blocage de ce rapport pendant plus d'un an et on précise que la Chaine thermique du soleil a, le 1^{er} août dernier, racheté la station thermique de Bains-les-Bains (Vosges), au bord de la faille depuis de nombreuses années. Une manière de rappeler que M. Philippe Séguin est à la fois ministre des affaires sociales et député des Vosges.

FRANCK NOUCHI.

Garantir l'indépendance des médecins

Le rapport de l'IGAS fait cinq propositions :

1) « Assurer un meilleur respect des normes. » Selon les rapporteurs, « les normes actuelles doivent être actualisées et renforcées, dans le sens d'un meilleur fonctionnement au plan sanitaire des pratiques thermales ».

2) « Améliorer la formation des médecins en orthopédie, en rhumatologie, en gériatrie, en médecine des cures thermales en tant que traitement médical, les jeunes médecins, notent les rapporteurs, orientent mal les malades. « Ce sont les malades, note le rapport de l'IGAS, qui, informés par la publicité ou par d'autres motivations extra-médicales, demandent et choisissent leur station thermique. La médecine admette cette demande et l'offense par la demande préalable auprès de la caisse d'assurance-maladie. Il paraît donc indispensable aux rapporteurs de réintégré l'enseignement de la

médecine thermique dans le cours des études de médecine.

3) « Définir des engagements précis de la part des établissements thermaux en matière de promotion publicitaire. »

4) « Garantir l'indépendance des médecins thermaux. » Ce point est jugé « capital » par les rapporteurs, qui estiment contraire à l'éthique le fait que les curistes ne bénéficient pas du libre choix de leur médecin, comme tout assuré social. En outre, « le lien de subordination qui existe dans certaines chaînes entre le médecin installé dans l'établissement thermique et la compagnie thermique génère une surprescription significative ». Enfin, l'installation de cabinets médicaux dans l'établissement thermique devrait, estiment les rapporteurs, être interdite.

5) « Simplifier et moderniser le système de tarification. »

SPORTS

ATHLÉTISME : championnats du monde

Plus de cinquante Français à Rome

La sélection française pour les championnats du monde d'athlétisme qui auront lieu à Rome du 29 août au 6 septembre est composée de cinquante et un athlètes (trente et six hommes et quinze femmes). Cette sélection, communiquée le mardi 11 par le directeur technique national Alain Piron, n'est pas exhaustive puisque dix-sept autres athlètes ont été placés sur une liste d'attente.

C'est le cas de Maryse Ewango-Epée (saut en hauteur), qui revient progressivement à son meilleur niveau, de Philippe Gonigam (400 mètres haies), relevant de blessure, ou encore de Serge Helan, le champion d'Europe en salle du triple saut. La championne du monde de cross-country, Annette Sergent, a été retenue malgré ses médiocres performances estivales.

En revanche, les sélectionneurs devront prendre leurs responsabilités.

RUGBY

Albert Ferrasse soutient Danie Craven

Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby et de l'International Board, a envoyé, le mardi 11 août, un télégramme de soutien à Danie Craven, son homologue de la Fédération sud-africaine (SARB). Cette dernière doit se prononcer vendredi sur l'opportunité d'une tournée de joueurs australiens qui devrait entraîner l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'International Board.

Albert Ferrasse rappelle à son homologue sud-africain son engagement de ne pas accueillir de tournée sans l'accord des fédérations concernées. Il lui renouvelle aussi sa pro-

messe d'une tournée en 1988. « L'International Board », écrit-il, « doit étudier lors de sa réunion de novembre 1987, la forme que pourrait prendre, en 1988, une tournée en Afrique du Sud comportant des joueurs d'un ou de plusieurs pays membres du Board (...). Je tiens à vous renouveler mon intention de donner toute priorité à ce sujet de manière que le rugby sud-africain continue à avoir les contacts internationaux qu'il mérite tant par la qualité de son jeu que par les efforts qu'il a accomplis pour démontrer que les barrières raciales peuvent être abolies par le sport. »

J.-J. B.

VOILE : Admiral's Cup

Une « première » néo-zélandaise

Les Néo-Zélandais ont le vent en poupe. Après avoir accédé l'hiver dernier à la finale de la Louis Vuitton contre Dennis Connor, vainqueur par la suite de la coupe de l'Amérique, les navigateurs des antipodes ont gagné pour la première fois, mardi 11 août, à Plymouth, l'Admiral's Cup, considérée comme l'officielle championnat du monde de la course au large par équipes nationales (Le Monde du 4 août).

Dans la course du Fastnet, cinquante et une longue épreuve (605 milles) de l'Admiral's Cup, les Néo-Zélandais ont placé leurs trois bateaux dans les vingt premiers avec Propaganda quatrième, Goldcorp onzième et Kivi vingtième. Propaganda, qui termine premier à l'officielle classement général individuel, a été dessiné par Bruce Farr, l'un des architectes de New Zealand, le bateau en matériaux composites de la coupe de l'Amérique. L'équipage, dirigé par Peaven Woolley, était composé de membres de New Zealand, dont le tacticien Brad Butterworth.

Corum de Philippe Briand qui s'était imposé comme le meilleur représentant français dans les quatre premières courses, n'a pris que la trentième place du Fastnet, après avoir choisi une mauvaise option au départ. Grâce à la cinquième place de Centurion-Muscleur de Laurent Delage et la septième de Xeryus de Bruno Troublé, l'équipe de France a pu remonter à une septième place de l'Admiral's Cup bien décevante par rapport aux ambitions annoncées.

G. A.

SCIENCES

Plusieurs pays africains menacés par les criquets pèlerins

Les criquets sauteriaux n'ont pas pulvé en Afrique de l'Ouest comme on le craignait au début de l'été : les pluies ont été entrecoupées de périodes sèches, ce qui a empêché les éclosions massives. Telle est la nouvelle rassurante qui s'est dégagée de la réunion qui s'est tenue au siège de la FAO (Food and Agriculture Organization) à Rome le lundi 10 et le mardi 11 août, au cours de laquelle dix-huit pays africains, huit Etats « donateurs » et les Communautés européennes ont fait le point sur le problème des criquets.

En revanche, les criquets pèlerins constituent toujours une menace très grave pour plusieurs pays africains. Certes, l'Arabie saoudite a pu détruire les essaims qui s'étaient constitués sur son territoire ; quatre avions vont commencer les traitements au Soudan ; l'Éthiopie, qui dispose des avions nécessaires, a déclaré qu'aucune partie de son territoire ne serait interdite aux équipes de prospection et de traitement. Mais la situation est très sérieuse au Tchad.

Une vaste zone du territoire tchadien située au sud de Fada est infestée d'énormes bandes larvaires en cours de grégarisation.

Y. R.

tion et sur le point de se transformer en essaims de criquets pèlerins ailés.

La prospection et le traitement de cette zone devraient commencer incessamment, grâce à des avions à long rayon d'action « prêts » par le Niger et le Mali, à des hélicoptères français, à des experts envoyés par la France, les Etats-Unis et la FAO, et à 30 000 litres de fénitrothion déjà stockés à Abéché (à 200 ou 300 kilomètres au sud de la zone infestée).

Le Tchad ne veut pas que la diédrine, insecticide beaucoup plus rémanent, soit utilisée : les éleveurs de la région se sont plaints que les traitements à la diédrine de l'année dernière avaient fait avorter leurs chèvres.

La situation des criquets pèlerins au Tchad inquiète beaucoup les pays sahéliers (Mauritanie, Mali, Niger), sans parler des Etats du Maghreb (Libye comprise) chez qui pourraient aller les pèlerins. De son côté, la Somalie est préoccupée par les criquets pèlerins du Soudan et de l'Éthiopie.

Les Soviétiques vont vendre les images prises par leurs satellites

Les Soviétiques vont désormais vendre les images prises par leurs satellites de télédétection. Peu après avoir lancé, le 25 juillet dernier, leur plus gros satellite d'observation de la terre, Cosmos 1870, ils ont annoncé la création de la société Soyuzkart, qui sera responsable de la commercialisation des clichés dans le monde entier.

Cette nouvelle société entre donc en concurrence directe avec Eosat, qui vend les images des satellites américains, et avec Spot Image, qui commercialise celles du satellite français Spot, d'autant que les images de Cosmos 1870 sont de très bonne qualité, d'après des spécialistes occidentaux, et ont une bonne résolution.

La création de Soyuzkart est une nouvelle preuve de la volonté affichée par les Soviétiques de se lancer dans la commercialisation des services spatiaux. Après avoir longtemps utilisé l'espace pour ses besoins propres, l'Union soviétique a décidé de concurrencer les Américains et les Européens sur le marché mondial.

C'est à cette fin qu'elle a fondé, en février 1985, l'organisme Glavcosmos, notamment chargé de coordonner et de gérer ses coopérations internationales en la matière. Jusqu'ici, nous disait récemment M. Oleg Firuyuk, chargé des relations internationales de Glavcosmos, ce dernier consacrait 90 % de ses activités à la réalisation d'objectifs militaires nationaux. Mais il ajoutait qu'il s'agissait d'être au premier plan.

Les Soviétiques proposent déjà, depuis plusieurs mois, de lancer des satellites étrangers : un engin indien devrait être mis en orbite par une de leurs fusées d'ici à la fin de l'année et des négociations sont en cours avec plusieurs clients potentiels (Le Monde du 20 juin 1987). Selon M. Firuyuk, ils ont aussi pour projet d'offrir à leurs clients la possibilité d'embarquer des équipements à bord de la station orbitale Mir, pour y effectuer des expériences de longue durée sur la fabrication en apesanteur de matériaux ou de produits biologiquement actifs.

E. G.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Nicole Maya BENDAYAN et son fils Emilie MALET

ont la joie d'annoncer la naissance de

Egal,

le 9 août 1987.

9, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris.

Décès

— M. et M^{me} François Poincaré et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Barancy et leurs enfants, font part du décès de

M^{me} Henri BARANCY,

survécu à Thonon-les-Bains, le 1^{er} août.

17, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris. 148, rue de l'Université, 75007 Paris.

— Jean Ernst et les collaborateurs de la SEERCC, ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Jean CIGRAND,

survécu le lundi 10 août 1987.

Les obsèques auront lieu le vendredi 14 août, à 16 heures, au cimetière de Sainte-Eulalie-en-Born (Landes).

La levée du corps aura lieu à 7 h 30, le même jour, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

— M^{me} Yves Leenhardt, ses enfants, Petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves Charles LEENHARDT,

survécu le 5 août 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 6 août 1987, dans la plus stricte intimité.

— M^{me} André Saint-Cyr, M^{me} Dominique Hebrard Saint-Cyr, François, Dominique et Marie Saint-Cyr, René et Roger Powell, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, époux et père

André Edouard SAINT-CYR,

survécu le 8 août 1987.

La cérémonie a lieu le mercredi 12 août, à 16 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles et l'inhumation a lieu au cimetière du Père-Lachaise, derrière le caveau de famille.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Spomini, 75016 Paris. 133, rue de Rome, 75017 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreux témoignages d'amitié, d'estime et de respect formulés lors du décès de

M. Jacques SCHUMANN,

M^{me} Jacques Schumann, ses filles et ses petits-enfants, vous prient de trouver, ici, l'expression de leur profonde reconnaissance.

Le Monde

75017 Paris. 148, rue de l'Université, 75007 Paris.

— M. et M^{me} François Poincaré et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Barancy et leurs enfants, font part du décès de

M^{me} Henri BARANCY,

survécu à Thonon-les-Bains, le 1^{er} août.

17, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris. 148, rue de l'Université, 75007 Paris.

— Jean Ernst et les collaborateurs de la SEERCC, ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Jean CIGRAND,

survécu le lundi 10 août 1987.

Les obsèques auront lieu le vendredi 14 août, à 16 heures, au cimetière de Sainte-Eulalie-en-Born (Landes).

La levée du corps aura lieu à 7 h 30, le même jour, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

— M^{me} Yves Leenhardt, ses enfants, Petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves Charles LEENHARDT,

survécu le 5 août 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 6 août 1987, dans la plus stricte intimité.

— M^{me} André Saint-Cyr, M^{me} Dominique Hebrard Saint-Cyr, François, Dominique et Marie Saint-Cyr, René et Roger Powell, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, époux et père

André Edouard SAINT-CYR,

survécu le 8 août 1987.

La cérémonie a lieu le mercredi 12 août, à 16 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles et l'inhumation a lieu au cimetière du Père-Lachaise, derrière le caveau de famille.

La famille ne recevra pas de condoléances.

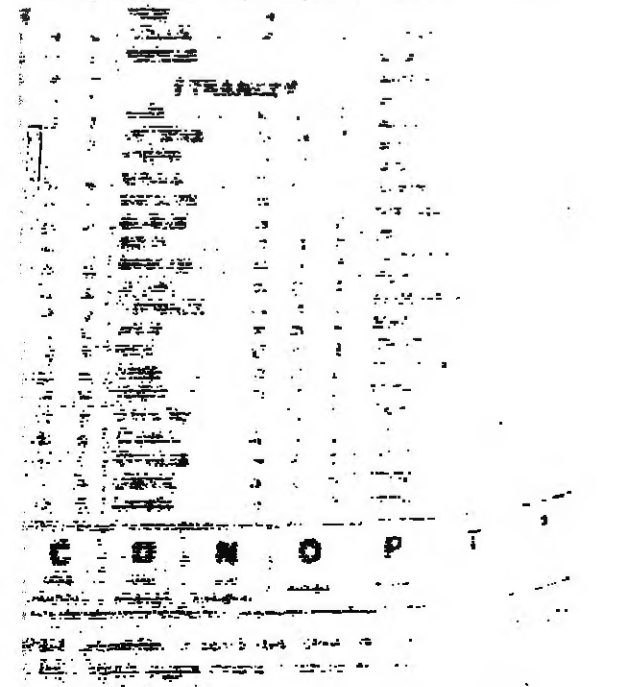
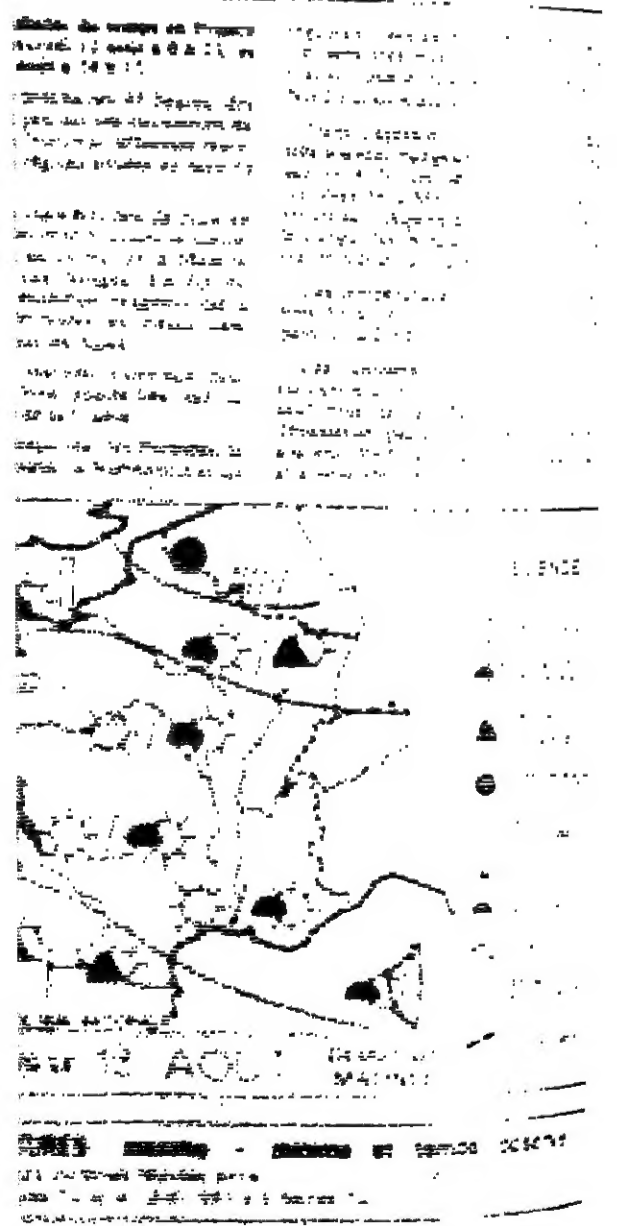
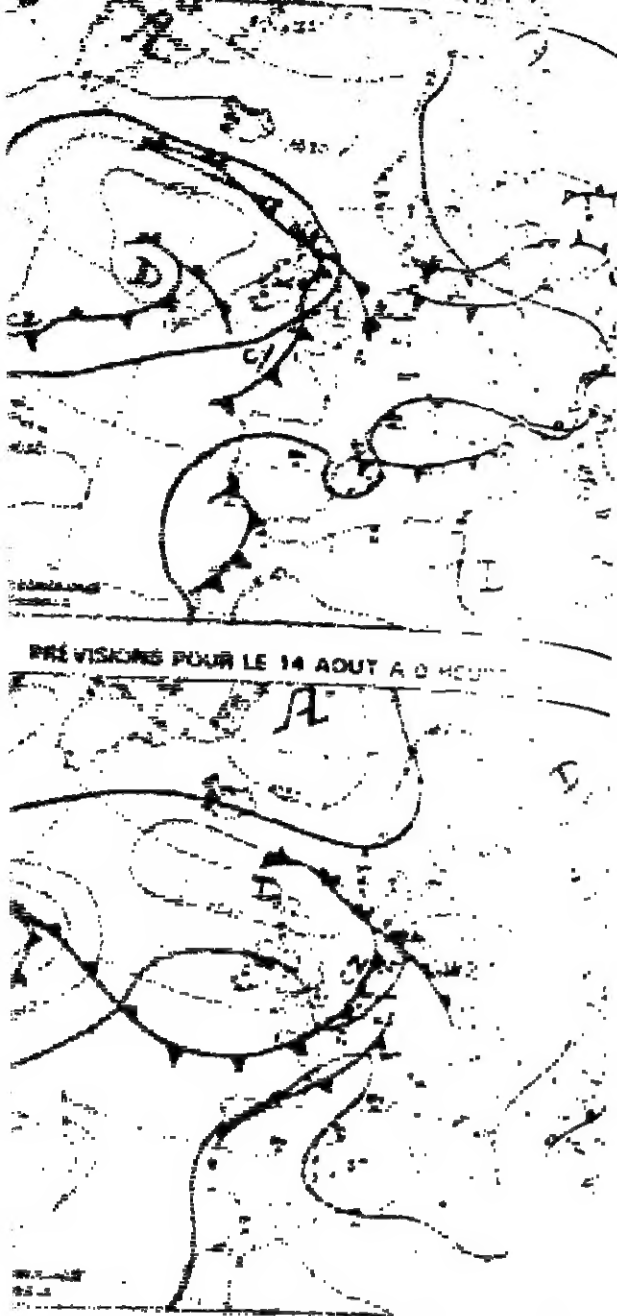
Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Spomini, 75016 Paris. 133, rue de Rome, 75017 Paris.

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreux témoignages d'amitié, d'estime et de respect formulés lors du décès de

M. Jacques SCHUMANN,

M^{me} Jacques Schumann, ses filles et ses petits-enfants, vous prient de trouver, ici, l'expression de leur profonde reconnaissance.



Economie

Le Monde • Jeudi 13 août 1987 17

REPÈRES

Automobile

Forte reprise du marché en juillet

Bien mois de juillet pour l'automobile française : les immatriculations de voitures neuves, avec 196 356 unités, font un bond de 18,3 % par rapport au même mois de l'année précédente, qui porte à 8,1 % l'accroissement enregistré au cours des sept premiers mois de 1987, comparés à la même période de 1986. « Jamais ce mois d'été n'avait connu auparavant une telle activité », note la Chambre syndicale de l'automobile.

Les marques françaises ont particulièrement profité de cette envolée, puisqu'elles s'inscrivent en juillet en hausse de 26,5 % (+ 10 % pour les sept premiers mois), alors que les voitures étrangères ne gagnent que 8,1 % (+ 4,6 % de janvier à fin juillet). Ces mouvements ramènent à 36,6 % la pénétration des automobiles étrangères dans l'Hexagone pendant les sept premiers mois (contre 37,7 % il y a un an).

Les groupes Peugeot et Renault ont connu en juillet des évolutions parallèles : le premier a immatriculé 57 201 véhicules, soit 26,3 % de plus qu'un an auparavant. Pour les sept premiers mois, il progresse de 10,7 % et occupe 32,8 % du marché français.

Avec 58 878 immatriculations le mois dernier, Renault affiche une hausse de 28,9 % sur juillet 1986 et une progression de 9,3 % pour les sept premiers mois, qui lui fait occuper 30,6 % du marché national.

Production industrielle

Baisse en France au premier trimestre

La production industrielle en France, mesurée par l'indice trimestriel de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1980, a baissé au cours des trois premiers mois de 1987, pour revenir à 99. Cet indice s'était inscrit à 99 au premier trimestre 1986, 100 au deuxième, 101 au troisième, 100 au quatrième. Ainsi se trouve confirmée la totale stagnation de la production industrielle en France depuis 1980. Au premier trimestre, ce sont essentiellement les industries produisant des biens intermédiaires et des biens d'équipement professionnel qui ont reculé.

Chômage

Augmentation rapide en Ile-de-France

Le chômage a augmenté de 7,8 % en un an dans la région Ile-de-France, alors que la hausse a été de 4,8 % pour la France entière, annonce la direction régionale du travail et de l'emploi. A la fin du mois de juin, et par rapport à l'an passé, les données de l'ANPE font état de 35 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, pour un total de 448 000. Le nombre de reclassements et de sorties du chômage a également baissé en un an. Il y a eu 182 700 sorties du fichier de l'ANPE au cours du deuxième trimestre, contre 202 000 au cours du trimestre correspondant de 1986. Par ailleurs, et selon les comptes de l'UNEDIC cette fois, le niveau de l'emploi salarié a été stable au cours de l'année 1986.

TRANSPORTS

La déréglementation américaine à l'épreuve

Les incidents aériens se multiplient

Le dimanche 9 août, un contrôleur aérien de New-York a confondu les deux numéros de vol d'un Boeing-727 de la Pan Am et d'un 747 de TWA. Se trouvant dans ses instructions de vol. Les deux avions se sont frôlés, passant à 180 mètres de l'un de l'autre. Le 11 août, à nouveau deux collisions vont être évitées de justesse dans le ciel de Los Angeles. Avec la déréglementation, l'augmentation du trafic, la fatigue des contrôleurs et leur qualification en baisse, le ciel américain frôle désormais la catastrophe.

Deux avions de ligne se heurtèrent dans les prochains semaines aux Etats-Unis ? Les Américains s'interrogent sur cette éventualité en cette période estivale où le trafic aérien est intense, à la suite d'une série de catastrophes évitées de justesse. On a ainsi découvert avec horreur outre-Atlantique que le nombre de « presque collisions » en vol avait augmenté de 509 en 1984 à 758 en 1985 et à 820 en 1986. Pour les quatre premiers mois de l'année en cours, le nombre des « incidents » officiellement rapportés et celui des erreurs du contrôle aérien ont progressé de 18 %. A qui la faute ?

Les déficiences du contrôle aérien américain sont le premier facteur incriminé. Ainsi, au mois de juillet dernier, un aigle du ciel oublia qu'il a ordonné à un Tristar de la compagnie vénézuélienne

Viava de voler à 13 000 mètres d'altitude, et il prescrivit cette même altitude à un Airbus de Pan Am en route vers Saint-Thomas. Ces deux appareils se rattrapèrent de peu au large des Bermudes.

Ceux qui soutiennent que le contrôle aérien n'est pas à la hauteur rappellent que le président Reagan avait licencié en 1981, 11 500 des 16 375 contrôleurs, en poste, en raison de leur entêtement à poursuivre une grève considérée comme illégale. L'administration a, depuis, recruté beaucoup, mais, malgré les 580 embauches décidées dans le cadre du budget fédéral en cours, les effectifs ne sont pas assez nombreux pour assurer la sécurité. Il y a six ans, ils étaient 85 % à être titulaires du plus haut niveau de qualification en 1981. On en dénombre maintenant 75 % seulement à ce niveau. Enfin, ils travaillent six jours sur sept, rythme qui provoquerait des grèves dans toutes les tours de contrôle européennes !

La profusion d'avions légers qui respectent plus ou moins les règlements du vol à vue et les instructions du contrôle n'a pas, non plus, facilité leur tâche. Pour la seule journée du 10 avril dernier, quatre collisions ont été évitées de justesse aux abords d'un aéroport entre un petit appareil à hélices d'un côté et, de l'autre, un DC-9, un Boeing-727, un Tristar et un Boeing-737.

A cette thrombose aérienne, le ministère des transports n'a opposé, pour l'instant, que des demi-mesures. Certes, il embauche des aiguilleurs du ciel supplémentaires mais, d'un autre côté, l'administration cherche à faire accepter une augmentation des cadences en réduisant de 12 kilomètres à 6 kilomètres la distance minimale entre deux avions en route. Les réunions se multiplient avec les compagnies pour qu'elles acceptent d'écarter les départs et les arrivées de leurs vols, mais les résultats ne sont pas encore perceptibles.

Ce risque existe-t-il en Europe ? En Grande-Bretagne sûrement, étant donné l'importance de son trafic qui croît cette année au rythme de 25 %. Deux « presque collisions » ont d'ailleurs été notées en juillet, au-dessus de l'Ecosse d'abord par la faute du contrôle aérien, et à Londres-Heathrow ensuite où un Boeing-747 de la Pan Am n'a pas décollé assez vite la piste d'atterrissage obligeant un Tristar de British Airways à reprendre l'air. Le 26 juin dernier, Heathrow a enregistré 1 049 décollages et atterrissages, l'aéroport de Gatwick 703, pendant que mille vols survolaient la Grande-Bretagne. L'administration de l'aviation civile britannique a pris conscience que son équipement radar et informatique commençait à être techniquement dépassé. Elle investira dans les cinq prochaines années 2 milliards de francs pour moderniser les outils du contrôle de la navigation aérienne.

La responsabilité des pilotes

Mais le contrôle aérien n'est pas seul en cause. Les pilotes aussi sont, à l'origine des « presque collisions ». Car la déréglementation a, là encore, produit des effets pervers. La recherche forcée d'économies a conduit bien des compagnies à rogner sur la formation de leurs équipages et à les pousser à une productivité accrue. L'attrait des primes et la démobilitation due à des salaires diminués de 40 % ont amené certains pilotes à commettre des fautes qui auraient pu se révéler meurtrières.

On s'attendait à trouver dans ce palmarès sinistre des équipages de Continental et d'Eastern, filiale du géant Texas Air, car les passagers américains se plaignent en priorité du manque de sérieux de ces deux compagnies. Le public conserve en mémoire les propos de M. Ron Cole, porte-parole des pilotes d'Eastern, qui déclarait récemment que « certaines économies peuvent se révéler criminelles », et de citer la politique de sa compagnie, contre l'absentéisme qui a conduit certains pilotes malades à voler tout de même. Sans oublier l'avertissement de l'administration fédérale adressé à Eastern afin que la compagnie n'oblige pas ses équipages à piloter plus de trente heures par semaine... c'est-à-dire le double d'un pilote d'Air-France.

En réalité, c'est Delta, la mascotte des Américains, qui accumule au mois de juillet les fautes de pilotage dont deux auraient pu provoquer une collision. Le 8, le pilote d'un Tristar Delta se trompe dans les chiffres qu'il fournit à son ordonnateur de bord chargé de calculer le cap à donner pour traverser l'Atlantique. L'avion dévie d'une quarantaine de kilomètres de la route officielle et frôle à moins de 30 mètres un Boeing-747 de Continental. Un passager du Boeing dira que le Tristar passa si près qu'elle n'avait pu l'apercevoir en entier à travers son hublot. Le 12 juillet, le pilote d'un Boeing-767 de Delta atterrit sur la mauvaise piste à l'aéroport de Logan à Boston, qui dispose de deux pistes parallèles, et oblige un appareil d'Eastern à interrompre son atterrissage en catastrophe pour éviter la collision.

L'administration fédérale a ouvert une enquête sur cette série d'erreurs humaines pour déterminer si leur cause doit être cherchée dans

Un système anticollision

En France, on n'en est pas à ces alarmes. Le contrôle aérien assure en moyenne l'acheminement de trois mille cinq cents vols nationaux et internationaux par jour. Le nombre des « rapprochements estimés dangereux » va diminuant : soixante-huit en 1983, soixante-sept en 1984, cinquante en 1985 et cinquante et un en 1986. La direction de l'aviation civile française a tout de même lancé en 1986 un programme d'achat de dix-neuf stations-radar modernes destinées à mieux localiser les avions et à réduire, à l'atterrissage, à 7,500 kilomètres, la séparation minimale entre deux appareils. Toutes les compagnies du monde surveillent attentivement l'évolution de la circulation aérienne.

Globalement, la situation reste sûre. Le chiffre des victimes américaines pour cent mille heures de vol est tombé de 1,72 en 1978 à 0,92 en 1986. Conscience de la montée des dangers, l'Association américaine des pilotes de ligne n'en réclame pas moins l'installation d'un système d'alerte indiquant aux pilotes le risque de collision et la manœuvre à effectuer pour l'éviter. L'administration fédérale souhaiterait que tous les avions en soient équipés en 1991. Faudra-t-il une catastrophe pour convaincre tous les partenaires des transports aériens de l'urgence de cette mesure ?

ALAIN FAUJAS.

AFFAIRES

846 000 emplois perdus en douze ans dans l'OCDE

Pas d'amélioration en vue dans la sidérurgie mondiale

La production d'acier des pays de l'OCDE devrait encore diminuer cette année, mais dans des proportions moindres que l'an passé (- 3,5 % contre - 6,3 %), prévoit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son dernier rapport sur « le marché de l'acier en 1986 et les perspectives pour 1987 ».

Cette baisse sera particulièrement marquée aux Etats-Unis (- 6 %) et au Japon (- 5 %), deux pays déjà touchés par la récession de la production en 1986. Dans les pays

tembre 1984 porte donc ses fruits : la part de l'acier étranger importé outre-Atlantique a régressé de deux points en 1986 et ne s'élève plus qu'à 23 %.

L'OCDE table également sur une nouvelle chute de 10 % au moins des exportations japonaises, après une baisse de 9 % l'an passé, reflétant la hausse du yen. Pen de changement à attendre pour les Douze, qui ont cessé en 1986 une augmentation de 14 % de leurs importations et une réduction de 12 % de leurs exportations.

Malgré une diminution de près de 13 millions de tonnes, le taux moyen d'utilisation des capacités de pro-

taux d'utilisation ne va probablement pas dépasser 66 %. « Seul qui dénote encore une situation précaire ». L'état de santé financier de la sidérurgie américaine, « particulièrement vulnérable à la crise mondiale actuelle de la sidérurgie », est devenu « une préoccupation majeure en matière de politique publique » américaine, remarque l'OCDE. Au Japon et dans les douze pays européens, les capacités de production seront utilisées à 64 % et 65 % respectivement cette année.

Ce marasme persistant de l'acier mondial pèse bien évidemment sur l'emploi : pour la douzième année consécutive, les effectifs ont diminué dans la zone OCDE. La baisse de 5 % enregistrée l'an passé (soit 56 000 personnes de moins) porte à 846 000 le nombre d'emplois perdus depuis 1974, soit 43 % des effectifs ! La Grande-Bretagne arrive en tête de ce triste classement avec une chute de ses effectifs de 71 % en douze ans. La France a également payé un lourd tribut, avec 83 800 emplois en moins (- 54 %), dont 8 800 pour la seule année 1986 (- 11 %), ainsi que la Belgique et le Luxembourg (- 48 %), deux pays où l'acier tient une place fondamentale dans le tissu industriel.

Dans les dix pays européens, les effectifs sidérurgiques ont fondu de 48 % depuis 1974, soit une perte de 384 300 emplois. Aux Etats-Unis, la chute a été de 58 % et au Japon de 22,5 %.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

SOCIAL

■ Insertion des chômeurs de longue durée dans les entreprises. — Un décret publié au Journal officiel du 11 août fixe les modalités d'application des stages de réinsertion en alternance (SRA) pour les chômeurs de très longue durée prévus par la loi du 10 juillet 1987. Sans emploi depuis plus de deux ans, particulièrement défavorisés, ces chômeurs pourront faire des stages de cinq mois et même de huit mois dans les entreprises. Leur rémunération mensuelle de 3 915 F sera prise en charge par l'Etat, ainsi que les cotisations sociales et le coût de la formation de soixante heures par mois. Le ministère espère que les entreprises se mobiliseront pour ce dispositif et s'attend que vingt mille personnes en bénéficieront la première année. Cette formule s'ajoute aux contrats de réinsertion en alternance (CRA), également pour les chômeurs de longue durée mais plus facilement réintégréables. Le CRA est conçu pour une durée de deux ans, l'employeur étant exonéré de toutes les charges sociales pendant une année. L'Etat finance la formation correspondante.

Depuis le début de l'année

Hausse de 7,4 % du trafic d'Air Inter

Malgré les perturbations dans le transport aérien pendant ces derniers semaines, Air Inter a transporté 742 millions de passagers durant les sept premiers mois de l'année, soit une augmentation de 7,4 % par rapport à la même période de l'année dernière.

La croissance de la compagnie s'est toutefois ralentie en juillet, avec 1,07 million de passagers transportés, un chiffre supérieur de 3 % à celui de juillet 1986. « La grève des contrôleurs aériens qui a perturbé l'ensemble du mois de juillet a occasionné un manque à transporter de 30 000 passagers », souligne Air Inter, qui estime avoir perdu, depuis le début du mouvement en avril, quelque 200 000 passagers.

■ Grève probable des pilotes de la Sabena les 15 et 16 août. — Les quatre cents pilotes et copilotes de la compagnie aérienne belge Sabena ont l'intention de faire grève les 15 et 16 août, a annoncé, le lundi 10 août, l'Association belge des pilotes. Cette décision survient quelques jours après que le tribunal d'instance de Bruxelles, saisi par la direction de la compagnie, ait annulé en extrême une grève d'avertissement de vingt-quatre heures prévue pour le 6 août. Cet arrêt — le premier du genre pris par un tribunal d'instance en Belgique — s'appuyait notamment sur le fait que les usagers par un tel mouvement en période estivale. Les revendications des pilotes sont d'ordre salarial. — (AFP)

Première plainte déposée à Bruxelles dans le secteur des activités de services

Guerre des frêts entre des armateurs européens et un sud-coréen

En vertu d'un règlement européen, qui permet de lutter contre les pratiques commerciales déloyales en matière de concurrence et qui est entré en vigueur au début juillet, le Comité des armateurs européens a déposé une plainte auprès de la Commission de Bruxelles au nom de huit sociétés maritimes, contre l'armateur sud-coréen Hyundai Merchant Marine.

Parmi ces compagnies figure le groupe public français Compagnie générale maritime (CGM). Les armateurs européens concernés reprochent à la société sud-coréenne de pratiquer des tarifs de dumping en accordant aux expéditeurs de marchandises en conteneur des réductions de tarif de 40 à 50 %.

C'est la première fois que ce genre de plainte est déposée dans le secteur des activités de services. Jusqu'à maintenant, la procédure ne couvrait que le dumping constaté sur les produits industriels. Une procédure comparable pourrait être engagée contre les armements d'Allemagne de l'Est sur les lignes Europe-Amérique du Sud.

ou d'Extrême-Orient s'exerce non seulement sur les lignes internationales Europe-Asie-Océanie, mais aussi sur la desserte entre la France et les îles du Pacifique (Tahiti, Nouvelle-Calédonie). Pour l'embarquer, le gouvernement français a adopté en conseil des ministres, le 15 avril, un projet de loi réservant aux cargos français et aux navires de la CEE le trafic entre la métropole et les territoires d'outre-mer. Les navires de Hyundai touchent notamment Le Havre à la très grande satisfaction des autorités portuaires normandes.

Mais ce projet de loi a été très mal accueilli en Polynésie, où la population, les transitaires, les importateurs et les milieux d'affaires veulent jouir de la plus grande liberté et s'adresser aux compagnies maritimes de leur choix, notamment Hyundai.

Sous la pression de M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, et de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, M. Ambroise Guédel, secrétaire d'Etat à la mer, a dû, fin mai, retirer son projet de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Il doit se rendre prochainement à Tahiti pour étudier la question.

F. Gr.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Marchés financiers

PARIS, 13 août 1987. NEW-YORK, 13 août 1987. **Toujours la baisse** Une nouvelle séance de baisse sur les marchés financiers parisiens. Le CAC 40 a perdu 12 points, passant à 1.110. Le marché des obligations a été particulièrement touché, avec une baisse de 10 points pour le C.A.T. 10 ans. Le marché des actions a également été en baisse, avec une perte de 10 points pour le CAC 40. Le marché des devises a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le dollar. Le marché des matières premières a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le pétrole.

CHANGES **Dollar : progrès** **6.33 F** Le dollar a progressé de 10 points, passant à 6.33 F. Le franc a perdu 10 points, passant à 155 F. Le marché des devises a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le dollar. Le marché des matières premières a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le pétrole.

LA VIE DE LA COTE Le marché des actions a été en baisse, avec une perte de 10 points pour le CAC 40. Le marché des obligations a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le C.A.T. 10 ans. Le marché des devises a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le dollar. Le marché des matières premières a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le pétrole.

TAUX DES EUROMONNAIES Le taux des euromonnaies a été en baisse, avec une perte de 10 points pour le dollar. Le marché des devises a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le dollar. Le marché des matières premières a été également en baisse, avec une perte de 10 points pour le pétrole.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

Compte	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Différence	%	Compte	VALEURS	Cours précéd.	%
1010	A.S.E. H.V.	1817	1822	1822	+ 0.76	1010	Créd. Lyon. 120	785	+ 0.16
1020	C.N.E. P.	4280	4280	4280	+ 0.47	1020	Créd. Lyon. 120	1058	
1030	C.N.E. P.	4280	4280	4280	+ 0.15	1030	Créd. Lyon. 120	231	
1040	C.N.E. P.	1120	1120	1120	0.04	1040	Créd. Lyon. 120	433	
1050	C.N.E. P.	1283	1285	1286	+ 0.63	1050	Créd. Lyon. 120	361	
1060	C.N.E. P.	3006	3100	3070	+ 0.87	1060	Créd. Lyon. 120	300	
1070	C.N.E. P.	3006	3006	3006	0.04	1070	Créd. Lyon. 120	511	
1080	C.N.E. P.	2200	2200	2200	+ 0.57	1080	Créd. Lyon. 120	2285	
1090	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1090	Créd. Lyon. 120	1078	
1100	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1100	Créd. Lyon. 120	1078	
1110	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1110	Créd. Lyon. 120	1078	
1120	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1120	Créd. Lyon. 120	1078	
1130	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1130	Créd. Lyon. 120	1078	
1140	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1140	Créd. Lyon. 120	1078	
1150	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1150	Créd. Lyon. 120	1078	
1160	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1160	Créd. Lyon. 120	1078	
1170	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1170	Créd. Lyon. 120	1078	
1180	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1180	Créd. Lyon. 120	1078	
1190	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1190	Créd. Lyon. 120	1078	
1200	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1200	Créd. Lyon. 120	1078	
1210	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1210	Créd. Lyon. 120	1078	
1220	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1220	Créd. Lyon. 120	1078	
1230	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1230	Créd. Lyon. 120	1078	
1240	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1240	Créd. Lyon. 120	1078	
1250	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1250	Créd. Lyon. 120	1078	
1260	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1260	Créd. Lyon. 120	1078	
1270	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1270	Créd. Lyon. 120	1078	
1280	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1280	Créd. Lyon. 120	1078	
1290	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1290	Créd. Lyon. 120	1078	
1300	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1300	Créd. Lyon. 120	1078	
1310	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1310	Créd. Lyon. 120	1078	
1320	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1320	Créd. Lyon. 120	1078	
1330	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1330	Créd. Lyon. 120	1078	
1340	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1340	Créd. Lyon. 120	1078	
1350	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1350	Créd. Lyon. 120	1078	
1360	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1360	Créd. Lyon. 120	1078	
1370	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1370	Créd. Lyon. 120	1078	
1380	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1380	Créd. Lyon. 120	1078	
1390	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1390	Créd. Lyon. 120	1078	
1400	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1400	Créd. Lyon. 120	1078	
1410	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1410	Créd. Lyon. 120	1078	
1420	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1420	Créd. Lyon. 120	1078	
1430	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1430	Créd. Lyon. 120	1078	
1440	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1440	Créd. Lyon. 120	1078	
1450	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1450	Créd. Lyon. 120	1078	
1460	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1460	Créd. Lyon. 120	1078	
1470	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1470	Créd. Lyon. 120	1078	
1480	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1480	Créd. Lyon. 120	1078	
1490	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1490	Créd. Lyon. 120	1078	
1500	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1500	Créd. Lyon. 120	1078	
1510	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1510	Créd. Lyon. 120	1078	
1520	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1520	Créd. Lyon. 120	1078	
1530	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1530	Créd. Lyon. 120	1078	
1540	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1540	Créd. Lyon. 120	1078	
1550	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1550	Créd. Lyon. 120	1078	
1560	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1560	Créd. Lyon. 120	1078	
1570	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1570	Créd. Lyon. 120	1078	
1580	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1580	Créd. Lyon. 120	1078	
1590	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1590	Créd. Lyon. 120	1078	
1600	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1600	Créd. Lyon. 120	1078	
1610	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1610	Créd. Lyon. 120	1078	
1620	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1620	Créd. Lyon. 120	1078	
1630	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1630	Créd. Lyon. 120	1078	
1640	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1640	Créd. Lyon. 120	1078	
1650	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1650	Créd. Lyon. 120	1078	
1660	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1660	Créd. Lyon. 120	1078	
1670	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1670	Créd. Lyon. 120	1078	
1680	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1680	Créd. Lyon. 120	1078	
1690	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1690	Créd. Lyon. 120	1078	
1700	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1700	Créd. Lyon. 120	1078	
1710	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1710	Créd. Lyon. 120	1078	
1720	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1720	Créd. Lyon. 120	1078	
1730	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1730	Créd. Lyon. 120	1078	
1740	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1740	Créd. Lyon. 120	1078	
1750	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1750	Créd. Lyon. 120	1078	
1760	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1760	Créd. Lyon. 120	1078	
1770	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1770	Créd. Lyon. 120	1078	
1780	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1780	Créd. Lyon. 120	1078	
1790	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1790	Créd. Lyon. 120	1078	
1800	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1800	Créd. Lyon. 120	1078	
1810	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1810	Créd. Lyon. 120	1078	
1820	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1820	Créd. Lyon. 120	1078	
1830	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1830	Créd. Lyon. 120	1078	
1840	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1840	Créd. Lyon. 120	1078	
1850	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1850	Créd. Lyon. 120	1078	
1860	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1860	Créd. Lyon. 120	1078	
1870	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1870	Créd. Lyon. 120	1078	
1880	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1880	Créd. Lyon. 120	1078	
1890	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1890	Créd. Lyon. 120	1078	
1900	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1900	Créd. Lyon. 120	1078	
1910	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1910	Créd. Lyon. 120	1078	
1920	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1920	Créd. Lyon. 120	1078	
1930	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1930	Créd. Lyon. 120	1078	
1940	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1940	Créd. Lyon. 120	1078	
1950	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1950	Créd. Lyon. 120	1078	
1960	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1960	Créd. Lyon. 120	1078	
1970	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1970	Créd. Lyon. 120	1078	
1980	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1980	Créd. Lyon. 120	1078	
1990	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	1990	Créd. Lyon. 120	1078	
2000	C.N.E. P.	1228	1223	1223	+ 0.57	2000	Créd. Lyon. 120	1078	

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Tchad : le sort de la bande d'Azouzi. 4 La tension dans le Golfe. 5 Haïti : les radios, cibles privilégiées de la répression. 6 A travers le monde.	8 Les sondages et l'élection présidentielle : les clés du succès. — Nouvelle-Calédonie : le FNKS maintient la « marche pacifique pour l'indépendance ». — Plusieurs pays africains menacés par les crickets pèlerins.	14 M. Pasqua : il n'y a pas de guerre des polices en Corse. 15 L'inspection générale des affaires sociales dénonce le mauvais fonctionnement des stations thermes.	9 à 11 Les collectionneurs d'art contemporain.	17 Sidérurgie : 848 000 emplois perdus en douze ans dans les pays de l'OCDE. — Transports aériens : la dérégulation américaine à l'épreuve. 18 Un entretien avec le président de la Lyonnaise des eaux. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 14 Météorologie 16 Mots croisés 16 Carnet 15 Radio-télévision 13 Annonces classées 16 Expositions 12 Spectacles 13	● SIDA : les nouveaux chiffres. SIDA ● Cinéma : faites-vous une toile. CINE ● 14 + 9 + 7 : 30 navires dans le Golfe. IFR Actualité, Sports, International, Culture, Jeux, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

Remous dans le capital de TF 1

La première chaîne rachète les actions destinées au personnel

Le feuillet de la privatisation de TF 1 ne s'est pas terminé avec le relatif succès de l'offre publique de vente. L'Etat doit encore céder 7,6 % du capital de la chaîne. Les salariés de la Une n'ont, en effet, acheté que 2,4 % du capital, alors que la loi sur la communication leur en réserve 10 %. Que faire du reste ? La loi est formelle : ces actions doivent être encore réservées au personnel pendant deux ans avant que l'Etat puisse les mettre sur le marché.

Mais le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, en a décidé autrement. Il s'est débarrassé des actions restantes en les vendant à une société « porteuse », la SYALIS, chargée de les céder ultérieurement aux salariés de TF 1. Une initiative qui semble en contradiction totale avec l'article 60 de la loi sur la communication, où il est précisé que l'Etat doit céder « directement » les titres aux salariés. « En effet, précise M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, lors du débat au Sénat, si l'on obligeait l'entreprise à porter 10 % des titres pendant deux ans, cela constituerait une charge très lourde ».

Pourtant, malgré les assurances du ministre, c'est bien ce scénario qui est en train de se dérouler. La société SYALIS est en effet détenue à 45 % par une filiale à 100 % de TF 1, dénommée pour l'occasion La Réserve. Pergamon Press de M. Robert Maxwell, la GMP, la Société générale, le Crédit lyonnais et la Financière Falgas complètent le capital en apportant chacun 10 % des 300 millions nécessaires, tandis que la Banque de l'Union européenne est présente au tour de table pour 5 %.

Le montage est astucieux puisqu'il permet aux actionnaires de TF 1 de contrôler les actions non encore attribuées tout en se faisant aider financièrement par des banques qui ont un contrôle prolongé à quatre ans et un mois par une directive du ministre de l'économie. Mais ce montage se heurte à une nouvelle fois à la loi : par le jeu de ces participations indirectes, M. François Léotard possède maintenant un peu plus de 25 % du capital de la chaîne et se trouve donc en infraction, même à titre temporaire, avec les

règles sur la concentration. Le comité d'entreprise de TF 1 a été le premier à s'en émouvoir et à saisir par lettre M. Gabriel de Broglie, président de la Commission nationale de la communication et des libertés.

Une plus-value intéressante

On peut se demander ce qui a poussé le ministre des finances à négocier ainsi la lettre et l'esprit de la loi de M. Léotard. Il semble que les banques, sollicitées par la Rue de Rivoli pour acquiescer la totalité de la SYALIS, se soient fait prier. Pour tant les titres de TF 1 sont cédés aux conditions très avantageuses faites au personnel : 132 francs l'action contre 165 francs. Elles seront revendues par la SYALIS aux salariés demandeurs 20 % moins cher que le cours du jour. Or celui-ci atteint en ce moment 185 francs. Plus-value intéressante pour les actionnaires de la SYALIS, mais les banques ne croient pas à la bonne tenue du titre TF 1 à long terme.

A l'inverse, Bouygues et ses associés ont tout intérêt à garder le contrôle des 7,6 % du capital de la

chaîne. En effet, de mystérieux mouvements affectent depuis quinze jours l'échange des actions TF 1 au second marché. Selon les milieux boursiers, le volume des échanges oscillerait entre 60 000 et 130 000 actions par jour, signe d'une très forte demande. Les rumeurs vont bon train. Les uns affirment que M. Maxwell ramasse de nombreuses actions auprès des petits porteurs. Les autres disent que M. Jérôme Seydoux, ancien propriétaire de la 5, dont il détient toujours 10 % du capital, contrôlerait désormais 2,5 % des actions de TF 1.

Selon les statuts de TF 1, tout actionnaire contrôlant plus de 0,5 % du capital doit se déclarer auprès de la chaîne. Mais la Une refuse de communiquer les renseignements qui sont sans doute en sa possession et affirme que les achats sont surtout le fait de SICAV.

Investisseurs institutionnels ou mystérieux « raiders » ? Le voile se lèvera sans doute avant la première assemblée générale de TF 1 à la rentrée. En attendant, M. Bouygues tout intéressé à contrôler la SYALIS pour combler la différence entre ses 25 % et la minorité de blocage au sein de la chaîne.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Alors que le tribunal devrait entériner la cession aux « dix »

M. Bouygues s'intéresse à nouveau au « Matin de Paris »

La date du mercredi 12 août restera sans doute dans les annales du « Matin de Paris ». Les « dix », ce groupe de salariés et de journalistes du quotidien de gauche auxquels il avait été provisoirement cédé, ont en effet rassemblé les 10 millions de francs qu'ils jugeaient nécessaires à la relance du journal.

Il se sont rendus devant le tribunal de commerce pour lui faire part du bon déroulement de leur plan de redressement. Pour le tribunal, le versement des 2 millions de francs exigibles pour la cession provisoire du titre était déjà acquiescé, dit donc, qu'il décernera un sursis à exécution aux « dix » (le Monde du 7 août).

Le capital réuni par les « dix » est actuellement émis : la société de production Cravatin — qui a apporté versement des 3 millions de francs manquants — est la plus grosse actionnaire (30 %). A ses côtés figurent la Fédération nationale des travailleurs publics, l'entreprise SVP, le Seuil, MotiAction. En direct, la société d'information Volback, l'Événement du jeudi, Pierre Anglade et l'Association de sauvegarde du Matin (20 %) et un groupe de personnes physiques menées par M. Noël Metzger. Mais les 10 millions de francs déjà réunis pour relancer le journal ne suffisent pas à nouveau en discussion avec des industriels qui manifestent un nouvel intérêt pour le quotidien.

Il ne sont pas les seuls. La semaine dernière, quatre journalistes du Matin de Paris, a rencontré M. François Bouygues, PDG de TF 1, dans sa résidence d'été. C'est échange, assorti de propositions encore floues,

En Lorraine

Remise en liberté de deux responsables du PFN

Deux responsables nationaux du PFN (Parti des forces nouvelles), M. Michel Vinciguerra, trente-trois ans, écroué à Remiremont (Vosges), et Michel Spaeth, vingt-six ans, incarcéré à la prison Charles-III de Nancy, ont été remis en liberté le mardi 11 août.

Les deux hommes demeurent cependant inculpés, pour M. Vinciguerra, « d'abus de biens sociaux » et de « faux en écriture », et pour M. Spaeth, « d'abus de biens sociaux » (le Monde des 12, 17 et 22 février). M. Vinciguerra, ingénieur chimiste, avait été arrêté après la mise en liquidation judiciaire d'une des sociétés qu'il dirigeait, la Compagnie vosgienne de polystyrène, à Lubine, près de Saint-Dié. Son associé, M. Spaeth, avait été arrêté peu après.

VIETNAM

La misère des écoles

Instituteurs au bord de la dépression, salles de classe à l'abandon, pénurie de manuels scolaires... à en croire le *Nhân Dân*, organe officiel du PC vietnamien, la situation dans l'enseignement au Vietnam est catastrophique.

Ce cri d'alarme a été lancé la semaine dernière par un haut responsable vietnamien, dont les initiales ne sont autres que celles du secrétaire général du PC, M. Nguyen Van Linh. Dans un article publié récemment, N.V.L. s'inquiète de la situation dans l'enseignement, à la veille de la rentrée scolaire, prévue pour le 20 août, qui concerne plus de douze millions d'élèves et cinq cent mille enseignants.

« Dans de nombreuses localités », écrit-il, les conditions d'études de nos enfants sont très mauvaises. Les salles de classe sont petites et leur toit fuit. Les pupitres et les bancs sont en très mauvais état. On manque de tableaux noirs, de craies, de papier et d'encre. Il n'y a qu'un manuel pour cinq ou six élèves. » Pour ces raisons, selon N.V.L., des dizaines de milliers d'instituteurs veulent démissionner, « invoquant des conditions de vie très difficiles, des salaires de misère, de piètres conditions de travail et une santé déclinante ».

La chute des cours du porc inquiète les producteurs bretons

La tension monte chez les producteurs de porc bretons, qui voient avec inquiétude les cours chuter à leur plus faible depuis 1981 : 8,88 F le kg le lundi 10 août, alors qu'une étude des centres de gestion du Finistère estimait récemment qu'un cours de 10 F minimum était nécessaire pour un producteur dont les installations sont amorties et de 11-F pour un producteur encore endetté. Et cela, dans les deux cas, sans tenir compte de la rémunération de la main d'œuvre.

Les producteurs français (les Bretons assurent la moitié de la production nationale) doivent faire face à la concurrence très rude des pays de l'Europe du Nord, en particulier les Pays-Bas et le Danemark. « Ces pays ne sont pas plus compétitifs que nous, mais ils ont une politique agricole plus volontariste et sont mieux armés sur le plan commercial », dit M. Guillaume Roué, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère et secrétaire de la Fédération nationale porcine (FNP).

La réduction des coûts de production (taux élevés des prêts sans rapport avec l'inflation actuelle, charges sociales, services...) devait orienter les demandes de la FNP lors d'un entretien mercredi au ministère de l'Agriculture.

Un abattoir coopératif de porcs en Bretagne. — L'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement (UNCAA) et quatre coopératives bretonnes viennent de créer une société commune afin de construire à Josselin (Morbihan) un nouvel abattoir de porcs, qui doublera la capacité de production de l'usine actuelle, pour la porter à 25 000 porcs par semaine.

EN BREF

● Disparition d'un enfant à la gare de Bordeaux. — La brigade de meurtres de la sûreté urbaine de Bordeaux a diffusé, le mardi soir 11 août, un appel pour tenter de retrouver le petit Jérôme Sarthou, trois ans, disparu dans la matinée à la gare de Bordeaux-Saint-Jean.

YVES-MARIE LABÉ.

Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE

Ce qui se passe en U.R.S.S.

Conférences au cours de la croisière en mer Noire



A bord d'Océanos - du 11 au 18 septembre 1987
ATHÈNES - NÉSEBAR - ODESSA - YALTA - ISTANBUL
Grèce - Bulgarie - U.R.S.S. (Ukraine, Crimée) - Turquie
Renseignements à Voyages 82 - 45, rue de Lisbonne, 75008 Paris
Tél. : (1) 42-25-52-00 - Bx 1 675

Nom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Souhaitez recevoir le programme de la croisière avec Hélène Carrère d'Encausse

La circulation sur les autoroutes belges

Polémique autour du projet de vignette pour les étrangers

Le gouvernement belge a confirmé, le lundi 10 août, son intention d'imposer une taxe annuelle aux véhicules étrangers empruntant le réseau des autoroutes en Belgique (le Monde du 7 août). Cette décision — qui doit encore être approuvée à la rentrée par le Parlement — a suscité de très vives réactions dans la plupart des pays voisins.

Alors que la Commission européenne avait déjà demandé des « explications » au gouvernement belge, la RFA a saisi, dès la confirmation du projet, le conseil des ministres de la CEE et la Commission en brandissant, en outre, la menace d'imposer une taxe réciproque aux véhicules belges. Les autres voisins, France, Pays-Bas, Grande-Bretagne, ont tous déploré l'initiative de Bruxelles, et ont manifesté leur intention d'intervenir auprès du gouvernement belge et des instances communautaires pour obtenir l'abandon du projet.

En Belgique même, le projet ne fait pas l'unanimité. Les organisations de routiers craignent des mesures de rétorsion dans les autres pays, et certains professionnels du tourisme redoutent une contre-

publicité. Des voix se sont également élevées pour mettre en garde contre un transfert du trafic sur les routes secondaires moins sûres, ou la formation de « bouchons » aux postes de péage. Le ministre belge des transports lui-même, M. Hermans de Croo, a déjà fait part de ses réserves.

En revanche, une partie de l'opinion publique belge ne cache pas sa satisfaction. De nombreux touristes qui prennent leurs vacances dans le sud de l'Europe supportent mal, par exemple, de verser leur écot aux péages français, tandis que les Français circulent gratuitement en Belgique.

La vignette belge, valable un an, serait nettement moins chère (environ 80 francs français pour les voitures) que les droits de péage pour traverser la France jusqu'à la Méditerranée, font valoir les partisans du projet. En raison de son prix modeste, elle ne perturberait pas le trafic routier en Belgique, souligne également le ministre des transports. Un million deux cent mille camions étrangers traversent chaque année la Belgique, véritable plaque tournante entre la France, l'Europe du Nord, la Grande-Bretagne et la RFA.

Progression sensible des ventes d'Airbus

Airbus Industrie a sensiblement augmenté ses ventes au cours des six premiers mois de l'année, alors que celles de Boeing, dans le même temps, baissaient de près de 16 % par rapport à la même période de l'année dernière, selon les chiffres publiés par les constructeurs.

Le consortium européen a enregistré des commandes fermes pour 53 appareils, contre 63 lors de la même période de l'année dernière, sans compter les engagements d'achat, sous diverses formes, pour 130 exemplaires des long-courriers A-330/A-340, dont le lancement a été annoncé officiellement en juin.

Pour sa part, Boeing, durant les six premiers mois de l'année, a pris des commandes pour 208 appareils à réaction, contre 247 lors de la même période de l'année dernière. Y compris les turbopropulseurs (construits par la nouvelle filiale canadienne de Boeing, De Havilland), les prises de commandes de Boeing se sont élevées à 11,1 milliards de dollars, en baisse de 1 milliard de dollars (- 8 %) par rapport au premier semestre 1986.

● Ventes de cosmétiques aux grandes surfaces : un délai de quatre mois. — Les fabricants de cosmétiques, qu'une décision récente du Conseil national de la concurrence obligeait à cesser de subordonner l'agrément de distribution de leurs produits à la détention de la qualité de pharmacien d'officine, auront quatre mois pour mettre sur pied de nouvelles politiques commerciales afin de pouvoir fournir à la fois les magasins à grande surface et les pharmacies. Ainsi en a décidé en référé, le mardi 11 août, M. Pierre Drai, premier président de la cour d'appel de Paris. Les magasins de grande surface (Lacoste, Carrefour...) livrent bataille depuis des mois pour faire sauter le verrou de la « vente exclusive en pharmacie » de produits d'hygiène et de beauté et de la parapharmacie.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Le Monde sur minitel

MINI JOURNAL

Le Tour du Monde en 10 écrans

3615 TAPEZ LEMONDE

Le président Reagan a fait son « mea culpa »

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».



Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».

Le président américain a reconnu, pour la première fois, son rôle dans la crise des missiles de Cuba. Il a déclaré : « J'ai fait une erreur de jugement ».